

# L'IMPÉRIALISME, STADE SUPRÊME DU CAPITALISME

ESSAI DE VULGARISATION

## PRÉFACE

La brochure que nous présentons au lecteur a été écrite à Zurich au cours du printemps 1916. Dans les conditions de travail où je me trouvais là-bas, je manquais naturellement quelque peu de publications françaises et anglaises, et beaucoup de publications russes. Cependant, j'ai utilisé le principal ouvrage anglais sur l'impérialisme, le livre de J. A. Hobson, avec toute l'attention que, selon moi, cet écrit mérite.

Cette brochure a été écrite compte tenu de la censure tsariste. Aussi ai-je dû, non seulement me borner strictement à une analyse théorique, surtout économique, mais ne formuler en outre les quelques observations politiques indispensables qu'avec la plus grande prudence, par voie d'allusions, dans cette maudite langue d'Esopé à laquelle le tsarisme contraignait tous les révolutionnaires quand ils prenaient la plume pour écrire une œuvre « légale ».

Il est pénible de relire maintenant, en ces jours de liberté, ces passages mutilés eu égard à la censure tsariste, comprimés, serrés comme dans un étau de fer. Pour exposer que l'impérialisme est le prélude de la révolution socialiste, que le social-chauvinisme (socialisme en paroles, chauvinisme en fait) est une trahison complète du socialisme, un ralliement total à la bourgeoisie, que cette scission du mouvement ouvrier est liée aux conditions objectives de l'impérialisme, etc., il me fallait user d'une langue « d'esclave », et je dois aujourd'hui renvoyer le lecteur que cette question intéresse à la réédition, qui va paraître incessamment, des articles que j'ai écrits à l'étranger de 1914 à 1917. A signaler surtout, dans le texte ci-après, un passage, pages 119-120 [*Voir le présent recueil, p. 281 (N.R.)*], où afin de faire comprendre au lecteur sous une forme admissible pour la censure, le mensonge cynique des capitalistes, ainsi que des social-chauvins passés dans leur camp (et que Kautsky combat avec tant d'inconséquence), dans la question des annexions, la façon éhontée dont ils *couvrent* les annexions de *leurs* capitalistes, je me suis trouvé obligé de citer à titre d'exemple... le Japon ! Le lecteur attentif remplacera aisément le Japon par la Russie, et la Corée par la Finlande, la Pologne, la Courlande, l'Ukraine, Khiva, Boukhara, l'Estonie et autres régions peuplées de non-Grands-Russes.

J'ose espérer que ma brochure aidera à l'intelligence d'un problème économique capital, sans l'étude duquel il est impossible de rien comprendre à ce que sont la guerre d'aujourd'hui et la politique d'aujourd'hui ; je veux parler de la nature économique de l'impérialisme.

*L'auteur*

Pétrograd, 16 avril 1917

## PRÉFACE AUX ÉDITIONS FRANÇAISE ET ALLEMANDE

### I

Ce livre a été écrit, comme il est indiqué dans la préface à l'édition russe, en 1916, compte tenu de la censure tsariste. Il ne m'est pas possible actuellement de reprendre tout le texte, ce qui serait d'ailleurs sans utilité, car la tâche fondamentale de ce livre a été et reste encore de montrer, d'après les données d'ensemble des statistiques bourgeoises indiscutables et les aveux des savants bourgeois de tous les pays, quel était le *tableau d'ensemble* de l'économie capitaliste mondiale, dans ses rapports internationaux, au début du XX<sup>e</sup> siècle, à la veille de la première guerre impérialiste mondiale.

A certain égard, il ne sera du reste pas inutile, pour beaucoup de communistes des pays capitalistes avancés, de se rendre compte à travers l'exemple de ce livre, *légal du point de vue de la censure tsariste*, de la possibilité — et de la nécessité — d'utiliser même les faibles vestiges de légalité dont ils peuvent encore profiter, disons, dans l'Amérique contemporaine ou en France, après les récentes arrestations de la presque totalité d'entre eux, pour expliquer toute la fausseté des vues des social-pacifistes et de leurs espoirs en une « démocratie mondiale ». Pour ce qui est des compléments les plus indispensables à ce livre censuré, je vais tenter de les donner dans cette préface.

## II

Ce livre montre que la guerre de 1914-1918 a été de part et d'autre une guerre impérialiste (c'est-à-dire une guerre de conquête, de pillage, de brigandage), une guerre pour le partage du monde, pour la distribution et la redistribution des colonies, des « zones d'influence » du capital financier, etc.

Car la preuve du véritable caractère social ou, plus exactement, du véritable caractère de classe de la guerre, ne réside évidemment pas dans l'histoire diplomatique de celle-ci, mais dans l'analyse de la situation *objective* des *classes* dirigeantes de *toutes* les puissances belligérantes. Pour montrer cette situation objective, il faut prendre non pas des exemples, des données isolées (l'extrême complexité des phénomènes de la vie sociale permet toujours de trouver autant d'exemples ou de données isolées qu'on voudra à l'appui de n'importe quelle thèse), mais tout *l'ensemble* des données sur les *fondements* de la vie économique de *toutes* les puissances belligérantes et du monde *entier*.

Ce sont précisément ces données d'ensemble, tout à fait irréfutables, que j'ai produites dans le tableau du *partage du monde* en 1876 et 1914 (au § 6) et du *partage des chemins de fer* du monde entier en 1890 et 1913 (au § 7). Les chemins de fer constituent le bilan des branches maîtresses de l'industrie capitaliste, de l'industrie houillère et sidérurgique, le bilan et les indices les plus évidents du développement du commerce mondial et de la civilisation démocratique bourgeoise. Comment les chemins de fer sont liés avec la grande production, avec les monopoles, avec les syndicats patronaux, les cartels, les trusts, les banques, avec l'oligarchie financière, c'est ce que montrent les chapitres précédents du livre. La répartition inégale du réseau ferroviaire, l'inégalité de son développement, c'est le bilan du capitalisme moderne, monopoliste, à l'échelle mondiale. Et ce bilan montre que, sur *cette* base économique, les guerres impérialistes sont absolument inévitables, *aussi longtemps* qu'existera la propriété privée des moyens de production.

La construction des chemins de fer semble être une entreprise simple, naturelle, démocratique, culturelle, civilisatrice : elle apparaît ainsi aux yeux des professeurs bourgeois qui sont payés pour masquer la hideur de l'esclavage capitaliste, ainsi qu'aux yeux des philistins petits-bourgeois. En réalité, les liens capitalistes, qui rattachent par mille réseaux ces entreprises à la propriété privée des moyens de production en général, ont fait de cette construction un instrument d'oppression pour *un milliard* d'hommes (les colonies plus les semi-colonies), c'est-à-dire pour plus de la moitié de la population du globe dans les pays dépendants et pour les esclaves salariés du capital dans les pays « civilisés ».

Propriété privée fondée sur le travail du petit patron, libre concurrence, démocratie : tous ces slogans dont les capitalistes et leur presse se servent pour tromper les ouvriers et les paysans, sont depuis longtemps dépassés. Le capitalisme s'est transformé en un système universel d'oppression coloniale et d'asphyxie financière de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays « avancés ». Et le partage de ce « butin » se fait entre deux ou trois rapaces de puissance mondiale, armés de pied en cap (Amérique, Angleterre, Japon) qui entraînent toute la terre dans *leur* guerre pour le partage de *leur* butin.

## III

La paix de Brest-Litovsk, dictée par l'Allemagne monarchique, puis la paix de Versailles, bien plus féroce et plus odieuse, dictée par des républiques « démocratiques », les Etats-Unis et la France, ainsi que par la « libre » Angleterre, ont rendu un service éminemment utile à l'humanité, en démasquant les coolies de la plume aux gages de l'impérialisme, de même que les petits bourgeois réactionnaires qui, bien que se disant pacifistes et socialistes, chantaient les louanges du « wilsonisme » et démontraient la possibilité de la paix et des réformes sous l'impérialisme.

Les dizaines de millions de cadavres et de mutilés laissés par une guerre faite pour déterminer à quel groupe — anglais ou allemand — de brigands financiers reviendra la plus grande part de butin, et puis ces deux « traités de paix », dessillent les yeux, avec une rapidité sans précédent, à des millions et des dizaines de millions d'hommes opprimés, écrasés, trompés, dupés par la bourgeoisie. Comme conséquence de la ruine universelle engendrée par la guerre, on voit ainsi grandir une crise révolutionnaire mondiale qui, si longues et pénibles que doivent être ses péripéties, ne peut se terminer autrement que par la révolution prolétarienne et sa victoire.

Le Manifeste de Bâle de la II<sup>e</sup> Internationale, qui avait porté dès 1912 une appréciation précisément sur la guerre qui devait éclater en 1914, et non sur la guerre en général (il existe différentes sortes de guerres, il en est aussi de

révolutionnaires), est resté un monument qui dénonce toute la faillite honteuse, tout le reniement des héros de la II<sup>e</sup> Internationale.

C'est pourquoi je reproduis ce manifeste en annexe à cette édition, en attirant une fois de plus l'attention des lecteurs sur le fait que les héros de la II<sup>e</sup> Internationale évitent soigneusement les passages du manifeste où l'on parle avec précision, de façon claire et explicite, de la liaison entre cette guerre imminente, précisément, et la révolution prolétarienne, sur le fait qu'ils les évitent avec un soin égal à celui qui met un voleur à éviter le lieu de son larcin.

#### IV

Une attention particulière est réservée dans ce livre à la critique du « kautskisme », courant idéologique international représenté dans tous les pays du monde par d'« éminents théoriciens », chefs de la II<sup>e</sup> Internationale (en Autriche, Otto Bauer et C<sup>ie</sup> ; en Angleterre, Ramsay MacDonald et d'autres ; en France, Albert Thomas, etc., etc.), et par une foule de socialistes, de réformistes, de pacifistes, de démocrates bourgeois et de curés.

Ce courant idéologique est, d'une part, le produit de la décomposition, de la putréfaction de la II<sup>e</sup> Internationale et, d'autre part, le fruit inévitable de l'idéologie des petits bourgeois, que toute l'ambiance rend prisonniers des préjugés bourgeois et démocratiques.

Chez Kautsky et ses semblables, pareilles conceptions sont le reniement total des fondements révolutionnaires du marxisme, de ceux que cet auteur a défendus des dizaines d'années, plus spécialement dans la lutte contre l'opportunisme socialiste (de Bernstein, de Millerand, de Hyndman, de Gompers, etc.). Aussi n'est-ce pas par hasard que, dans le monde entier, les « kautskistes » se sont unis aujourd'hui, dans le domaine de la politique pratique, aux ultra-opportunistes (par l'entremise de la II<sup>e</sup> Internationale ou l'Internationale jaune) et aux gouvernements bourgeois (par le biais des gouvernements bourgeois de coalition, à participation socialiste).

Le mouvement prolétarien révolutionnaire en général, et le mouvement communiste en particulier, qui grandissent dans le monde entier, ne peuvent se dispenser d'analyser et de dénoncer les erreurs théoriques du « kautskisme ». Et cela d'autant plus que le pacifisme et le « démocratisme » en général — qui ne prétendent pas le moins du monde au marxisme, mais qui, tout comme Kautsky et C<sup>ie</sup>, estompent la profondeur des contradictions de l'impérialisme et le caractère inévitable de la crise révolutionnaire qu'il engendre, — sont encore extrêmement répandus dans le monde entier. Et la lutte contre ces courants est une nécessité pour le parti du prolétariat, qui doit arracher à la bourgeoisie les petits patrons qu'elle a dupés, de même que des millions de travailleurs placés dans des conditions de vie plus ou moins petites-bourgeoises.

Il est nécessaire de dire quelques mots du chapitre VIII : « Le parasitisme et la putréfaction du capitalisme. » Comme il a déjà été noté dans le texte du livre, Hilferding, ancien « marxiste », aujourd'hui compagnon d'armes de Kautsky et l'un des principaux représentants de la politique bourgeoise, réformiste, dans le « Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne », a fait sur cette question un pas en arrière par rapport à l'Anglais Hobson, pacifiste et réformiste *déclaré*. La scission internationale de l'ensemble du mouvement ouvrier s'est déjà, aujourd'hui, entièrement manifestée (II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationales). C'est également un fait accompli que la lutte armée et la guerre civile entre les deux courants : le soutien de Koltchak et de Dénikine en Russie par les menchéviks et les « socialistes-révolutionnaires » contre les bolcheviks ; les partisans de Scheidemann, ainsi que Noske et C<sup>ie</sup>, en Allemagne, aux côtés de la bourgeoisie contre les spartakistes, même tableau en Finlande, en Pologne, en Hongrie, etc. Où est donc la base économique de ce phénomène historique universel ?

Précisément dans le parasitisme et la putréfaction qui caractérisent le stade historique suprême du capitalisme, c'est-à-dire l'impérialisme. Comme il est montré dans ce livre, le capitalisme a assuré une situation privilégiée à une *poignée* (moins d'un dixième de la population du globe ou, en comptant de la façon la plus « large » et la plus exagérée, moins d'un cinquième) d'Etats particulièrement riches et puissants, qui pillent le monde entier par une simple « tonte des coupes ». L'exportation des capitaux procure un revenu annuel de 8 à 10 milliards de francs, d'après les prix et les statistiques bourgeoises d'avant-guerre. Aujourd'hui beaucoup plus, évidemment.

On conçoit que ce gigantesque *surprofit* (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de « leur » pays) *permette de corrompre* les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays « avancés » la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés.

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'« aristocratie ouvrière », entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la II<sup>e</sup> Internationale, et, de nos jours, le principal *soutien social* (pas militaire) *de la bourgeoisie*. Car ce sont de véritables *agents de la bourgeoisie* au sein du mouvement *ouvrier*, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labor lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux côtés de la bourgeoisie, aux côtés des « versaillais » contre les « communards<sup>185</sup> ».

Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir.

L'impérialisme est le prélude de la révolution sociale du prolétariat. Cela s'est confirmé depuis 1917, à l'échelle mondiale.

*N. Lénine*, 6 juillet 1920.

Dans ces 15 ou 20 dernières années, surtout depuis les guerres hispano-américaine (1898) et anglo-boer (1899-1902), la littérature économique, et aussi politique, de l'Ancien et du Nouveau Monde s'arrête de plus en plus fréquemment à la notion d'« impérialisme » pour caractériser l'époque où nous vivons. En 1902, l'économiste anglais J. A. Hobson a publié, à Londres et à New York, un ouvrage intitulé *L'impérialisme*. Tout en professant un point de vue social-réformiste bourgeois et pacifiste, identique quant au fond à la position actuelle de l'ex-marxiste K. Kautsky, l'auteur y a donné une description excellente et détaillée des principaux caractères économiques et politiques de l'impérialisme. En 1910 parut à Vienne un ouvrage du marxiste autrichien Rudolf Hilferding : *Le capital financier* (traduction russe, Moscou 1912). Malgré une erreur de l'auteur dans la théorie de l'argent et une certaine tendance à concilier le marxisme et l'opportunisme, cet ouvrage constitue une analyse théorique éminemment précieuse de « la phase la plus récente du développement du capitalisme », comme l'indique le sous-titre du livre d'Hilferding. Au fond, ce qu'on a dit de l'impérialisme pendant ces dernières années — notamment dans d'innombrables articles de journaux et de revues, ainsi que dans les résolutions, par exemple, des congrès de Chemnitz et de Bâle, en automne 1912, — n'est guère sorti du cercle des idées exposées ou, plus exactement, résumées par les deux auteurs précités...

Nous allons tâcher d'exposer sommairement, le plus simplement possible, les liens et les rapports existant entre les caractères économiques *fondamentaux* de l'impérialisme. Nous ne nous arrêterons pas sur l'aspect non économique de la question, comme il le mériterait. Quant aux références bibliographiques et autres remarques qui pourraient ne pas intéresser tous les lecteurs, nous les renvoyons à la fin de la brochure.

## ***I. LA CONCENTRATION DE LA PRODUCTION ET LES MONOPOLES***

Le développement intense de l'industrie et le processus de concentration extrêmement rapide de la production dans des entreprises toujours plus importantes constituent une des caractéristiques les plus marquées du capitalisme. Les statistiques industrielles contemporaines donnent sur ce processus les renseignements les plus complets et les plus précis.

En Allemagne, par exemple, sur 1 000 entreprises industrielles, 3 en 1882, 6 en 1895 et 9 en 1907 étaient des entreprises importantes, c'est-à-dire employant plus de 50 ouvriers salariés. La part qui leur revenait, sur cent ouvriers, était respectivement de 22, 30 et 37. Mais la concentration de la production est beaucoup plus intense que celle de la main-d'œuvre, le travail dans les grandes entreprises étant beaucoup plus productif. C'est ce que montrent les chiffres relatifs aux machines à vapeur et aux moteurs électriques. Si nous considérons ce qu'on appelle en Allemagne l'industrie au sens large du mot, c'est-à-dire en y comprenant le commerce, les transports, etc., nous aurons le tableau suivant. Sur un total de 3 265 623 établissements, les gros sont au nombre de 30 588,

soit 0,9 % seulement. Ils emploient 5,7 millions d'ouvriers sur un total de 14,4 millions, soit 39,4 % ; ils consomment 6,6 millions de chevaux-vapeur sur un total de 8,8, c'est-à-dire 75,3 % et 1,2 million de kilowatts d'électricité sur un total de 1,5 million, soit 77,2 %.

Moins d'un centième des entreprises possèdent *plus des 3/4* du total de la force-vapeur et de la force électrique ! 2,97 millions de petites entreprises (jusqu'à 5 ouvriers salariés), constituant 91 % du total des entreprises, n'utilisent que 7 % de la force motrice, électricité et vapeur ! Des dizaines de milliers de grandes entreprises sont tout ; des millions de petites ne sont rien.

En 1907, les établissements occupant 1 000 ouvriers et plus étaient en Allemagne au nombre de 586. Ils employaient près du *dixième* (1,38 million) de la totalité des ouvriers et *environ le tiers* (32 %) de la force-vapeur et de la force électrique prises ensemble. [*D'après Annalen des Deutschen Reichs, 1911, Zahn.*] Le capital-argent et les banques, comme nous le verrons, rendent cette supériorité d'une poignée de très grandes entreprises plus écrasante encore, et cela au sens le plus littéral du mot, c'est-à-dire que des millions de « patrons », petits, moyens et même une partie des grands, sont en fait entièrement asservis par quelques centaines de financiers millionnaires.

Dans un autre pays avancé du capitalisme moderne, aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, la concentration de la production est encore plus intense. Ici, la statistique considère à part l'industrie au sens étroit du mot, et groupe les entreprises selon la valeur de la production annuelle. En 1904, il y avait 1 900 grosses entreprises (sur 216 180, soit 0,9 %), produisant chacune pour un million de dollars et au-delà ! Ces entreprises employaient 1,4 million d'ouvriers (sur 5,5 millions, soit 25,6 %) et avaient un chiffre de production de 5,6 milliards (sur 14,8 milliards, soit 38 %). Cinq ans plus tard, en 1909, les chiffres respectifs étaient : 3 060 entreprises (sur 268 491, soit 1,1 %), employant 2 millions d'ouvriers (sur 6,6, soit 30,5 %) et ayant un chiffre de production de 9 milliards (sur 20,7 milliards, soit 43,8 %). [*Statistical Abstract of the United States, 1912, p. 202.*]

Près de la moitié de la production totale du pays est fournie par *un centième* de l'ensemble des entreprises ! Et ces trois mille entreprises géantes embrassent 258 branches d'industrie. On voit par là que la concentration, arrivée à un certain degré de son développement, conduit d'elle-même, pour ainsi dire, droit au monopole. Car quelques dizaines d'entreprises géantes peuvent aisément s'entendre, et, d'autre part, la difficulté de la concurrence et la tendance au monopole naissent précisément de la grandeur des entreprises. Cette transformation de la concurrence en monopole est un des phénomènes les plus importants — sinon le plus important — de l'économie du capitalisme moderne. Aussi convient-il d'en donner une analyse détaillée. Mais écartons d'abord un malentendu possible.

La statistique américaine porte : 3 000 entreprises géantes pour 250 branches industrielles. Cela ne ferait, semble-t-il, qu'une douzaine d'entreprises géantes par industrie.

Mais ce n'est pas le cas. Toutes les industries ne possèdent pas de grandes entreprises ; d'autre part, une particularité extrêmement importante du capitalisme arrivé au stade suprême de son développement est ce qu'on appelle la *combinaison*, c'est-à-dire la réunion, dans une seule entreprise, de diverses branches d'industrie qui peuvent constituer les étapes successives du traitement de la matière première (par exemple, la production de la fonte à partir du minerai de fer et la transformation de la fonte en acier, et peut-être aussi la fabrication de divers produits finis en acier), ou bien jouer les unes par rapport aux autres le rôle d'auxiliaires (par exemple, l'utilisation des déchets ou des sous-produits ; la fabrication du matériel d'emballage, etc.).

« La combinaison, écrit Hilferding, égalise les différences de conjoncture, et assure ainsi à l'entreprise combinée un taux de profit plus stable. En second lieu, la combinaison élimine le commerce. En troisième lieu, elle permet des perfectionnements techniques et, par conséquent, la réalisation de profits supplémentaires par rapport aux entreprises « simples » (c'est-à-dire non combinées). En quatrième lieu, elle affermit la position de l'entreprise combinée par rapport à l'entreprise « simple » dans la lutte concurrentielle qui se déchaîne au moment d'une forte dépression (ralentissement des affaires, crise), lorsque la baisse des prix des matières premières retarde sur la baisse des prix des articles manufacturés. » [*Le capital financier, pp. 286-287 (éd. russe).*]

L'économiste bourgeois allemand Heymann, qui a consacré un ouvrage à la description des entreprises « mixtes », c'est-à-dire combinées, dans la sidérurgie allemande, dit : « les entreprises simples périclitent, écrasées entre les prix élevés des matières premières et les bas prix des articles manufacturés ». Ce qui aboutit au tableau suivant : « Restent, d'une part, les grandes compagnies houillères avec une production atteignant plusieurs millions de

tonnes, fortement organisées dans leur syndicat patronal charbonnier ; et puis, étroitement unies à ces compagnies houillères, les grandes aciéries, avec leur syndicat de l'acier. Ces entreprises géantes qui produisent 400 000 tonnes d'acier par an (une tonne = 60 pouds) et extraient des quantités formidables de minerai et de houille, qui fabriquent des produits finis en acier, emploient 10 000 ouvriers logés dans les casernes des cités ouvrières et ont parfois leurs propres chemins de fer et leurs ports, sont les représentants typiques de la sidérurgie allemande. Et la concentration va croissant. Certaines entreprises deviennent de plus en plus importantes ; un nombre toujours plus grand d'entre elles, d'une même branche ou de branches différentes, s'agglomèrent en des entreprises géantes soutenues et dirigées par une demi-douzaine de grosses banques berlinoises. En ce qui concerne l'industrie minière allemande, la justesse de la doctrine de Karl Marx sur la concentration est exactement démontrée ; il est vrai qu'il s'agit d'un pays où l'industrie est protégée par des tarifs douaniers et des droits de transport. L'industrie minière allemande est mûre pour l'expropriation. » [Hans Gideon Heymann : *Die gemischten Werke im deutschen Grosseisengewerbe, Stuttgart 1904 (SS. 256, 278-279).*]

Telle est la conclusion à laquelle devait aboutir un économiste bourgeois consciencieux, ce qui constitue une exception. Notons qu'il semble considérer l'Allemagne comme un cas d'espèce, son industrie étant protégée par de hauts tarifs douaniers. Mais cette circonstance n'a pu que hâter la concentration et la formation d'unions monopolistes de patrons : cartels, syndicats, etc. Il importe éminemment de constater qu'en Angleterre, pays du libre-échange, la concentration mène *aussi* au monopole, bien qu'un peu plus tard et peut-être sous une autre forme. Voici ce qu'écrit le professeur Hermann Levy dans son étude spéciale sur les *Monopoles, Cartels et Trusts*, d'après les données concernant le développement économique de la Grande-Bretagne :

« En Grande-Bretagne, c'est la grandeur des entreprises et le niveau élevé de leur technique qui impliquent la tendance au monopole. D'une part, la concentration a pour résultat qu'il est nécessaire d'investir dans chaque entreprise des sommes énormes ; aussi, la création de nouvelles entreprises se heurte à des exigences toujours plus grandes en matière d'investissements, ce qui rend plus difficile leur constitution. Ensuite (et cela nous paraît être un point plus important), toute nouvelle entreprise qui veut se mettre au niveau des entreprises géantes créées par la concentration doit fournir une telle quantité excédentaire de produits que leur vente avantageuse ne pourrait avoir lieu qu'à la condition d'une augmentation extraordinaire de la demande, sinon cet excédent de production ferait baisser les prix dans une proportion aussi onéreuse pour la nouvelle usine que pour les associations monopolistes. » En Angleterre, les associations monopolistes d'entrepreneurs, cartels et trusts ne surgissent la plupart du temps - à la différence des autres pays où les droits protecteurs facilitent la cartellisation, - que si le nombre des principales entreprises concurrentes se ramène « tout au plus à deux douzaines ». « L'influence du mouvement de concentration sur l'organisation des monopoles dans la grande industrie apparaît ici avec une netteté cristalline. » [Hermann Levy : *Monopole, Kartelle und Trusts*. Jena 1909, SS. 286, 290.]

Il y a un demi-siècle, quand Marx écrivait son *Capital*, la libre concurrence apparaissait à l'immense majorité des économistes comme une « loi de la nature ». La science officielle tenta de tuer par la conspiration du silence l'œuvre de Marx, qui démontrait par une analyse théorique et historique du capitalisme que la libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle, arrivée à un certain degré de développement, conduit au monopole. Maintenant, le monopole est devenu un fait. Les économistes accumulent des montagnes de livres pour en décrire les diverses manifestations, tout en continuant à déclarer en chœur que « le marxisme est réfuté ». Mais les faits sont têtus, comme dit le proverbe anglais, et, qu'on le veuille ou non, on doit en tenir compte. Les faits montrent que les différences existant entre les pays capitalistes, par exemple, en matière de protectionnisme ou de libre-échange, ne déterminent que des variations insignifiantes dans la forme des monopoles ou dans la date de leur apparition, tandis que la naissance des monopoles, conséquence de la concentration de la production est une loi générale et essentielle du stade actuel de l'évolution du capitalisme.

Pour l'Europe, on peut établir avec assez de précision le moment où le nouveau capitalisme s'est *définitivement* substitué à l'ancien : c'est le début du XX<sup>e</sup> siècle. On lit dans un des travaux récapitulatifs les plus récents sur l'histoire de « la formation des monopoles » :

« L'époque antérieure à 1860 peut fournir quelques exemples de monopoles capitalistes ; on peut y découvrir les embryons des formes, désormais si familières ; mais tout cela appartient indéniablement à la préhistoire des cartels. Le vrai début des monopoles modernes se situe, au plus tôt, vers les années 1860-1870. La première période importante de leur développement commence avec la dépression industrielle internationale des années 1870-1880, et va jusqu'au début des années 1890. » « Si l'on examine la question à l'échelle européenne, le développement de la libre concurrence atteint son apogée entre 1860 et 1880. L'Angleterre avait achevé de construire son organisation capitaliste ancien style. En Allemagne, cette organisation s'attaquait puissamment à l'artisanat et à l'industrie à domicile et commençait à créer ses propres formes d'existence. »

« Le grand revirement commence avec le krach de 1873 ou, plus exactement, avec la dépression qui lui succéda et qui — avec une interruption à peine perceptible aussitôt après 1880 et un essor extrêmement vigoureux mais court vers 1889 — remplit vingt-deux années de l'histoire économique de l'Europe. » Pendant la courte période d'essor de 1889-1890, on se servit dans une notable mesure du système des cartels pour exploiter la conjoncture. Une politique irréflectie fit monter les prix avec encore plus de rapidité et de violence que cela n'aurait eu lieu en l'absence des cartels ; ces derniers s'effondrèrent presque tous lamentablement « dans la fosse du krach ». Cinq années de mauvaises affaires et de bas prix suivirent, mais l'état d'esprit n'était plus le même dans l'industrie. La dépression n'était plus considérée comme une chose allant de soi, on n'y voyait plus qu'une pause avant une nouvelle conjoncture favorable. »

« La formation des cartels entra ainsi dans sa deuxième phase. De phénomène passager qu'ils étaient, les cartels deviennent une des bases de toute la vie économique. Ils conquièrent un domaine après l'autre, mais avant tout celui de la transformation des matières premières. Déjà au début de la période 1890-1900, ils avaient élaboré, en constituant le syndicat du coke sur le modèle duquel est organisé celui du charbon, une technique des cartels qui, au fond, n'a pas été dépassée. Le grand essor de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et la crise de 1900-1903 se déroulent — tout au moins dans l'industrie minière et sidérurgique — pour la première fois entièrement sous le signe des cartels. Et si cela apparaissait encore, à l'époque, comme quelque chose de nouveau, c'est maintenant une vérité d'évidence, pour l'opinion publique, que d'importants secteurs de la vie économique échappent, en règle générale, à la libre concurrence. » [Th. Vogelstein : *Die finanzielle Organisation der kapitalistischen Industrie und die Monopolbildungen, dans Grundriss der Sozialökonomik, VI. Abt, Tübingen 1914. Voir, du même auteur : Organisationsformen der Eisenindustrie und der Textilindustrie in England und Amerika. Bd. I, Leipzig 1910.*]

Ainsi, les étapes principales de l'histoire des monopoles peuvent se résumer comme suit : 1) Années 1860-1880 : point culminant du développement de la libre concurrence. Les monopoles ne sont que des embryons à peine perceptibles. 2) Après la crise de 1873, période de large développement des cartels ; cependant, ils ne sont encore que l'exception. Ils manquent encore de stabilité. Ils ont encore un caractère passager. 3) Essor de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et crise de 1900-1903 : les cartels deviennent une des bases de la vie économique tout entière. Le capitalisme s'est transformé en impérialisme.

Les cartels s'entendent sur les conditions de vente, les échéances, etc. Ils se répartissent les débouchés. Ils déterminent la quantité des produits à fabriquer. Ils fixent les prix. Ils répartissent les bénéfices entre les diverses entreprises, etc.

Le nombre des cartels, en Allemagne, était estimé à 250 environ en 1896 et 385 en 1905, englobant près de 12 000 établissements. [Dr. Riesser : *Die deutschen Grossbanken und ihre Konzentration in Zusammenhang mit der Entwicklung der Gesamtwirtschaft in Deutschland, 4. Aufl., 1912, S. 149.* - R. Liefmann : *Kartelle und Trusts und die Weiterbildung der volkswirtschaftlichen Organisation, 2. Aufl., 1910, S. 25.*] Mais tous s'accordent à reconnaître que ces chiffres sont inférieurs à la réalité. Les données précitées de la statistique industrielle allemande de 1907 montrent que même ces 12 000 grosses entreprises concentrent certainement plus de la moitié de la force motrice, vapeur et électricité du pays. Dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, le nombre des trusts était estimé à 185 en 1900 et 250 en 1907. La statistique américaine divise l'ensemble des entreprises industrielles en entreprises appartenant à des particuliers, à des firmes et à des compagnies. Ces dernières possédaient en 1904 23,6 %, et en 1909 25,9 %, soit plus du quart de la totalité des établissements industriels. Elles employaient en 1904 70,6 % et en 1909 75,6 %, soit les trois quarts du total des ouvriers. Leur production s'élevait respectivement à 10,9 et 16,3 milliards de dollars, soit 73,7 % et 79 % de la somme totale.

Il n'est pas rare de voir les cartels et les trusts détenir 7 ou 8 dixièmes de la production totale d'une branche d'industrie. Lors de sa fondation en 1893, le Syndicat rhéno-westphalien du charbon détenait 86,7 % de la production houillère de la région, et déjà 95,4 % en 1910. [Dr. Fritz Kestner : *Der Organisationszwang. Eine Untersuchung über die Kämpfe zwischen Kartellen und Aussenseitern, Berlin 1912, p. 11.*] Le monopole ainsi créé assure des bénéfices énormes et conduit à la formation d'unités industrielles d'une ampleur formidable. Le fameux trust du pétrole des Etats-Unis (Standard Oil Company) a été fondé en 1900. « Son capital s'élevait à 150 millions de dollars. Il fut émis pour 100 millions de dollars d'actions ordinaires et pour 106 millions d'actions privilégiées. Pour ces dernières il fut payé de 1900 à 1907 des dividendes de 48, 48, 45, 44, 36, 40, 40 et 40 %, soit au total 367 millions de dollars. De 1882 à 1907 inclusivement, sur 889 millions de dollars de bénéfices nets, 606 millions furent distribués en dividendes et le reste versé au fonds de réserve. » [R. Liefmann : *Beteiligung- und Finanzienmgsgesellschaften. Eine Studie über den modernen Kapitalismus und das Erbschaftswesen. 1. Aufl., Jena 1909, p. 212.*] « L'ensemble des entreprises du trust de l'acier (United States Steel Corporation) occupaient, en 1907, au moins 210 180 ouvriers et employés. » [Ibid., p. 218.] La plus importante entreprise de l'industrie minière allemande, la Société minière de Gelsenkirchen (Gelsenkirchener Bergwerksgesellschaft), occupait en

1908 46 048 ouvriers et employés». Dès 1902, le trust de l'acier produisait 9 millions de tonnes d'acier. [Dr. S. Tschierschky : *Kartell und Trust, Göttingen 1903, p. 13.*] Sa production constituait, en 1901, 66,3 % et, en 1908, 56,1% de la production totale d'acier des Etats-Unis. [Th. Vogelstein : *Organisationsformen, p. 275.*] Son pourcentage dans l'extraction de minerai s'élevait au cours des mêmes années à 43,9 % et 46,3 %.

Le rapport de la commission gouvernementale américaine sur les trusts déclare : « La supériorité des trusts sur leurs concurrents réside dans les grandes proportions de leurs entreprises et dans leur remarquable équipement technique. Le trust du tabac a, depuis le jour même de sa création, fait tout son possible pour substituer dans de larges proportions le travail mécanique au travail manuel. A cet effet, il a acheté tous les brevets ayant quelque rapport avec la préparation du tabac, en dépensant à cette fin des sommes énormes. Nombre de ces brevets, inutilisables dans leur état primitif, durent tout d'abord être mis au point par les ingénieurs du trust. A la fin de 1906, deux sociétés filiales furent constituées uniquement pour l'acquisition de brevets. C'est dans ce même but que le trust fit construire ses propres fonderies, ses fabriques de machines et ses ateliers de réparation. Un de ces établissements, celui de Brooklyn, emploie en moyenne 300 ouvriers ; on y expérimente et on y perfectionne au besoin les inventions concernant la fabrication des cigarettes, des petits cigares, du tabac à priser, des feuilles d'étain pour l'emballage, des boîtes, etc. » [Report of the Commissioner of Corporations on the Tobacco Industry, Washington 1909, p. 266 - Cité d'après le livre du Dr. Paul Tafel, *Die nordamerikanischen Trusts und ihre Wirkungen auf den Fortschritt der Technik, Stuttgart 1913, p. 48.*] « D'autres trusts emploient des « developing engineers » (ingénieurs pour le développement de la technique), dont la tâche est d'inventer de nouveaux procédés de fabrication et de faire l'essai des nouveautés techniques. Le trust de l'acier accorde à ses ingénieurs et à ses ouvriers des primes élevées pour toute invention susceptible de perfectionner la technique ou de réduire les frais de production. » [Ibid., pp. 48-49.]

Le perfectionnement technique de la grande industrie allemande est organisé de la même façon, par exemple dans l'industrie chimique, qui a pris au cours des dernières décennies un développement prodigieux. Dès 1908, le processus de concentration de la production fit surgir dans cette industrie deux « groupes » principaux qui tendaient, à leur manière, vers le monopole. Au début, ces groupes furent les « doubles alliances » de deux paires de grandes usines ayant chacune un capital de 20 à 21 millions de marks : d'une part, les anciennes fabriques Meister à Höchst et Cassella à Francfort-sur-le-Main ; d'autre part, la fabrique d'aniline et de soude de Ludwigshafen et l'ancienne usine Bayer, d'Elberfeld. Puis, en 1905 l'un de ces groupes et en 1908 l'autre conclurent chacun un accord avec une autre grande fabrique. Il en résulta deux « triples alliances », chacune représentant un capital de 40 à 50 millions de marks, qui commencèrent à « se rapprocher », à « s'entendre » sur les prix, etc. [Riesser, ouvrage cité, pp. 547 et suiv., 3<sup>e</sup> édit. *Les journaux annoncent (juin 1916) la création d'un nouveau trust colossal s'étendant à toute l'industrie chimique de l'Allemagne.*]

La concurrence se transforme en monopole. Il en résulte un progrès immense de la socialisation de la production. Et notamment dans le domaine des perfectionnements et des inventions techniques.

Ce n'est plus du tout l'ancienne libre concurrence des patrons dispersés, qui s'ignoraient réciproquement et produisaient pour un marché inconnu. La concentration en arrive au point qu'il devient possible de faire un inventaire approximatif de toutes les sources de matières premières (tels les gisements de minerai de fer) d'un pays et même, ainsi que nous le verrons, de plusieurs pays, voire du monde entier. Non seulement on procède à cet inventaire, mais toutes ces sources sont accaparées par de puissants groupements monopolistes. On évalue approximativement la capacité d'absorption des marchés que ces groupements « se partagent » par contrat. Le monopole accapare la main-d'œuvre spécialisée, les meilleurs ingénieurs ; il met la main sur les voies et moyens de communication, les chemins de fer en Amérique, les sociétés de navigation en Europe et en Amérique. Le capitalisme arrivé à son stade impérialiste conduit aux portes de la socialisation intégrale de la production ; il entraîne en quelque sorte les capitalistes, en dépit de leur volonté et sans qu'ils en aient conscience, vers un nouvel ordre social, intermédiaire entre l'entière liberté de la concurrence et la socialisation intégrale.

La production devient sociale, mais l'appropriation reste privée. Les moyens de production sociaux restent la propriété privée d'un petit nombre d'individus. Le cadre général de la libre concurrence nominalement reconnue subsiste, et le joug exercé par une poignée de monopolistes sur le reste de la population devient cent fois plus lourd, plus tangible, plus intolérable.

L'économiste allemand Kestner a consacré tout un ouvrage à « la lutte entre les cartels et les outsiders », c'est-à-dire les industriels qui ne font point partie de ces derniers. Il l'a intitulé : *La contrainte à l'organisation*, alors qu'il eût fallu dire, bien entendu, pour ne pas exalter le capitalisme, la contrainte à se soumettre aux associations de monopolistes. Il est édifiant de jeter un simple coup d'œil, ne serait-ce que sur la liste des moyens de cette



lutte actuelle, moderne, civilisée, pour « l'organisation », auxquels ont recours les unions de monopolistes : 1) privation de matières premières (... « un des procédés essentiels pour imposer l'adhésion au cartel ») ; 2) privation de main-d'œuvre au moyen d'« alliances » (c'est-à-dire d'accords entre les capitalistes et les syndicats ouvriers, aux termes desquels ces derniers n'acceptent de travailler que dans les entreprises cartellisées) ; 3) privation de moyens de transport ; 4) fermeture des débouchés ; 5) accords avec les acheteurs, par lesquels ceux-ci s'engagent à n'entretenir de relations commerciales qu'avec les cartels ; 6) baisse systématique des prix (pour ruiner les « outsiders », c'est-à-dire les entreprises indépendantes du monopole, on dépense des millions afin de vendre, pendant un certain temps, au-dessous du prix de revient : dans l'industrie de l'essence de pétrole, il y a eu des cas où les prix sont tombés de 40 à 22 marks, soit une baisse de près de moitié !) ; 7) privation de crédits ; 8) boycottage.

Ce n'est plus la lutte concurrentielle entre les petites et les grandes usines, les entreprises techniquement arriérées et les entreprises techniquement avancées. C'est l'étouffement par les monopoles de ceux qui ne se soumettent pas à leur joug, à leur arbitraire. Voici comment ce processus se reflète dans l'esprit d'un économiste bourgeois :

« Même dans l'activité purement économique, écrit Kestner, un certain déplacement se produit de l'activité commerciale, au sens ancien du mot, vers la spéculation organisée. Le plus grand succès ne va pas au négociant que son expérience technique et commerciale met à même d'apprécier au mieux les besoins des clients et, pour ainsi dire, de « découvrir » la demande latente, mais au génie (!) de la spéculation, qui sait calculer à l'avance ou du moins pressentir le développement organique et les possibilités de certaines liaisons entre les différentes entreprises et les banques »...

Traduit en clair, cela veut dire que le développement du capitalisme en est arrivé à un point où la production marchande, bien que continuant de « régner » et d'être considérée comme la base de toute l'économie, se trouve en fait ébranlée, et où le gros des bénéfices va aux « génies » des machinations financières. A la base de ces machinations et de ces tripotages, il y a la socialisation de la production ; mais l'immense progrès de l'humanité, qui s'est haussée jusqu'à cette socialisation, profite... aux spéculateurs. Nous verrons plus loin comment, « sur cette base », la critique petite-bourgeoise réactionnaire de l'impérialisme capitaliste rêve d'un retour en arrière, vers la concurrence « libre », « pacifique », « honnête ».

« La montée continue des prix, conséquence de la formation des cartels, dit Kestner, n'a été observée jusqu'ici qu'en ce qui concerne les principaux moyens de production, notamment la houille, le fer, la potasse, et jamais par contre en ce qui concerne les produits fabriqués. L'augmentation de la rentabilité qui en découle s'est également limitée à l'industrie des moyens de production. A cette observation il faut encore ajouter que non seulement l'industrie de transformation des matières premières (et non des produits semi-ouvrés) tire de la constitution des cartels des avantages sous forme de profits élevés, et cela au détriment de l'industrie de transformation des produits semi-ouvrés, mais aussi qu'elle a acquis sur cette dernière une certaine *domination* qui n'existait pas au temps de la libre concurrence. » [Kestner, *ouvr. cité*, p. 254.]

Le mot que nous avons souligné montre le fond de la question, que les économistes bourgeois reconnaissent si rarement et de si mauvaise grâce et auquel les défenseurs actuels de l'opportunisme, K. Kautsky en tête, s'efforcent si obstinément de se soustraire et de se dérober. Les rapports de domination et la violence qu'ils comportent, voilà ce qui est typique de la « phase la plus récent du développement du capitalisme », voilà ce qui devait nécessairement résulter, et qui a effectivement résulté, de la formation de monopoles économiques tout-puissants.

Citons encore un exemple de la domination exercée par les cartels. Là où il est possible de s'emparer de la totalité ou de la majeure partie des sources de matières premières, il est particulièrement facile de former des cartels et de constituer des monopoles. Mais on aurait tort de penser que les monopoles ne surgissent pas également dans les autres branches industrielles, où il est impossible d'accaparer les sources de matières premières. L'industrie du ciment trouve ses matières premières partout. Mais cette industrie est, elle aussi, fortement cartellisée en Allemagne. Les usines se sont groupées dans des syndicats régionaux : de l'Allemagne méridionale, de la Rhéno-Westphalie, etc. Les prix sont ceux des monopoles : 230 à 280 marks le wagon pour un prix de revient de 180 marks ! Les entreprises versent de 12 à 16 % de dividende ; et n'oublions pas que les « génies » de la spéculation moderne savent empocher des bénéfices importants en sus de ce qui est distribué à titre de dividende. Pour supprimer la concurrence dans une industrie aussi lucrative, les monopolistes usent même de subterfuges : ils répandent des bruits mensongers sur la mauvaise situation de leur industrie, ils publient dans les journaux des avis non signés : « Capitalistes, gardez-vous de placer vos fonds dans l'industrie du ciment » ; enfin, ils rachètent les usines des « outsiders » (c'est-à-dire des industriels ne faisant pas partie des cartels) en leur payant des « indemnités » de 60, 80 ou 150 mille marks. [L. Eschwege : « Zement », dans *Die*

*Bank, t. I, 1909, pp. 115 et suiv.]* Le monopole s'ouvre un chemin partout et par tous les moyens, depuis le paiement d'une « modeste » indemnité jusqu'au « recours », à la façon américaine, au dynamitage du concurrent.

Que les cartels suppriment les crises, c'est là une fable des économistes bourgeois qui s'attachent à farder le capitalisme. Au contraire, le monopole créé dans *certaines* industries augmente et aggrave le chaos inhérent à *l'ensemble* de la production capitaliste. La disproportion entre le développement de l'agriculture et celui de l'industrie, caractéristique du capitalisme en général, s'accroît encore davantage. La situation privilégiée de l'industrie la plus cartellisée, ce qu'on appelle l'industrie *lourde*, surtout celle du charbon et du fer, amène dans les autres branches industrielles une « absence de système encore plus sensible », comme le reconnaît Jeidels, auteur d'un des meilleurs ouvrages sur les « rapports des grosses banques allemandes et de l'industrie ». [*Jeidels : Das Verhältnis der deutschen Grossbanken zur Industrie, mit besonderer Berücksichtigung der Eisenindustrie, Leipzig 1905, p. 271.*]

« Plus une économie nationale est développée, écrit Liefmann, défenseur acharné du capitalisme, et plus elle se tourne vers les entreprises hasardeuses ou qui résident à l'étranger, vers celles qui, pour se développer, ont besoin d'un grand laps de temps, ou enfin vers celles qui n'ont qu'une importance locale. » [*Liefmann : Beteiligungs-etc., Ges., p. 434.*] L'augmentation du caractère hasardeux tient, en définitive, à l'augmentation prodigieuse du capital, qui déborde en quelque sorte, s'écoule à l'étranger, etc. En même temps, le progrès extrêmement rapide de la technique entraîne des éléments toujours plus nombreux de disproportion entre les divers aspects de l'économie nationale, de gâchis, de crise. Ce même Liefmann est obligé de faire l'aveu suivant : « Vraisemblablement, d'importantes révolutions dans le domaine technique attendent une fois de plus l'humanité dans un proche avenir ; elles auront un effet aussi sur l'organisation de l'économie nationale »... électricité, aviation... « D'ordinaire et en règle générale. en ces périodes de profondes transformations économiques, on voit se développer une spéculation intensive »... [*Ibid., pp. 465-466.*]

Et les crises (de toute espèce, le plus souvent économiques, mais pas exclusivement) accroissent à leur tour, dans de très fortes proportions, la tendance à la concentration et au monopole. Voici quelques réflexions extrêmement édifiantes de Jeidels sur l'importance de la crise de 1900, laquelle marqua, comme on le sait, un tournant dans l'histoire des monopoles modernes :

« Au moment où s'ouvrit la crise de 1900, existaient en même temps que les entreprises géantes des principales industries, quantité d'entreprises à l'organisation désuète selon les conceptions actuelles, des entreprises « simples » (c'est-à-dire non combinées), que la vague de l'essor industriel avait amenées à la prospérité. La chute des prix et la réduction de la demande jetèrent ces entreprises « simples » dans une détresse qui n'atteignit pas du tout les entreprises géantes combinées, ou ne les affecta que pour un temps très court. C'est pourquoi la crise de 1900 provoqua une concentration industrielle infiniment plus forte que celle engendrée par la crise de 1873 : cette dernière avait, elle aussi, opéré une certaine sélection des meilleures entreprises, mais, étant donné le niveau technique de l'époque, cette sélection n'avait pas pu assurer le monopole aux entreprises qui en étaient sorties victorieuses. C'est précisément ce monopole durable que détiennent à un haut degré, grâce à leur technique très complexe, à leur organisation très poussée et à la puissance de leur capital, les entreprises géantes des actuelles industries sidérurgique et électrique, puis, à un degré moindre, les entreprises de constructions mécaniques, certaines branches de la métallurgie, des voies de communications, etc. » [*Jeidels, p. 108.*]

Le monopole, tel est le dernier mot de la « phase la plus récente du développement du capitalisme ». Mais nous n'aurions de la puissance effective et du rôle des monopoles actuels qu'une notion extrêmement insuffisante, incomplète, étriquée, si nous ne tenions pas compte du rôle des banques.

## **II. LES BANQUES ET LEUR NOUVEAU RÔLE**

La fonction essentielle et initiale des banques est de servir d'intermédiaire dans les paiements. Ce faisant, elles transforment le capital-argent inactif en capital actif, c'est-à-dire générateur de profit, et, réunissant les divers revenus en espèces, elles les mettent à la disposition de la classe des capitalistes.

Au fur et à mesure que les banques se développent et se concentrent dans un petit nombre d'établissements, elles cessent d'être de modestes intermédiaires pour devenir de tout-puissants monopoles disposant de la presque totalité du capital-argent de l'ensemble des capitalistes et des petits patrons, ainsi que de la plupart des moyens de production et des sources de matières premières d'un pays donné, ou de toute une série de pays. Cette transformation d'une masse d'intermédiaires modestes en une poignée de monopolistes constitue un des processus essentiels de la transformation du capitalisme en impérialisme capitaliste. Aussi nous faut-il nous

arrêter tout d'abord sur la concentration des banques. En 1907-1908, les dépôts de toutes les sociétés anonymes bancaires d'Allemagne disposant d'un capital de plus d'un million de marks s'élevaient à 7 milliards de marks ; en 1912-1913, ils atteignaient déjà 9,8 milliards. En cinq ans, ils avaient donc augmenté de 2 milliards 800 millions, soit de 40 %. Sur cette somme, 2 milliards 750 millions se répartissaient entre 57 banques ayant chacune un capital de plus de 10 millions de marks. La répartition des dépôts entre grandes et petites banques était la suivante [Alfred Landsburgh : « *Fünf Jahre deutsches Bankwesen* », dans *Die Bank*, 1913, n° 8, p. 728.] :

**Pourcentage des dépôts**

	Dans les 9 grandes banques berlinoises	Dans les 48 autres banques ayant un capital de plus de 10 millions de marks	Dans les 115 banques ayant un capital de 1 à 10 millions	Dans les petites banques (ayant un capital de moins de 1 million)
1907-1908	47	32,5	16,5	4
1912-1913	49	36	12	3

Les petites banques sont refoulées par les grandes, dont 9 seulement concentrent presque la moitié de tous les dépôts. Et nous ne tenons pas compte ici de bien des éléments, par exemple de la transformation de toute une série de petites banques en de véritables filiales des grandes, etc. Nous en parlerons plus loin.

A la fin de 1913, Schulze-Galvernitz évaluait les dépôts des 9 grandes banques berlinoises à 5,1 milliards de marks sur un total d'environ 10 milliards. Considérant non seulement les dépôts, mais l'ensemble du capital bancaire, le même auteur écrivait : « A la fin de 1909, les neuf grandes banques berlinoises géraient, avec les banques qui leur étaient rattachées, 11,3 milliards de marks, soit environ 83 % de l'ensemble du capital bancaire allemand. La « Deutsche Bank » qui, avec les banques qui lui sont rattachées, gère près de 3 milliards de marks, constitue, de même que la Direction des chemins de fer de l'Etat, en Prusse, l'accumulation de capitaux la plus importante, et aussi l'organisation la plus décentralisée de l'Ancien monde. » [Schulze-Gaevernitz : « *Die deutsche Kreditbank* », dans *Grundriss der Sozialökonomik, Tübingen 1915, pp. 12 et 137.*]

Nous avons souligné l'indication relative aux banques « rattachées », car c'est là une des caractéristiques les plus importantes de la concentration capitaliste moderne. Les grandes entreprises, les banques surtout, n'absorbent pas seulement les petites, elles se les « rattachent » et se les subordonnent, elles les incorporent dans « leur » groupement, dans leur « consortium », pour emprunter le terme technique, par la « participation » à leur capital, par l'achat ou l'échange d'actions, par le système des crédits, etc., etc. Le professeur Liefmann a consacré tout un gros « ouvrage » de 500 pages à la description des « sociétés de participation et de financement » modernes [R. Liefmann : *Beteiligungs- und Finanzierungsgesellschaften. Eine Studie über den modernen Kapitalismus und das Ettektenwesen, Ire édition, Jéna 1909, p. 212.*] ; malheureusement, il ajoute des réflexions « théoriques » de très mauvais aloi à une documentation brute souvent mal digérée. A quoi aboutit, du point de vue de la concentration, ce système de « participations », c'est ce que montre, mieux que tout, le livre d'une « personnalité » du monde bancaire, Riesser, sur les grandes banques allemandes. Mais, avant d'en examiner les données, citons un exemple concret du système des « participations ».

Le « groupe » de la « Deutsche Bank » est un des plus importants, sinon le plus important, de tous les groupes de grandes banques. Pour embrasser d'un coup d'oeil les principaux fils reliant entre elles toutes les banques de ce groupe, il faut distinguer les « participations » au premier, au deuxième et au troisième degré ou, ce qui revient au même, la dépendance (des banques de moindre importance à l'égard de la « Deutsche Bank ») au premier, au deuxième et au troisième degré. Cela donne le tableau suivant [Alfred Lansburgh : « *Das Beteiligungssystem im deutschen Bankwesen* », dans *Die Bank*, 1910, I, P. 500.] :

		Dépendance au 1er degré	Dépendance au 2ème degré	Dépendance au 3ème degré
La « Deutsche Bank »	constamment	à 17 banques	dont 9 participent à 34 autres	dont 4 participent à 7 autres

participe :	pour un temps indéterminé	à 5 banques	-	-
	de temps à autre	à 8 banques	dont 5 participent à 14 autres	dont 2 participent à 2 autres
Total :		à 30 banques	dont 14 participent à 48 autres	dont 6 participent à 9 autres

Parmi les 8 banques « dépendantes au premier degré » et « de temps à autre » de la « Deutsche Bank », trois sont étrangères : une autrichienne (la « Bankverein » de Vienne) et deux russes (la « Banque commerciale de Sibérie » et la « Banque russe pour le commerce extérieur »). Au total, le groupe de la « Deutsche Bank » comprend, directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, 87 banques, et le montant des capitaux dont il dispose, en tant que capital propre ou capital en dépôt, peut s'évaluer à 2 ou 3 milliards de marks. Il est évident qu'une banque placée à la tête d'un tel groupe et passant des accords avec une demi-douzaine d'autres banques, quelque peu inférieures, pour des opérations financières particulièrement importantes et lucratives, telles que les emprunts d'Etat, a dépassé le rôle d'« intermédiaire » et est devenue l'union d'une poignée de monopolistes. La rapidité avec laquelle la concentration bancaire s'est effectuée en Allemagne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> ressort des données suivantes, que nous empruntons à Riesser en les abrégeant :

***Six grandes banques berlinoises avaient***

Années	Succursales en Allemagne	Caisse de dépôts et bureaux de change	Participations constantes aux sociétés anonymes bancaires allemandes	Total des établissements
1895	16	14	1	42
1900	21	40	8	80
1911	104	276	63	450

On voit avec quelle rapidité s'étend le réseau serré des canaux qui enveloppent tout le pays et centralisent tous les capitaux et revenus, transformant des milliers et milliers d'entreprises éparses en un seul organisme capitaliste national, puis mondial. La « décentralisation » dont parlait, dans le passage précité, Schulze-Geevernitz au nom de l'économie politique bourgeoise de nos jours, consiste en fait dans la subordination à un seul centre d'un nombre toujours croissant d'unités économiques autrefois relativement « indépendantes » ou, plus exactement, d'importance strictement locale. En réalité, il y a donc *centralisation*, accentuation du rôle, de l'importance, de la puissance des monopoles géants. Dans les pays capitalistes plus anciens, ce « réseau bancaire » est encore plus dense. En Angleterre, Irlande comprise, il y avait en 1910 7 151 succursales pour l'ensemble des banques. Quatre grandes banques en avaient chacune plus de 400 (de 447 à 689), 4 autres en avaient plus de 200 et 11 plus de 100. En France, *trois* banques importantes : le Crédit Lyonnais, le Comptoir National d'Escompte et la Société Générale [En français dans le texte.], ont développé leurs opérations et le réseau de leurs succursales de la façon suivante [Eugen Kaufmann : *Das französische Bankwesen, Tübingen 1911, pp. 356 et 362.*] :

	Nombre de succursales et de caisses de dépôt			Capitaux (en millions de francs)	
	Province	Paris	Total	Appartenant aux banques	En Dépôt
1870	47	17	64	200	427
1890	192	66	258	265	1245
1909	1033	196	1229	887	4363

Pour caractériser les « relations » d'une grande banque moderne, Riesser indique le nombre de lettres qu'envoie et reçoit la Société d'Escompte (Disconto-Gesellschaft), une des banques les plus puissantes de l'Allemagne et du monde (dont le capital, en 1914, atteignait 300 millions de marks) :

	Nombre de lettres	
	reçues	expédiées
1852	6135	6292
1870	85 800	87 513
1900	533 102	626 043

A la grande banque parisienne du « Crédit Lyonnais », le nombre des comptes courants est passé de 28 535 en 1875 à 633 539 en 1912. [*Jean Lescure : L'épargne en France, Paris 1914, p. 52.*]

Mieux peut-être que de longs développements, ces simples chiffres montrent comment la concentration des capitaux et l'accroissement des opérations bancaires modifient radicalement le rôle joué par les banques. Les capitalistes épars finissent par ne former qu'un seul capitaliste collectif. En tenant le compte courant de plusieurs capitalistes, la banque semble ne se livrer qu'à des opérations purement techniques, uniquement subsidiaires. Mais quand ces opérations prennent une extension formidable, il en résulte qu'une poignée de monopolistes se subordonne les opérations commerciales et industrielles de la société capitaliste tout entière ; elle peut, grâce aux liaisons bancaires, grâce aux comptes courants et à d'autres opérations financières, *connaître* tout d'abord *exactement* la situation de tels ou tels capitalistes, puis les *contrôler*, agir sur eux en élargissant ou en restreignant, en facilitant ou en entravant le crédit, et enfin *déterminer entièrement* leur sort, déterminer les revenus de leurs entreprises, les priver de capitaux, ou leur permettre d'accroître rapidement le leur dans d'énormes proportions, etc.

Nous venons de mentionner le capital de 300 millions de marks de la « Disconto-Gesellschaft » de Berlin. Cet accroissement de capital de la « Disconto-Gesellschaft » fut l'un des épisodes de la lutte pour l'hégémonie entre les deux plus grandes banques berlinoises, la « Deutsche Bank » et la « Disconto-Gesellschaft ». En 1870, la première ne faisait que débiter et n'avait qu'un capital de 15 millions, alors que celui de la seconde s'élevait à 30 millions. En 1908, la première possédait 200 millions ; la seconde, 170 millions. En 1914, la première portait son capital à 250 millions ; la seconde, en fusionnant avec une autre grande banque de première importance, « l'Union de Schaffhausen », élevait le sien à 300 millions. Et, naturellement, cette lutte pour l'hégémonie va de pair avec des « conventions » de plus en plus fréquentes et durables entre les deux banques. Voici les réflexions que suscite ce développement des banques chez des spécialistes en la matière, qui traitent les problèmes économiques d'un point de vue n'allant jamais au-delà de l'esprit de réforme bourgeois le plus modéré et le plus scrupuleux :

« D'autres banques suivront la même voie », écrivait la revue allemande *Die Bank* à propos de l'élévation du capital de la « Disconto-Gesellschaft » à 300 millions, « et les 300 personnes qui, aujourd'hui, gouvernent économiquement l'Allemagne, se réduiront avec le temps à 50, 25 ou à moins encore. Il n'y a pas lieu d'attendre que le mouvement de concentration moderne se circonscrive aux banques. Les relations étroites entre les banques conduisent naturellement à un rapprochement des consortiums industriels qu'elles patronnent... Un beau matin, en nous réveillant, nous serons tout étonnés de ne plus voir que des trusts ; nous serons placés devant la nécessité de substituer aux monopoles privés des monopoles d'Etat. Et cependant, quant au fond, nous n'aurons rien à nous reprocher, si ce n'est d'avoir laissé au développement des choses un libre cours, quelque peu accéléré par l'action. » [*A. Lansburgh : « Die Bank mit den 300 Millionen », dans Die Bank, 1914, I. p. 426.*]

Voilà bien un exemple de l'impuissance du journalisme bourgeois, dont la science bourgeoise ne se distingue que par une moindre sincérité et une tendance à voiler le fond des choses, à masquer la forêt par des arbres. « S'étonner » des conséquences de la concentration, « s'en prendre » au gouvernement de l'Allemagne capitaliste ou à la « société » capitaliste (à « nous »), redouter que l'usage des actions « ne hâte » la concentration, tout comme Tschierschky, spécialiste allemand « en matière de cartels », redoute les trusts américains et leur « préfère » les cartels allemands, lesquels, prétend-il, ne sont pas capables « de hâter à l'excès, comme le font les

trusts, le progrès technique et économique » [S. Tschierschky, *ouvr. cité*, p. 128.] — n'est-ce pas de l'impuissance ?

Mais les faits restent les faits. Il n'y a pas de trusts en Allemagne, il y a « seulement » des cartels ; mais l'Allemagne est *gouvernée* par tout au plus 300 magnats du capital. Et ce nombre diminue sans cesse. En tout état de cause, dans tous les pays capitalistes, et quelle que soit leur législation bancaire, les banques renforcent et accélèrent considérablement le processus de concentration des capitaux et de formation des monopoles.

« Les banques créent, à l'échelle sociale, la forme, mais seulement la forme, d'une répartition générale des moyens de production », écrivait Marx il y a un demi-siècle, dans *Le Capital* (trad. russe. Livre III, 2<sup>e</sup> partie, p. 144). Les chiffres que nous avons cités sur l'accroissement du capital bancaire, sur l'augmentation du nombre des comptoirs et succursales des grosses banques et de leurs comptes courants, etc., nous montrent concrètement cette « comptabilité générale » de la classe *tout entière* des capitalistes et même pas seulement des capitalistes, car les banques réunissent, au moins pour un temps, toutes sortes de revenus en argent provenant de petits patrons, d'employés et de la mince couche supérieure des ouvriers. La « répartition générale des moyens de production », voilà ce qui *résulte* d'un point de vue tout formel du développement des banques modernes, dont les plus importantes, au nombre de 3 à 6 en France et de 6 à 8 en Allemagne, disposent de milliards et de milliards. Mais quant au *contenu*, cette répartition des moyens de production n'a rien de « général » ; elle est privée, c'est-à-dire conforme aux intérêts du grand capital — et au premier chef du plus grand capital, du capital monopoliste — qui opère dans des conditions telles que la masse de la population peut à peine subvenir à ses besoins et que tout le développement de l'agriculture retarde irrémédiablement sur celui de l'industrie, dont une branche, l'« industrie lourde », prélève un tribut sur toutes les autres. Les caisses d'épargne et les bureaux de poste commencent à concurrencer les banques dans la socialisation de l'économie capitaliste. Ce sont des établissements plus « décentralisés », c'est-à-dire dont l'influence s'étend sur un plus grand nombre de localités, de coins perdus, sur de plus vastes contingents de la population. Une commission américaine a réuni, sur le développement comparé des dépôts en banque et dans les caisses d'épargne, les données ci-après [D'après la *National Monetary Commission américaine. Die Bank, 1910, I, p. 1200. (N.R.)* :

	<i>Dépôts (en milliards de marks)</i>						
	Angleterre		France		Allemagne		
	En banque	Dans les caisses d'épargne	En banque	Dans les caisses d'épargne	En banque	Dans les sociétés de crédit	Dans les caisses d'épargne
1880	8,4	1,6	?	0,9	0,5	0,4	2,6
1888	12,4	2,0	1,5	2,1	1,1	0,4	4,5
1908	23,2	4,2	3,7	4,2	7,1	2,2	13,9

Servant un intérêt de 4 % à 4,25 % sur les dépôts, les caisses d'épargne sont obligées de chercher pour leurs capitaux des placements « avantageux », de se lancer dans des opérations sur les lettres de change, les hypothèques, etc. Les lignes de démarcation entre les banques et les caisses d'épargne « s'effacent de plus en plus ». Les chambres de commerce de Bochum et d'Erfurt, par exemple, demandent qu'il soit « interdit » aux caisses d'épargne de se livrer à des opérations « purement » bancaires, telles que l'escompte des lettres de change, et exigent la limitation de l'activité « bancaire » des bureaux de poste. [*Die Bank, 1913, pp. 811, 1022 ; 1914, p. 713.*] Les manitous de la banque semblent craindre que le monopole d'Etat ne trouve là une faille par où se glisser. Mais il va de soi que cette crainte ne dépasse pas le cadre de la concurrence à laquelle peuvent se livrer deux chefs de bureau d'une même administration. Car, d'un côté, ce sont en définitive toujours les *mêmes* magnats du capital bancaire qui disposent en fait des milliards confiés aux caisses d'épargne et, d'un autre côté, le monopole d'Etat en société capitaliste n'est qu'un moyen d'accroître et d'assurer les revenus des millionnaires près de faire faillite dans telle ou telle industrie.

Le remplacement du vieux capitalisme, où régnait la libre concurrence, par un nouveau où règne le monopole, entraîne, notamment, une diminution de l'importance de la Bourse. La revue *Die Bank* écrit : « La Bourse a depuis longtemps cessé d'être l'intermédiaire indispensable des échanges qu'elle était autrefois, lorsque les

banques ne pouvaient pas encore placer parmi leurs clients la plupart des valeurs émises. » [*Ibid.*, 1914, I, p. 316.]

« Toute banque est une Bourse » : cet aphorisme moderne contient d'autant plus de vérité que la banque est plus importante et que la concentration fait de plus grands progrès dans les opérations bancaires. » [*Dr. Oscar Stillich : Geld- und Bankwesen, Berlin 1907, p. 169.*] « Si autrefois la Bourse, après 1870, avec ses excès de jeunesse » (allusion « délicate » au krach boursier de 1873, aux scandales de la Gründerzeit, etc.), « avait inauguré l'époque de l'industrialisation de l'Allemagne, aujourd'hui les banques et l'industrie peuvent « se tirer d'affaire elles-mêmes ». « La domination de nos grandes banques sur la Bourse... n'est que l'expression de l'Etat industriel allemand pleinement organisé. Dès lors, si le domaine des lois économiques fonctionnant automatiquement s'en trouve rétréci et le domaine de la réglementation consciente par les banques grandement élargi, il s'ensuit que la responsabilité incombant en matière d'économie nationale à quelques dirigeants augmente dans de vastes proportions. » Voilà ce qu'écrit le professeur allemand Schulze-Gaevernitz [*Schulze-Gaevernitz : « Die deutsche Kreditbank », dans Grundriss der Sozialökonomik, Tübingen, 1915, p. 101.*], cet apologiste de l'impérialisme allemand qui fait autorité chez les impérialistes de tous les pays et qui s'applique à masquer un « détail », à savoir que cette « réglementation consciente » par l'entremise des banques consiste dans le dépouillement du public par une poignée de monopolistes « pleinement organisés ». La tâche du professeur bourgeois n'est pas de mettre à nu tout le mécanisme et de divulguer tous les tripotages des monopolistes de la banque, mais de les présenter sous des dehors innocents.

De même Riesser, économiste et « financier » qui fait encore plus autorité, s'en tire avec des phrases à propos de faits qu'il est impossible de nier : « La Bourse perd de plus en plus ce caractère absolument indispensable à l'économie tout entière et à la circulation des valeurs, qui en fait non seulement le plus précis des instruments de mesure, mais aussi un régulateur presque automatique des mouvements économiques convergeant vers elle. » [*Reisser, ouvr. cité, 4e édit, p. 629.*]

En d'autres termes, l'ancien capitalisme, le capitalisme de la libre concurrence, avec ce régulateur absolument indispensable qu'était pour lui la Bourse, disparaît à jamais. Un nouveau capitalisme lui succède, qui comporte des éléments manifestes de transition, une sorte de mélange entre la libre concurrence et le monopole. Une question se pose d'elle-même : *vers quoi* tend cette « transition » que constitue le capitalisme moderne ? Mais cette question, les savants bourgeois ont peur de la poser.

« Il y a trente ans, les employeurs engagés dans la libre concurrence accomplissaient les 9/10 de l'effort économique qui ne fait pas partie du travail manuel des « ouvriers ». A l'heure présente, ce sont des *fonctionnaires* qui accomplissent les 9/10 de cet effort intellectuel dans l'économie. La banque est à la tête de cette évolution. » [*Schulze-Gaevernitz : « Die deutsche Kreditbank », dans Grundriss der Sozialökonomik, Tübingen, 1915, p. 151.*] Cet aveu de Schulze-Gaevernitz nous ramène une fois de plus à la question de savoir vers quoi tend ce phénomène transitoire que constitue le capitalisme moderne, parvenu à son stade impérialiste.

Les quelques banques qui, grâce au processus de concentration, restent à la tête de toute l'économie capitaliste, ont naturellement une tendance de plus en plus marquée à des accords de monopoles à un *trust des banques*. En Amérique, ce ne sont plus neuf, mais *deux* très grandes banques, celles des milliardaires Rockefeller et Morgan, qui règnent sur un capital de 11 milliards de marks. [*Die Bank, 1912, I, p. 435.*] En Allemagne, l'absorption que nous avons signalée plus haut de l'*Union de Schaffhausen* par la *Disconto-Gesellschaft* a été appréciée en ces termes par la *Frankfurter Zeitung*, organe au service des intérêts boursiers :

« Le mouvement de concentration croissante des banques resserre le cercle des établissements auxquels on peut, en général, adresser des demandes de crédit, d'où une dépendance accrue de la grosse industrie à l'égard d'un petit nombre de groupes bancaires. La liaison étroite de l'industrie et du monde de la finance restreint la liberté de mouvement des sociétés industrielles ayant besoin de capitaux bancaires. Aussi la grande industrie envisage-t-elle avec des sentiments divers la trustification (le groupement ou la transformation en trusts) croissante des banques ; en effet, on a pu maintes fois observer des commencements d'accords entre consortiums de grandes banques, accords tendant à limiter la concurrence. » [*Cité d'après Schulze-Gaevernitz dans Grundriss der Sozialökonomik, p. 155.*]

Encore une fois, le dernier mot du développement des banques, c'est le monopole.

Quant à la liaison étroite qui existe entre les banques et l'industrie, c'est dans ce domaine que se manifeste peut-être avec le plus d'évidence le nouveau rôle des banques. Si une banque escompte les lettres de change d'un

industriel, lui ouvre un compte courant, etc., ces opérations en tant que telles ne diminuent pas d'un iota l'indépendance de cet industriel, et la banque ne dépasse pas son rôle modeste d'intermédiaire. Mais si ces opérations se multiplient et s'instaurent régulièrement, si la banque « réunit » entre ses mains d'énormes capitaux, si la tenue des comptes courants d'une entreprise permet à la banque — et c'est ce qui arrive — de connaître avec toujours plus d'ampleur et de précision la situation économique du client, il en résulte une dépendance de plus en plus complète du capitaliste industriel à l'égard de la banque.

En même temps se développe, pour ainsi dire, l'union personnelle des banques et des grosses entreprises industrielles et commerciales, la fusion des unes et des autres par l'acquisition d'actions, par l'entrée des directeurs de banque dans les conseils de surveillance (ou d'administration) des entreprises industrielles et commerciales, et inversement. L'économiste allemand Jeidels a réuni une documentation fort complète sur cette forme de concentration des capitaux et des entreprises. Les six plus grandes banques berlinoises étaient représentées par leurs directeurs dans 344 sociétés industrielles et, par les membres de leur conseil d'administration, encore dans 407, soit un total de 751 sociétés. Dans 289 de ces dernières, elles avaient soit deux membres aux conseils de surveillance, soit la présidence de ces derniers. Ces sociétés s'étendent aux domaines les plus divers du commerce et de l'industrie, aux assurances, aux voies de communication, aux restaurants, aux théâtres, à la production artistique, etc. D'autre part, il y avait (en 1910), dans les conseils de surveillance de ces mêmes six banques, cinquante et un des plus gros industriels, dont un directeur de la firme Krupp, celui de la grande compagnie de navigation « Hapag » (Hamburg-Amerika), etc., etc. De 1895 à 1910, chacune de ces six banques a participé à l'émission d'actions et d'obligations pour des centaines de sociétés industrielles, dont le nombre est passé de 281 à 419. [*Jeidels et Riesser, ouvr. cités.*]

L'« union personnelle » des banques et de l'industrie est complétée par l'« union personnelle » des unes et des autres avec le gouvernement. « Des postes aux conseils de surveillance, écrit Jeidels, sont librement offerts à des personnages de grand renom, de même qu'à d'anciens fonctionnaires de l'Etat, qui peuvent faciliter (!) considérablement les relations avec les autorités »... « On trouve généralement au conseil de surveillance d'une grande banque un membre du Parlement ou un membre de la municipalité de Berlin. »

L'élaboration et, pour ainsi dire, la mise au point des grands monopoles capitalistes se poursuivent donc à toute vapeur, par tous les moyens « naturels » et « surnaturels ». Il en résulte une division systématique du travail entre quelques centaines de rois de la finance de la société capitaliste moderne :

« Parallèlement à cette extension du champ d'activité de certains gros industriels » (qui entrent aux conseils d'administration des banques, etc.) « et à l'attribution d'une région industrielle déterminée à des directeurs provinciaux, il se produit une sorte de spécialisation des dirigeants des grandes banques. Pareille spécialisation n'est possible que dans les grandes banques en général, et si elles ont des relations étendues dans le monde industriel, en particulier. Cette division du travail se fait dans deux directions : d'une part, toutes les relations avec l'industrie sont confiées à un directeur, dont c'est le domaine spécial ; d'autre part, chaque directeur assume la surveillance d'entreprises particulières ou de groupes d'entreprises dont la production ou les intérêts sont connexes »... (Le capitalisme en est déjà arrivé à la *surveillance* organisée sur les différentes entreprises)... « La spécialité de l'un est l'industrie allemande, parfois même uniquement celle de l'Allemagne occidentale » (l'Allemagne occidentale est la partie la plus industrialisée du pays) ; « pour d'autres, les relations avec les autres Etats et avec l'industrie de l'étranger, les renseignements sur la personnalité des industriels, etc., les questions boursières, etc. En outre, chacun des directeurs de la banque se voit souvent confier la gestion d'une région ou d'une branche d'industrie ; tel travaille principalement dans les conseils de surveillance des sociétés d'électricité, tel autre dans les usines chimiques, les brasseries ou les raffineries de sucre, un autre encore, dans les quelques entreprises restées isolées, et en même temps dans le conseil de surveillance de sociétés d'assurances... En un mot, il est certain que dans les grandes banques, au fur et à mesure qu'augmentent l'étendue et la diversité de leurs opérations, la division du travail s'accroît entre leurs dirigeants, avec pour but (et pour résultat) de les élever, pour ainsi dire, un peu au-dessus des opérations purement bancaires, de les rendre plus aptes à juger, plus compétents dans les questions d'ordre général de l'industrie et dans les questions spéciales touchant les diverses branches, de les préparer à agir dans la sphère d'influence industrielle de la banque. Ce système des banques est complété par une tendance à élire dans leurs conseils de surveillance des hommes bien au fait de l'industrie, des industriels, d'anciens fonctionnaires, surtout de ceux qui ont servi dans l'administration des chemins de fer, des mines », etc. [*Jeidels, ouvr. cité, pp. 156-157.*]

On retrouve une structure administrative similaire, avec de très légères variantes, dans les banques françaises. Le « Crédit Lyonnais », par exemple, une des trois plus grandes banques françaises, a organisé un service spécial des études financières, qui emploie en permanence plus de cinquante ingénieurs, statisticiens, économistes,



juristes, etc., et dont l'entretien coûte de six à sept cent mille francs par an. Ce service est à son tour divisé en huit sections, dont l'une est chargée de recueillir des informations portant spécialement sur les entreprises industrielles, la seconde étudiant les statistiques générales ; la troisième, les compagnies de chemins de fer et de navigation ; la quatrième, les fonds ; la cinquième, les rapports financiers, etc. [*Article de Eug. Kaufmann sur les banques françaises dans Die Bank, 1909, n° 2, pp. 851 et suiv.*]

Il en résulte, d'une part, une fusion de plus en plus complète ou, suivant l'heureuse formule de N. Boukharine, une interpénétration du capital bancaire et du capital industriel, et, d'autre part, la transformation des banques en établissements présentant au sens le plus exact du terme un « caractère universel ». Sur ce point, nous croyons devoir citer les propres termes de Jeidels, auteur qui a le mieux étudié la question :

« L'examen des relations industrielles dans leur ensemble permet de constater le *caractère universel* des établissements financiers travaillant pour l'industrie. Contrairement aux autres formes de banques, contrairement aux exigences quelquefois formulées par divers auteurs, à savoir que les banques devraient se spécialiser dans un domaine ou dans une industrie déterminée pour ne pas voir le sol se dérober sous leurs pieds, les grandes banques s'efforcent de multiplier le plus possible leurs relations avec les entreprises industrielles les plus diverses quant au lieu et au genre de production, et de faire disparaître de plus en plus les inégalités dans la répartition des capitaux entre les diverses régions ou les branches d'industrie, inégalités dont on trouve l'explication dans l'histoire des différentes entreprises. » « Une tendance consiste à généraliser la liaison avec l'industrie ; une autre, à la rendre continue et intensive ; toutes les deux sont appliquées par les six grandes banques, sinon intégralement, du moins déjà dans de notables proportions et à un degré égal. »

On entend assez souvent les milieux industriels et commerciaux se plaindre du « terrorisme » des banques. Faut-il s'en étonner, quand les grandes banques « commandent » de la façon dont voici un exemple ? Le 19 novembre 1901, l'une des banques D berlinoises (on appelle ainsi les quatre grandes banques dont le nom commence par la lettre D) adressait au conseil d'administration du Syndicat des ciments du Centre-Nord-Ouest allemand la lettre suivante : « Selon la note que vous avez publiée le 18 de ce mois dans tel journal, il apparaît que nous devons envisager l'éventualité de voir la prochaine assemblée générale de votre syndicat, fixée au 30 courant, prendre des décisions susceptibles d'amener dans votre entreprise des changements que nous ne pouvons accepter. Aussi sommes-nous, à notre grand regret, dans la nécessité de vous refuser dorénavant le crédit qui vous était accordé... Toutefois, si cette assemblée générale ne prend pas de décisions inacceptables pour nous et si nous recevons les garanties désirables pour l'avenir, nous nous déclarons tout disposés à négocier avec vous l'ouverture d'un nouveau crédit. » [*Dr. Oscar Stillich : Geld- und Bankwesen, Berlin, 1907, p. 147.*]

A la vérité, nous retrouvons là les doléances du petit capital opprimé par le gros, seulement cette fois c'est tout un syndicat qui est tombé dans la catégorie des « petits » ! La vieille lutte du petit et du gros capital recommence, mais à un degré de développement nouveau, infiniment supérieur. Il est évident que, disposant de milliards, les grandes banques sont capables de hâter aussi le progrès technique par des moyens qui ne sauraient en aucune façon être comparés à ceux d'autrefois. Les banques fondent, par exemple, des sociétés spéciales d'études techniques dont les travaux ne profitent, bien entendu, qu'aux entreprises industrielles « amies ». Citons entre autres la « Société pour l'étude des chemins de fer électriques », le « Bureau central de recherches scientifiques et techniques », etc.

Les dirigeants des grandes banques eux-mêmes ne peuvent pas ne pas voir que des conditions nouvelles sont en train de se former dans l'économie nationale, mais ils sont impuissants devant elles :

« Quiconque, écrit Jeidels, a observé, au cours des dernières années, les changements de personnes à la direction et aux conseils de surveillance des grandes banques, n'a pas pu ne pas remarquer que le pouvoir passait peu à peu aux mains d'hommes qui considèrent comme une tâche indispensable et de plus en plus pressante, pour les grandes banques, d'intervenir activement dans le développement général de l'industrie, et qu'entre ces hommes et les anciens directeurs des banques il se produit à ce propos des désaccords d'ordre professionnel et souvent aussi d'ordre personnel. Il s'agit, au fond, de savoir si, en tant qu'établissements de crédit, les banques ne subissent pas un préjudice du fait de leur intervention dans le processus de la production industrielle, si elles ne sacrifient pas leurs solides principes et un bénéfice assuré à une activité qui n'a rien à voir avec leur rôle d'intermédiaires du crédit et qui les amène sur un terrain où elles sont encore plus exposées que par le passé à l'action aveugle de la conjoncture industrielle. C'est ce qu'affirment nombre d'anciens directeurs de banques, mais la plupart des jeunes considèrent l'intervention active dans les questions industrielles comme une nécessité pareille à celle qui a suscité, en même temps que le développement actuel de la grande industrie moderne, l'apparition des grandes banques et l'entreprise bancaire industrielle d'aujourd'hui. Les deux parties ne sont d'accord que sur un point, à savoir qu'il n'existe pas de principes fermes ni de but concret pour la nouvelle activité des grandes banques. » [*Jeidels, ouvr. cité, pp. 183-184.*]

L'ancien capitalisme a fait son temps. Le nouveau constitue une transition. La recherche de « principes fermes et d'un but concret » en vue de « concilier » le monopole et la libre concurrence est, de toute évidence, une tentative vouée à l'échec. Les aveux des praticiens ne ressemblent guère aux éloges enthousiastes des apologistes officiels du capitalisme « organisé », tels que Schulze Gaevernitz, Liefmann et autres « théoriciens ».

A quelle époque au juste s'impose définitivement la « nouvelle activité » des grandes banques ? Cette importante question trouve une réponse assez précise chez Jeidels.

« Les relations des entreprises industrielles avec leur nouvel objet, leurs nouvelles formes, leurs nouveaux organismes, c'est-à-dire avec les grandes banques présentant une organisation à la fois centralisée et décentralisée, ne sont guère antérieures, en tant que phénomène caractéristique de l'économie nationale, aux années 1890 ; on peut même, en un sens, faire remonter ce point de départ à l'année 1897, avec ses grandes « fusions » d'entreprises qui introduisent pour la première fois la nouvelle forme d'organisation décentralisée, pour des raisons de politique industrielle des banques. Et l'on peut même le faire remonter à une date encore plus récente, car c'est seulement la crise de 1900 qui a énormément accéléré le processus de concentration tant dans l'industrie que dans la banque et en a assuré le triomphe définitif, qui a fait pour la première fois de cette liaison avec l'industrie le véritable monopole des grosses banques, qui a rendu ces rapports notablement plus étroits et plus intensifs. » [*Jeidels, ouvr. cité, p. 181.*]

Ainsi, le XX<sup>e</sup> siècle marque le tournant où l'ancien capitalisme fait place au nouveau, où la domination du capital financier se substitue à la domination du capital en général.

### **III. LE CAPITAL FINANCIER ET L'OLIGARCHIE FINANCIÈRE**

« Une part toujours croissante du capital industriel, écrit Hilferding, n'appartient pas aux industriels qui l'utilisent. Ces derniers n'en obtiennent la disposition que par le canal de la banque, qui est pour eux le représentant des propriétaires de ce capital. D'autre part, force est à la banque d'investir une part de plus en plus grande de ses capitaux dans l'industrie. Elle devient ainsi, de plus en plus, un capitaliste industriel. Ce capital bancaire - c'est-à-dire ce capital-argent - qui se transforme ainsi en capital industriel, je l'appelle « capital financier ». « Le capital financier est donc un capital dont disposent les banques et qu'utilisent les industriels. » [*R. Hilferding : Le capital financier, Moscou, 1912, pp. 338-339.*]

Cette définition est incomplète dans la mesure où elle passe sous silence un fait de la plus haute importance, à savoir la concentration accrue de la production et du capital, au point qu'elle donne et a déjà donné naissance au monopole. Mais tout l'exposé de Hilferding, en général, et plus particulièrement les deux chapitres qui précèdent celui auquel nous empruntons cette définition, soulignent le rôle des *monopoles capitalistes*.

Concentration de la production avec, comme conséquence, les monopoles ; fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion.

Il nous faut montrer maintenant comment la « gestion » exercée par les monopoles capitalistes devient inévitablement, sous le régime général de la production marchande et de la propriété privée, la domination d'une oligarchie financière. Notons que les représentants de la science bourgeoise allemande — et pas seulement allemande — comme Riesser, Schulze Gaevernitz, Liefmann, etc., sont tous des apologistes de l'impérialisme et du capital financier. Loin de dévoiler le « mécanisme » de la formation de cette oligarchie, ses procédés, l'ampleur de ses revenus « licites et illicites », ses attaches avec les parlements, etc., etc., ils s'efforcent de les estomper, de les enjoliver. Ces « questions maudites », ils les éludent par des phrases grandiloquentes autant que vagues, par des appels au « sentiment de responsabilité » des directeurs de banques, par l'éloge du « sentiment du devoir » des fonctionnaires prussiens, par l'analyse doctorale des futilités qu'on trouve dans les ridicules projets de loi de « surveillance » et de « réglementation », par des fadaises théoriques comme cette définition « scientifique » saugrenue du professeur Liefmann : ...« *le commerce est une pratique industrielle visant à réunir les biens, à les conserver et à les mettre à la disposition* » [*R. Liefmann, ouvr. cité, p. 476.*] (les italiques gras sont dans l'ouvrage du professeur) ... Il en résulte que le commerce a existé chez l'homme primitif qui ne pratiquait pas encore l'échange et qu'il doit subsister dans la société socialiste !

Mais les faits monstrueux touchant la monstrueuse domination de l'oligarchie financière sont tellement patents que, dans tous les pays capitalistes, aussi bien en Amérique qu'en France et en Allemagne, est apparue une littérature qui, tout en professant le point de vue *bourgeois*, brosse néanmoins un tableau à peu près véridique, et apporte une critique — évidemment petite-bourgeoise — de l'oligarchie financière.

A la base, il y a tout d'abord le « système de participations », dont nous avons déjà dit quelques mots. Voici l'exposé qu'en fait l'économiste allemand Heymann, qui a été l'un des premiers, sinon le premier, à s'en occuper :

« Un dirigeant contrôle la société de base (littéralement : la « société-mère ») : celle-ci, à son tour, règne sur les sociétés qui dépendent d'elle (les « sociétés filles ») ; ces dernières règnent sur les « sociétés petites-filles », etc. On peut donc, sans posséder un très grand capital, avoir la haute main sur d'immenses domaines de la production. En effet, si la possession de 50 % du capital est toujours suffisante pour contrôler une société par actions, le dirigeant n'a besoin que d'un million pour pouvoir contrôler 8 millions de capital dans les « sociétés petites-filles ». Et si cette « imbrication » est poussée plus loin, on peut, avec un million, contrôler seize millions, trente-deux millions, etc. » [*Hans Gideon Heymann : Die gemischten Werke im deutschen Grosseisen-gewerbe, Stuttgart 1904, pp. 268-269.*]

En fait, l'expérience montre qu'il suffit de posséder 40 % des actions pour gérer les affaires d'une société anonyme [*Liefmann : Beteiligungsges., etc., p. 258 de la 1<sup>re</sup> édition.*], car un certain nombre de petits actionnaires disséminés n'ont pratiquement aucune possibilité de participer aux assemblées générales, etc. La « démocratisation » de la possession des actions, dont les sophistes bourgeois et les opportunistes pseudo-social-démocrates attendent (ou assurent qu'ils attendent) la « démocratisation du capital », l'accentuation du rôle et de l'importance de la petite production, etc., n'est en réalité qu'un des moyens d'accroître la puissance de l'oligarchie financière. C'est pourquoi, soit dit en passant, dans les pays capitalistes plus avancés ou plus anciens et « expérimentés », le législateur permet l'émission de titres d'un montant réduit. En Allemagne, une action ne peut, aux termes de la loi, être d'un montant inférieur à mille marks, et les magnats allemands de la finance considèrent d'un œil envieux l'Angleterre où sont autorisées des actions d'une livre sterling (= 20 marks, environ 10 roubles). Siemens, un des plus grands industriels et « rois de la finance » allemands, déclarait au Reichstag, le 7 juin 1900, que « l'action d'une livre sterling est la base de l'impérialisme britannique ». [*Schulze-Gaevernitz dans Grundriss der Sozialökonomik, V, 2, p. 110.*] Ce marchand a une conception nettement plus profonde, plus « marxiste », de l'impérialisme que certain auteur incongru, qui passe pour le fondateur du marxisme russe<sup>121</sup> et qui estime que l'impérialisme est une tare propre à un peuple déterminé...

Mais le « système de participations » ne sert pas seulement à accroître immensément la puissance des monopolistes, il permet en outre de consommer impunément les pires tripotages et de dévaliser le public, car d'un point de vue formel, au regard de la loi, les dirigeants de la « société-mère » ne sont pas responsables de la filiale, considérée comme « autonome » et *par l'intermédiaire* de laquelle on peut *tout* « faire passer ». Voici un exemple que nous empruntons au fascicule de mai 1914 de la revue allemande *Die Bank* :

« La « Société anonyme de l'acier à ressorts » de Cassel était considérée, il y a quelques années encore, comme l'une des entreprises allemandes les plus rentables. Une mauvaise gestion fit que ses dividendes tombèrent de 15 % à zéro. La direction, devait-on apprendre, avait, à l'insu des actionnaires, fait à l'une de ses sociétés filiales, la « Hassia », au capital nominal de quelques centaines de milliers de marks seulement, une avance de fonds de 6 millions de marks. De ce prêt qui représentait presque le triple du capital-actions de la société-mère, celle-ci ne soufflait mot dans ses bilans. Juridiquement, un pareil silence était parfaitement légal, et il put durer deux années entières sans qu'aucun article de la législation commerciale fût violé. Le président du conseil de surveillance qui, en qualité de responsable, signait ces bilans truqués, était et est encore président de la Chambre de commerce de Cassel. Les actionnaires n'eurent connaissance de l'avance faite à « Hassia » que longtemps après, quand elle se révéla une erreur... (l'auteur aurait bien fait de mettre ce mot entre guillemets) ... « et que les actions de l'« acier à ressorts », à la suite des opérations de vente pratiquées par des initiés, eurent perdu près de 100 % de leur valeur...

... « Cet exemple typique des jongleries dont sont couramment l'objet les bilans des sociétés par actions nous explique pourquoi leurs conseils d'administration se risquent dans les affaires hasardeuses d'un cœur bien plus léger que les particuliers. La technique moderne des bilans ne leur offre pas seulement la possibilité de cacher à l'actionnaire moyen les risques engagés ; elle permet aussi aux principaux intéressés de se dérober aux conséquences d'une expérience avortée en vendant à temps leurs actions, alors que l'entrepreneur privé assume l'entière responsabilité de ses actes... Les bilans de nombreuses sociétés anonymes rappellent ces palimpsestes du moyen âge, dont il fallait d'abord gratter le texte visible pour pouvoir découvrir, dessous, les signes qui révélaient le texte réel du document » (un palimpseste est un parchemin dont on a gratté l'écriture première pour y écrire un nouveau texte).

« Le procédé le plus simple et, de ce fait, le plus souvent employé pour rendre un bilan indéchiffrable consiste à diviser une entreprise donnée en plusieurs parties, par la constitution ou l'adjonction de filiales. L'avantage de ce système selon les buts visés — légaux ou illégaux — est tellement évident que les sociétés importantes qui ne l'ont pas adopté font aujourd'hui figure d'exception. » [*L. Eschwege : « Tochtergesellschaften », Die Bank, 1914, I, p. 545.*]

L'auteur cite comme exemple la société puissante et monopoliste appliquant très largement ce système, la fameuse Société générale d'électricité (l'A.E.G., sur laquelle nous reviendrons plus loin). En 1912, on estimait qu'elle participait à 115 ou 200 autres sociétés, les dominant, bien entendu, et englobant au total un capital d'environ 1,5 milliard de marks. [Kurt Heinig : « Der Weg des Elektotrusters », *Neue Zeit*, 1912, 30<sup>e</sup> année, II, p. 484.] Toutes les règles de contrôle et de surveillance, de publication des bilans, d'établissement de schémas précis pour ces derniers, etc., ce par quoi les professeurs et les fonctionnaires bien intentionnés — c'est-à-dire ayant la bonne intention de défendre et de farder le capitalisme — occupent l'attention du public, sont ici dépourvues de toute valeur. Car la propriété privée est sacrée, et l'on ne peut empêcher personne d'acheter, de vendre, d'échanger des actions, de les hypothéquer, etc.

Pour juger du développement que le « système de participations » a pris dans les grandes banques russes, il suffit de se reporter aux données fournies par E. Agahd qui, employé pendant quinze ans à la Banque russo-chinoise, publia en mai 1914 un ouvrage dont le titre n'est pas tout à fait exact : *Grandes banques et marché mondial*. [E. Agahd : *Grossbanken und Weltmarkt. Die wirtschaftliche und politische Bedeutung der Grossbanken im Weltmarkt unter Berücksichtigung ihres Einflusses auf Russlands Volkswirtschaft und die deutsch-russischen Beziehungen, Berlin 1914.*] L'auteur divise les grandes banques russes en deux groupes principaux : a) celles qui appliquent le « système de participations » et b) celles qui sont « indépendantes » (entendant toutefois arbitrairement par ce dernier terme l'« indépendance » à l'égard des banques étrangères). Il subdivise le premier groupe en trois sous-groupes : 1) participation allemande, 2) participation anglaise et 3) participation française. C'est-à-dire « participation » et domination des plus grandes banques étrangères de la nation envisagée. Quant aux capitaux des banques, l'auteur les divise en capitaux à placement « productif » (dans l'industrie et le commerce) et capitaux de « spéculation » (consacrés aux opérations boursières et financières), estimant, du point de vue réformiste petit-bourgeois qui lui est propre, qu'on peut en régime capitaliste distinguer entre ces deux genres de placements et éliminer le dernier. Voici ces données :

<i>Actif des banques (d'après les bilans d'octobre-novembre 1913) (en millions de roubles)</i>			
	Capitaux placés		
Groupes de banques russes	productivement	spéculativement	total
<b>a 1) 4 banques : Banque commerciale de Sibérie, Russe, Internationale, Comptoir d'Escompte</b>	413,7	859,1	1272,8
<b>a 2) 2 banques : Industrielle et Commerciale, Russo-Anglaise</b>	239,3	169,1	408,4
<b>a 3) 5 banques : Russo-Asiatique, Privée de Saint-Pétersbourg, Azov-Don, Union de Moscou, Russo-Française de Commerce</b>	711,8	661,2	1373,0
<b>(11 banques) Total a) =</b>	1364,8	1689,4	3054,2
<b>b) 8 banques : du corps des marchands de Moscou, Volga-Karna, Junker et Cie, Banque d'affaires de Saint-Pétersbourg (anc. Wawelberg), de Moscou (anc. Riabouchinski), Comptoir d'Escompte de Moscou, banque d'Affaires de Moscou et Privée de Moscou</b>	504,2	391,1	895,3
<b>(19 banques) Total =</b>	1869,0	2080,5	3949,5

Ainsi, d'après ces chiffres, des 4 milliards de roubles environ constituant le capital « actif » des grandes banques, plus des trois quarts, plus de 3 milliards, reviennent à des banques qui ne sont au fond que des « filiales » de banques étrangères et, en premier lieu, de banques parisiennes (du fameux trio : Union parisienne, Banque de Paris et des Pays-Bas, Société Générale) et berlinoises (notamment la Deutsche Bank et la Disconto-Gesellschaft). Deux des banques russes les plus importantes, la « Banque russe » (« Banque russe pour le commerce extérieur ») et la « Banque internationale » (« Banque de Saint-Pétersbourg pour le commerce international ») ont, de 1906 à 1912, fait passer leurs capitaux de 44 à 98 millions de roubles et leurs fonds de réserve de 15 à 39 millions, « en travaillant aux trois quarts avec des capitaux allemands ». La première appartient au « consortium » berlinois de la « Deutsche Bank » et la seconde à celui, également berlinois, de la « Disconto-Gesellschaft ». L'excellent Agahd s'indigne profondément de voir la majorité des actions détenues par les banques berlinoises, ce qui réduit à l'impuissance les actionnaires russes. Et, naturellement, le pays qui exporte ses capitaux fait son beurre. La « Deutsche Bank » introduisant à Berlin les actions de la Banque commerciale de Sibérie, les garda une année en portefeuille et les vendit ensuite au cours de 193 pour 100, c'est-à-dire presque au double, « s'adjugeant » ainsi un bénéfice d'environ 6 millions de roubles que Hilferding devait appeler « bénéfice de constitution ».

Notre auteur estime à 8 235 millions de roubles, presque 8,25 milliards, la « puissance » totale des plus grandes banques de Pétersbourg ; quant à la « participation » ou, plus exactement, la domination des banques étrangères, il la fixe aux proportions suivantes : banques françaises, 55 % ; anglaises, 10 % ; allemandes, 35 %. Sur cette somme de 8 235 millions, 3 687 millions de capitaux actifs, soit plus de 40 %, reviennent, suivant les calculs de l'auteur, aux syndicats patronaux ci-après : « Prodougol », « Prodaméta<sup>186</sup> », syndicats du pétrole, de la métallurgie et des ciments. La fusion du capital bancaire et du capital industriel, grâce à la formation des monopoles capitalistes, a donc fait de grands progrès également en Russie.

Le capital financier, concentré en quelques mains et exerçant un monopole de fait, prélève des bénéfices énormes et toujours croissants sur la constitution de firmes, les émissions de valeurs, les emprunts d'Etat, etc., affermissant la domination des oligarchies financières et frappant la société tout entière d'un tribut au profit des monopolistes. Voici, pris entre mille, un exemple, cité par Hilferding, des « procédés de gestion » des trusts américains : en 1887, M. Havemeyer fondait le trust du sucre par la fusion de quinze petites sociétés, dont le capital s'élevait à un total de 6,5 millions de dollars. Convenablement « coupé d'eau », selon l'expression américaine, le capital du trust fut évalué à 50 millions de dollars. Cette « recapitalisation » tenait compte des futurs profits du monopole, de même que le trust de l'acier — toujours en Amérique — tient compte des futurs profits du monopole en achetant le plus possible de gisements de minerai. Et, effectivement, le trust du sucre a imposé ses prix de monopole ; ce qui lui procura un bénéfice tel qu'il put payer 10 % de dividendes au capital *sept fois* « coupé d'eau », soit *presque 70 % au capital effectivement versé lors de la fondation du trust* ! En 1909, le capital de ce trust s'élevait à 90 millions de dollars. En vingt-deux ans, il avait plus que décuplé.

En France, le règne de l'« oligarchie financière » (*Contre l'oligarchie financière en France*, titre du fameux livre de Lysis, dont la cinquième édition a paru en 1908) a revêtu une forme à peine différente. Les quatre plus grosses banques jouissent d'un « monopole », non pas relatif, mais « absolu », de l'émission des valeurs. Pratiquement, c'est un « trust des grandes banques ». Et le monopole qu'il exerce assure des bénéfices exorbitants, lors des émissions. Le pays contractant un emprunt ne reçoit généralement pas plus de 90 % du montant de ce dernier ; 10 % reviennent aux banques et aux autres intermédiaires. Le bénéfice des banques sur l'emprunt russo-chinois de 400 millions de francs s'est élevé à 8 % ; sur l'emprunt russe de 800 millions (1904), à 10 % ; sur l'emprunt marocain de 62 500 000 francs (1904), à 18,75 %. Le capitalisme, qui a inauguré son développement par l'usure en petit, l'achève par l'usure en grand. « Les Français, dit Lysis, sont les usuriers de l'Europe. » Toutes les conditions de la vie économique sont profondément modifiées par cette transformation du capitalisme. Même lorsque la population est stagnante, que l'industrie, le commerce et les transports maritimes sont frappés de marasme, le « pays » peut s'enrichir par l'usure. « Cinquante personnes représentant un capital de 8 millions de francs peuvent disposer de *deux milliards* placés dans quatre banques. » Le système des « participations », que nous connaissons déjà, amène au même résultat : la « Société Générale », une des banques les plus puissantes, émet 64 000 obligations d'une filiale, les « Raffineries d'Egypte ». Le cours de l'émission étant à 150 %, la banque gagne 50 centimes du franc. Les dividendes de cette société se sont révélés fictifs, le « public » a perdu de 90 à 100 millions de francs. « Un des directeurs de la « Société Générale » faisait partie du Conseil d'administration des « Raffineries d'Egypte ». Rien d'étonnant si l'auteur est obligé de conclure : « La République française est une monarchie financière » ; « l'omnipotence de nos grandes banques est absolue ; elles entraînent dans leur sillage le gouvernement, la presse. » [*Lysis : Contre l'oligarchie financière en France, Paris 1908, 5<sup>e</sup> édition, pp. 11, 12, 26, 39, 40, 48.*]

La rentabilité exceptionnelle de l'émission des valeurs, une des principales opérations du capital financier, joue un rôle très important dans le développement et l'affermissement de l'oligarchie financière : « Il n'y a pas, dans tout le pays, une seule affaire qui donne, fût-ce approximativement, des bénéfices aussi élevés que la médiation pour le placement d'un emprunt étranger », dit la revue allemande *Die Bank*. [*Die Bank, 1913, n° 7, p. 630.*] Il n'est pas une seule opération bancaire qui procure des bénéfices aussi élevés que les émissions. » D'après *l'Economiste allemand*, les bénéfices réalisés sur l'émission de valeurs industrielles ont été, en moyenne :

en 1895, 38,6 %
1896, 36,1 %
1897, 66,7 %
1898, 67,7 %
1899, 66,9 %
1900, 55,2 %

« En dix ans, de 1891 à 1900, l'émission des valeurs industrielles allemandes a fait « gagner » plus d'un milliard. » [Stillich, *ouvr. cité*, p. 143 et W. Sombart : *Die deutsche Volkswirtschaft im 19. Jahrhundert*, 2e édit, 1909, p. 526, Annexe 8.]

Si, dans les périodes d'essor industriel, les bénéfices du capital financier sont démesurés, en période de dépression les petites entreprises et les entreprises précaires périclitent, et les grandes banques « participent » soit à leur achat à vil prix, soit à de profitables « assainissements » et « réorganisations ». Dans l'« assainissement » des entreprises déficitaires, « le capital-actions est abaissé », c'est-à-dire que les bénéfices sont répartis sur un montant moindre du capital, et calculés par la suite en conséquence. Ou encore, si les revenus sont tombés à zéro, on fait appel à un nouveau capital ; celui-ci, associé à l'ancien qui est de moindre rapport, devient dès lors suffisamment rentable. Remarquons en passant, ajoute Hilferding, que tous ces assainissements et réorganisations ont pour les banques une double importance : c'est d'abord une opération fructueuse et, ensuite, une occasion de prendre en tutelle ces sociétés embarrassées. » [Hilferding : *Le capital financier*, p. 172.]

Un exemple. La société anonyme minière « Union », de Dortmund, fondée en 1872, au capital-actions de 40 millions de marks environ, vit le cours de ses actions s'élever à 170 % après qu'elle eut payé dans sa première année 12 % de dividendes. Le capital financier en fit son beurre, gagnant la bagatelle de quelque 28 millions de marks. Lors de la fondation de cette société, le rôle principal était revenu à la « Disconto-Gesellschaft », cette même grosse banque allemande qui a réussi à porter son capital à 300 millions de marks. Ensuite, les dividendes de l'« Union » tombèrent à zéro. Les actionnaires durent consentir à passer une partie des capitaux par « profits et pertes », c'est-à-dire à en sacrifier une partie pour ne pas perdre le tout. Et c'est ainsi que, par une série d'« assainissements », plus de 73 millions de marks ont disparu, en trente ans, des registres de l'« Union ». « A l'heure actuelle, les actionnaires fondateurs de cette société n'en ont en mains que 5 % de la valeur nominale de leurs titres » [Stillich, *ouvr. cité*, p. 138 et Liefmann, p. 51.], mais les banques n'ont cessé de « gagner » à chaque « assainissement ».

La spéculation sur les terrains situés aux environs des grandes villes en plein développement est aussi une opération extrêmement lucrative pour le capital financier. Le monopole des banques fusionne ici avec celui de la rente foncière et celui des voies de communication, car la montée du prix des terrains, la possibilité de les vendre avantageusement par lots, etc., dépendent surtout de la commodité des communications avec le centre de la ville, et ces communications sont précisément aux mains des grandes compagnies liées à ces mêmes banques par le système de participations et la répartition des postes directoriaux. Il se produit ce que l'auteur allemand L. Eschwege, collaborateur de la revue *Die Bank*, qui a spécialement étudié les opérations de vente de terrains, les hypothèques foncières, etc., a appelé le « marais » : la spéculation effrénée sur les terrains suburbains, les faillites des entreprises de construction telles que la « Boswau et Knauer » de Berlin, qui avait récolté jusqu'à 100 millions de marks par l'intermédiaire de l'« importante et respectable » « Deutsche Bank », laquelle, s'en tenant bien entendu au système des « participations », c'est-à-dire agissant en secret, dans l'ombre, s'est tirée d'affaire en perdant « seulement » 12 millions de marks ; ensuite, la ruine des petits propriétaires et des ouvriers que les firmes de construction factices laissent impayés ; les tripotages avec la « loyale » police et l'administration berlinoises pour avoir la haute main sur la délivrance par la municipalité des renseignements concernant les terrains et des autorisations de construire, etc., etc. [Bank, 1913, p. 952, L. Eschwege : *Der Sumpf* ; *ibid.*, 1912, n° 1, pp. 223 et suivantes.]

Les « mœurs américaines », au sujet desquelles les professeurs européens et les bourgeois bien pensants lèvent si hypocritement les yeux au ciel, sont devenues, à l'époque du capital financier, celles de toute grande ville dans n'importe quel pays.

On parlait à Berlin, au début de 1914, de la constitution prochaine d'un « trust des transports », c'est-à-dire d'une « communauté d'intérêts » de trois entreprises berlinoises de transports : Chemin de fer électrique urbain, Société des tramways et Société des omnibus. « Que pareille intention existât, écrivait *Die Bank*, nous le savions depuis qu'il est connu que la majorité des actions de la Société des omnibus a été acquise par deux autres sociétés de transports... On ne saurait suspecter la bonne foi des instigateurs de ces projets qui espèrent, par une régularisation unifiée des transports, réaliser des économies, dont une partie pourrait finalement profiter au public. Mais la question se complique du fait que, derrière le trust en formation, il y a des banques qui, si elles le veulent, peuvent subordonner les moyens de communication dont elles auront le monopole aux intérêts de leur commerce de terrains. Pour se convaincre combien une telle supposition est naturelle, il suffit de se rappeler que, dès la fondation de la Société du chemin de fer électrique urbain, les intérêts de la grande banque qui la patronnait s'y sont trouvés mêlés. Savoir : les intérêts de cette entreprise de transports s'enchevêtraient avec les intérêts du trafic des terrains. En effet, la ligne est de ce chemin de fer devait desservir des terrains que la

banque, une fois la construction de la ligne assurée, revendit avec un énorme bénéfice pour elle-même et pour quelques participants »... [*« Verkehrsstrust », Die Bank, 1914, I, p. 89.*]

Le monopole, quand il s'est formé et brasse des milliards, pénètre impérieusement dans *tous* les domaines de la vie sociale, indépendamment du régime politique et de toutes autres « contingences ». La littérature économique allemande a l'habitude de louer servilement l'intégrité des fonctionnaires prussiens, non sans faire allusion au Panama français et à la corruption politique américaine. Mais la vérité est que *même* les publications bourgeoises consacrées aux affaires bancaires de l'Allemagne sont constamment obligées de déborder le domaine des opérations purement bancaires et de parler, par exemple, de « l'attraction exercée par les banques » sur les fonctionnaires qui, de plus en plus fréquemment, passent au service de ces dernières : « où en est l'intégrité du fonctionnaire d'Etat qui aspire, dans son for intérieur, à une petite place de tout repos à la Behrenstrasse ? » (rue de Berlin où se trouve le siège de la « Deutsche Bank »). [*« Der Zug zur Bank », Die Bank, 1909, I, p. 79.*] L'éditeur de *Die Bank*, Alfred Lansburgh, écrivait en 1909 un article : « La signification économique du byzantinisme », traitant notamment du voyage de Guillaume II en Palestine et « de sa conséquence immédiate, le chemin de fer de Bagdad, cette fatale « grande œuvre de l'esprit d'entreprise allemand », qui a plus fait pour l'« encerclement » que tous nos péchés politiques pris ensemble. [*Ibid., p. 301.*] » (il faut entendre par encerclement la politique d'Edouard VII, tendant à isoler l'Allemagne dans le cercle d'une alliance impérialiste anti-allemande). En 1911, le collaborateur déjà mentionné de cette revue, Eschwege, publiait un article intitulé : « La ploutocratie et les fonctionnaires », dans lequel il dévoilait, entre autres, le cas du fonctionnaire allemand Völker, qui se signala par son énergie au sein de la commission des cartels, mais qui, au bout de quelque temps, se trouva être détenteur d'une petite place lucrative dans le plus grand des cartels, le Syndicat de l'acier. Des cas analogues, qui ne sont point un effet du hasard, obligeaient l'écrivain bourgeois à reconnaître que « la liberté économique garantie par la Constitution allemande, n'est plus, dans bien des domaines, qu'une phrase vide de sens » et que, la domination de la ploutocratie une fois établie, « même la liberté politique la plus large ne peut empêcher que nous ne devenions un peuple d'hommes privés de liberté ». [*« Der Zug zur Bank », Die Bank, 1911, II, p. 825 ; 1913, II, p. 962.*]

Pour ce qui est de la Russie, nous nous bornerons à un seul exemple. Il y a quelques années, une nouvelle a fait le tour de la presse, annonçant que Davydov, directeur de la chancellerie du crédit, abandonnait son poste d'Etat pour entrer au service d'une grande banque ; celle-ci lui accordait des émoluments qui, d'après le contrat, devaient en quelques années se monter à plus d'un million de roubles. La chancellerie du crédit est une institution dont la tâche est de « coordonner l'activité de tous les établissements de crédit de l'Etat », et qui accorde aux banques de la capitale des subventions allant de 800 à 1 000 millions de roubles. [*E. Agahd, p. 202.*]

Le propre du capitalisme est, en règle générale, de séparer la propriété du capital de son application à la production ; de séparer le capital-argent du capital industriel ou productif ; de séparer le rentier, qui ne vit que du revenu qu'il tire du capital-argent, de l'industriel, ainsi que de tous ceux qui participent directement à la gestion des capitaux. L'impérialisme, ou la domination du capital financier, est ce stade suprême du capitalisme où cette séparation atteint de vastes proportions. La suprématie du capital financier sur toutes les autres formes du capital signifie l'hégémonie du rentier et de l'oligarchie financière ; elle signifie une situation privilégiée pour un petit nombre d'Etats financièrement « puissants », par rapport à tous les autres. On peut juger de l'échelle de ce processus par la statistique des émissions, c'est-à-dire de la mise en circulation de valeurs de toute sorte.

Dans le *Bulletin de l'Institut international de statistique*, A. Neymarck [*Bulletin de l'Institut international de statistique, t. XIX, livre II, La Haye 1912. Les données sur les petits Etats (2e colonne) sont celles de 1902, augmentées de 20 %.*] a publié sur les émissions de valeurs dans le monde entier des données très étendues, complètes, susceptibles d'être comparées, et maintes fois reproduites par la suite fragmentairement dans les publications économiques. Voici les chiffres pour les quarante dernières années :

<i>Total des émissions en milliards de francs par dizaines d'années</i>	
1871-1880	76,1
1881-1890	64,5
1891-1900	100,4
1901-1910	197,8

Entre 1870 et 1880, la somme des émissions a augmenté dans le monde entier à la suite, notamment, des emprunts, conséquence de la guerre franco-prussienne et de la « Cründerzeit » qui la suivit en Allemagne. D'une façon générale, pendant les trente dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, les émissions n'augmentent relativement pas très vite. Mais, au cours des dix premières années du XX<sup>e</sup> siècle, la progression est énorme, près de 100 % en dix ans. Le début du XX<sup>e</sup> siècle marque donc un tournant en ce qui concerne non seulement l'extension des monopoles (cartels, syndicats, trusts), ce dont nous avons déjà parlé, mais aussi en ce qui concerne le développement du capital financier.

Neymarck évalue à environ 815 milliards de francs le total des valeurs émises dans le monde entier en 1910. Défalcation faite, approximativement, des sommes répétées, il abaisse ce total à 575 ou 600 milliards, qui se répartissent comme suit entre les différents pays (le montant étant supposé égal à 600 milliards) :

<i>Montant des valeurs en 1910 (en milliards de francs)</i>		
Angleterre	<b>142,0</b>	<b>Soit 479</b>
Etats-Unis	<b>132,0</b>	
France	<b>110,0</b>	
Allemagne	<b>95,0</b>	
Russie	31,0	
Autriche-Hongrie	24,0	
Italie	14,0	
Japon	12,0	
Hollande	12,5	
Belgique	7,5	
Espagne	7,5	
Suisse	6,25	
Danemark	3,75	
Suède, Norvège, Roumanie, etc.	2,5	
Total :	600,0	

Ces chiffres, on le voit immédiatement, mettent très nettement en évidence les quatre pays capitalistes les plus riches, qui disposent chacun d'environ 100 à 150 milliards de francs de valeurs. Deux de ces quatre pays — l'Angleterre et la France — sont les pays capitalistes les plus anciens et, ainsi que nous le verrons, les plus riches en colonies ; les deux autres — les Etats-Unis et l'Allemagne — sont les plus avancés par le développement rapide et le degré d'extension des monopoles capitalistes dans la production. Ensemble, ces quatre pays possèdent 479 milliards de francs, soit près de 80 % du capital financier mondial. Presque tout le reste du globe est, d'une manière ou d'une autre, débiteur et tributaire de ces pays, véritables banquiers internationaux, qui sont les quatre « piliers » du capital financier mondial.

Il importe d'examiner particulièrement le rôle que joue l'exportation des capitaux dans la création du réseau international de dépendances et de relations du capital financier.

#### **IV. L'EXPORTATION DES CAPITAUX**

Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des *marchandises*. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des *capitaux*.

Le capitalisme, c'est la production marchande à son plus haut degré de développement, où la force de travail elle-même devient marchandise. L'extension des échanges tant nationaux qu'internationaux, surtout, est un trait distinctif caractéristique du capitalisme. Le développement inégal et par bonds des différentes entreprises, des différentes industries et des différents pays, est inévitable en régime capitaliste. Devenue capitaliste la première, et adoptant le libre-échange vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre prétendit au rôle d'« atelier du monde entier », de fournisseur en articles manufacturés de tous les pays, qui devaient, en échange, la ravitailler en matières premières. Mais ce monopole, l'Angleterre commença à le perdre dès le dernier quart de ce siècle.



D'autres pays, qui s'étaient défendus par des tarifs douaniers « protecteurs », devinrent à leur tour des Etats capitalistes indépendants.

Au seuil du XX<sup>e</sup> siècle, on vit se constituer un autre genre de monopoles : tout d'abord, des associations monopolistes capitalistes dans tous les pays à capitalisme évolué ; ensuite, la situation de monopole de quelques pays très riches, dans lesquels l'accumulation des capitaux atteignait d'immenses proportions. Il se constitua un énorme « excédent de capitaux » dans les pays avancés.

Certes, si le capitalisme pouvait développer l'agriculture qui, aujourd'hui, retarde partout terriblement sur l'industrie, s'il pouvait élever le niveau de vie des masses populaires qui, en dépit d'un progrès technique vertigineux, demeurent partout grevées par la sous-alimentation et l'indigence, il ne saurait être question d'un excédent de capitaux. Les critiques petits-bourgeois du capitalisme servent à tout propos cet « argument ». Mais alors le capitalisme ne serait pas le capitalisme, car l'inégalité de son développement et la sous-alimentation des masses sont les conditions et les prémisses fondamentales, inévitables, de ce mode de production. Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré, non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger, dans les pays sous-développés. Les profits y sont habituellement élevés, car les capitaux y sont peu nombreux, le prix de la terre relativement bas, les salaires de même, les matières premières bon marché. Les possibilités d'exportation de capitaux proviennent de ce qu'un certain nombre de pays attardés sont d'ores et déjà entraînés dans l'engrenage du capitalisme mondial, que de grandes lignes de chemins de fer y ont été construites ou sont en voie de construction, que les conditions élémentaires du développement industriel s'y trouvent réunies, etc. La nécessité de l'exportation des capitaux est due à la « maturité excessive » du capitalisme dans certains pays, où (l'agriculture étant arriérée et les masses misérables) les placements « avantageux » font défaut au capital.

Voici des données approximatives sur l'importance des capitaux placés à l'étranger par trois principaux pays. [Hobson : *Imperialism*, p. 58, Londres 1902 ; Riesser, *ouvr. cité*, pp. 395 et 404 ; P. Arndt, dans *Weltwirtschaftliches Archiv*, Bd. 7, 1916, S. 35 ; Neymarck dans le *Bulletin* ; Hilferding : *Das Finanzkapital*, p. 492 ; Lloyd George, discours prononcé le 4 mai 1915 à la Chambre des Communes (d'après le *Daily Telegraph* du 5 mai 1915) ; B. Harms : *Problème der Weltwirtschaft*, S. 235 et autres, Jena 1912 ; Dr. Siegmund Schilder : *Entwicklungstendenzen der Weltwirtschaft*, Berlin 1912, Bd. 1, S. 150 ; George Paish : « *Great Britain's Capital Investments, etc.* » dans le *Journal of the Royal Statistical Society*, vol. LXXIV, 1910-11, pp. 167 et suivantes ; Georges Diouritch : *L'expansion des banques allemandes à l'étranger, ses rapports avec le développement économique de l'Allemagne*, Paris 1909, p. 84.]

<b>Capitaux placés à l'étranger (en milliards de francs)</b>			
Années	Par l'Angleterre	Par la France	Par l'Allemagne
1862	3,6	-	-
1872	15	10 (1869)	-
1882	22	15 (1880)	?
1893	42	20 (1890)	?
1902	62	27-37	12,5
1914	75-100	60	44

On voit par là que l'exportation des capitaux n'atteignit un développement prodigieux qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. Avant la guerre, les capitaux investis à l'étranger par les trois principaux pays étaient de 175 à 200 milliards de francs. Au taux modeste de 5 %, ils devaient rapporter 8 à 10 milliards de francs par an. Base solide pour l'oppression et l'exploitation impérialiste de la plupart des pays et des peuples du monde, pour le parasitisme capitaliste d'une poignée d'Etats opulents !

Comment se répartissent entre les différents pays ces capitaux placés à l'étranger ? Où vont-ils ? A cette question on ne peut donner qu'une réponse approximative, qui est pourtant de nature à mettre en lumière certains rapports et liens généraux de l'impérialisme moderne.

<i>Continents entre lesquels sont répartis (approximativement) les capitaux exportés (aux environs de 1910)</i>	(En milliards de marks)			
	Par l'Angleterre	Par la France	Par l'Allemagne	<i>Total :</i>
Europe	4	23	18	45
Amérique	37	4	10	51
Asie, Afrique et Australie	29	8	7	44
<b><i>Total :</i></b>	70	35	35	140

Pour l'Angleterre, ce sont en premier lieu ses possessions coloniales, très grandes en Amérique également (le Canada, par exemple), sans parler de l'Asie, etc. Les immenses exportations de capitaux sont étroitement liées ici, avant tout, aux immenses colonies, dont nous dirons plus loin l'importance pour l'impérialisme. Il en va autrement pour la France. Ici, les capitaux placés à l'étranger le sont surtout en Europe et notamment en Russie (10 milliards de francs au moins). Il s'agit principalement de capitaux *de prêt*, d'emprunts d'Etat, et non de capitaux investis dans des entreprises industrielles. A la différence de l'impérialisme anglais, colonialiste, l'impérialisme français peut être qualifié d'usurateur. L'Allemagne offre une troisième variante : ses colonies sont peu considérables, et ses capitaux placés à l'étranger sont ceux qui se répartissent le plus également entre l'Europe et l'Amérique.

Les exportations de capitaux influent, en l'accéléralant puissamment, sur le développement du capitalisme dans les pays vers lesquels elles sont dirigées. Si donc ces exportations sont susceptibles, jusqu'à un certain point, d'amener un ralentissement dans l'évolution des pays exportateurs, ce ne peut être qu'en développant en profondeur et en étendue le capitalisme dans le monde entier.

Les pays exportateurs de capitaux ont presque toujours la possibilité d'obtenir certains « avantages », dont la nature fait la lumière sur l'originalité de l'époque du capital financier et des monopoles. Voici, par exemple, ce qu'on lisait, en octobre 1913, dans la revue berlinoise *Die Bank* :

« Une comédie digne d'un Aristophane se joue depuis peu sur le marché financier international. De nombreux Etats étrangers, de l'Espagne aux Balkans, de la Russie à l'Argentine, au Brésil et à la Chine présentent sur les grands marchés financiers, ouvertement ou sous le manteau, des demandes d'emprunts dont certaines sont extraordinairement pressantes. La situation aujourd'hui n'est guère favorable sur les marchés financiers et les perspectives politiques ne sont pas radieuses. Et cependant, aucun des marchés financiers n'ose refuser les emprunts étrangers, de crainte que le voisin ne le prévienne et ne consente l'emprunt, en s'assurant ainsi services pour services. Dans les transactions internationales de cette sorte, le prêteur, en effet, obtient presque toujours quelque chose : un avantage lors de la conclusion d'un traité de commerce, une base houillère, la construction d'un port, une grosse concession, une commande de canons. » [*Die Bank*, 1913, n° 2, pp. 1024-1025.]

Le capital financier a engendré les monopoles. Or, les monopoles introduisent partout leurs méthodes : l'utilisation des « relations » pour des transactions avantageuses se substitue, sur le marché public, à la concurrence. Rien de plus ordinaire que d'exiger, avant d'accorder un emprunt, qu'il soit affecté en partie à des achats de produits dans le pays prêteur, surtout à des commandes d'armements, de bateaux, etc. La France, au cours de ces vingt dernières années (1890-1910), a très souvent recouru à ce procédé. L'exportation des capitaux devient ainsi un moyen d'encourager l'exportation des marchandises. Les transactions entre des entreprises particulièrement importantes revêtent, dans ces circonstances, un caractère tel que, pour employer cet « euphémisme » de Schilder [*Schilder, ouvr. cité, pp. 346, 350, 371.*], « elles confinent à la corruption ». Krupp en Allemagne, Schneider en France, Armstrong en Angleterre nous offrent le modèle de ces firmes étroitement liées à des banques géantes et au gouvernement, et qu'il n'est pas facile d'y « passer outre » lors de la conclusion d'un emprunt.

La France, créditrice de la Russie, a « fait pression » sur elle lors du traité de commerce du 16 septembre 1905, en se faisant accorder certains avantages jusqu'en 1917. Elle fit de même à l'occasion du traité de commerce qu'elle signa avec le Japon le 19 août 1911. La guerre douanière entre l'Autriche et la Serbie, qui dura, sauf une interruption de sept mois, de 1906 à 1911, avait été provoquée en partie par la concurrence entre l'Autriche et la France quant au ravitaillement de la Serbie en matériel de guerre. En janvier 1912, Paul Deschanel déclarait à la Chambre que les firmes françaises avaient, de 1908 à 1911, fourni à la Serbie pour 45 millions de francs de matériel de guerre.

Un rapport du consul austro-hongrois à Sao-Paulo (Brésil) déclare : « la construction des chemins de fer brésiliens est réalisée principalement avec des capitaux français, belges, britanniques et allemands. Les pays intéressés s'assurent, au cours des opérations financières liées à la construction des voies ferrées, des commandes de matériaux de construction. »

Le capital financier jette ainsi ses filets au sens littéral du mot, pourrait-on dire, sur tous les pays du monde. Les banques qui se fondent dans les colonies et leurs succursales, jouent en l'occurrence un rôle important. Les impérialistes allemands considèrent avec envie les « vieux » pays colonisateurs qui, à cet égard, ont assuré leur avenir de façon particulièrement « avantageuse » : en 1904 l'Angleterre avait 50 banques coloniales avec 2 279 succursales (en 1910, elle en avait 72 avec 5 449 succursales) ; la France en avait 20 avec 136 succursales ; la Hollande, 16 avec 68 succursales, alors que l'Allemagne n'en avait « en tout et pour tout » que 13 avec 70 succursales. [Riesser, *ouvr. cité*, 4<sup>e</sup> édit, p. 375, et Diouritch, *ouvr. cité*, p. 283.] Les capitalistes américains jalourent, de leur côté, leurs confrères anglais et allemands : « En Amérique du Sud, écrivaient-ils, navrés, en 1915, cinq banques allemandes ont 40 succursales, et cinq banques anglaises en ont 70... L'Angleterre et l'Allemagne ont, au cours des vingt-cinq dernières années, investi en Argentine, au Brésil et en Uruguay environ 4 billions (milliards) de dollars, ce qui fait qu'ils bénéficient de 46 % de l'ensemble du commerce de ces trois pays. » [The Annals of the American Academy of Political and Social Science, vol. LIX, mai 1915, p. 301. Dans cette même publication, à la page 331, nous lisons que, dans la dernière livraison de la revue financière Statist, le fameux statisticien Paish estime la somme du capital exporté par l'Angleterre, l'Allemagne, la France, la Belgique et la Hollande à 40 milliards de dollars, soit 200 milliards de francs.]

Les pays exportateurs de capitaux se sont, au sens figuré du mot, partagé le monde. Mais le capital financier a conduit aussi au partage *direct* du globe.

#### V. LE PARTAGE DU MONDE ENTRE LES GROUPEMENTS CAPITALISTES

Les groupements de monopoles capitalistes — cartels, syndicats, trusts — se partagent tout d'abord le marché intérieur en s'assurant la possession, plus ou moins absolue, de toute la production de leur pays. Mais, en régime capitaliste, le marché intérieur est nécessairement lié au marché extérieur. Il y a longtemps que le capitalisme a créé le marché mondial. Et, au fur et à mesure que croissait l'exportation des capitaux et que s'étendaient, sous toutes les formes, les relations avec l'étranger et les colonies, ainsi que les « zones d'influence » des plus grands groupements monopolistes, les choses allaient « naturellement » vers une entente universelle de ces derniers, vers la formation de cartels internationaux. Ce nouveau degré de concentration du capital et de la production à l'échelle du monde entier est infiniment plus élevé que les précédents. Voyons comment se forme ce supermonopole.

L'industrie électrique caractérise mieux que toute autre les progrès modernes de la technique, le capitalisme *de la fin* du XIX<sup>e</sup> siècle et du commencement du XX<sup>e</sup>. Et elle s'est surtout développée dans les deux nouveaux pays capitalistes les plus avancés : les Etats-Unis et l'Allemagne. En Allemagne, la concentration dans ce domaine a été particulièrement accélérée par la crise de 1900. Les banques, déjà suffisamment liées à l'industrie à cette époque, précipitèrent et accentuèrent au plus haut point pendant cette crise la ruine des entreprises relativement peu importantes, et leur absorption par les grandes entreprises. « En refusant tout secours aux entreprises qui avaient précisément le plus grand besoin de capitaux, écrit Jeidels, les banques provoquèrent d'abord un essor prodigieux, puis la faillite lamentable des sociétés qui ne leur étaient pas assez étroitement rattachées. » [Jeidels, *ouvr. cité*, p. 232.] Résultat : après 1900, la concentration progressa à pas de géant. Jusqu'en 1900, il y avait eu dans l'industrie électrique 8 ou 7 « groupes » formés chacun de plusieurs sociétés (au total 28) et dont chacun était soutenu par des banques au nombre de 2 à 11. Vers 1908-1912, tous ces groupes avaient fusionné pour n'en former que deux, voire un. Voici comment :

<i>Groupements dans l'industrie électrique :</i>							
Jusqu'en 1900 :	Felten et Guillaume	Lahmeyer	Union A.E.G.	Siemens et Halske	Schuckert et C <sup>ie</sup>	Bergmann	Kummer
	Felten et Lahmeyer		A.E.G. (Soc. Gén. D'Electr.)	Siemens et Halske-Schuckert		Bergmann	Krach en 1900
	A.E.G. (Soc. Gén. D'Electr.)			Siemens et Halske-Schuckert			
	« Coopération » étroite depuis 1908						

La fameuse A.E.G. (Société Générale d'Electricité) contrôle au terme de ce développement 175 à 200 sociétés (selon le système des « participations ») et dispose au total d'un capital d'environ 1,5 milliard de marks. A elles seules, ses représentations directes à l'étranger sont au nombre de 34, dont 12 sociétés par actions, dans plus de 10 Etats. Dès 1904, les capitaux investis par l'industrie électrique allemande à l'étranger étaient évalués à 233 millions de marks, dont 62 millions en Russie. Inutile de dire que la « Société Générale d'Electricité » est une immense entreprise « combinée » (ses sociétés industrielles de fabrication sont à elles seules au nombre de 16), produisant les articles les plus variés, depuis les câbles et isolateurs jusqu'aux automobiles et aux appareils volants.

Mais la concentration en Europe a été aussi partie intégrante du processus de concentration en Amérique. Voici comment cela s'est fait :

*Etats-Unis :*

La Compagnie Thompson-Houston fonde pour l'Europe la firme	La Compagnie Edison fonde pour l'Europe la Société française Edison, qui transmet ses brevets à la firme allemande
General Electric C°	

*Allemagne :*

Société d'Electricité Union	Société Générale d'Electricité (A.E.G.)
Société Générale d'Electricité (A.E.G.)	

Ainsi se sont constituées *deux* « puissances » de l'industrie électrique. « Il n'existe pas au monde d'autres sociétés d'électricité qui en soient *entièrement* indépendantes », écrit Heinig dans son article « La voie du trust de l'électricité ». Quant au chiffre d'affaires et à l'importance des entreprises des deux « trusts », les chiffres suivants en donnent une idée, encore que très incomplète :

		Chiffres d'affaires (en millions de marks)	Nombre de personnes employées	Bénéfices nets (en millions de marks)
Amérique : «General Electric C°» (G.E.C.)	1907	252	28 000	35,4
	1911	298	32 000	45,6
Allemagne : «Société Générale d'Electricité» (A.E.G.)	1907	216	30 700	14,5
	1911	362	60 800	21,7

Et voilà qu'en 1907, entre les trusts américain et allemand, intervient un accord pour le partage du monde. La concurrence cesse entre eux. Le G.E.C. « reçoit » les Etats-Unis et le Canada ; l'A.E.G. « obtient » l'Allemagne, l'Autriche, la Russie, la Hollande, le Danemark, la Suisse, la Turquie, les Balkans. Des accords spéciaux, naturellement secrets, règlent l'activité des filiales, qui pénètrent dans de nouvelles branches de l'industrie et dans les pays « nouveaux » qui ne sont pas encore formellement inclus dans le partage. Il s'institue un échange d'expérience et d'inventions. [Riesser, *ouvr. cité* ; Diouritch, *ouvr. cité*, p. 239 ; Kurt Heinig, *article cité*.]

On conçoit toute la difficulté de la concurrence contre ce trust, pratiquement unique et mondial, qui dispose d'un capital de plusieurs milliards et a des « succursales », des représentations, des agences, des relations, etc., en tous les points du globe. Mais ce partage du globe entre deux trusts puissants n'exclut certes pas un *nouveau partage*, au cas où le rapport des forces viendrait à se modifier (par suite d'une inégalité dans le développement, de guerres, de faillites, etc.).

L'industrie du pétrole fournit un exemple édifiant d'une tentative de repartage de ce genre, de lutte pour ce nouveau partage.

« Le marché mondial du pétrole, écrivait en 1905 Jeidels, est, aujourd'hui encore, partagé entre deux grands groupes financiers : la « Standard Oil C° » de Rockefeller et les maîtres du pétrole russe de Bakou, Rothschild et Nobel. Les deux groupes sont étroitement liés ; mais, depuis plusieurs années, leur monopole est menacé par cinq ennemis » [*Jeidels, pp. 192-193.*] : 1) l'épuisement des ressources pétrolières américaines ; 2) la concurrence de la firme Mantachev de Bakou ; 3) les sources de pétrole d'Autriche et 4) celles de Roumanie ; 5) les sources de pétrole d'outre-océan, notamment dans les colonies hollandaises (les firmes richissimes Samuel et Shell, liées également au capital anglais). Les trois derniers groupes d'entreprises sont liés aux grandes banques allemandes, la puissante « Deutsche Bank » en tête. Ces banques ont développé systématiquement et de façon autonome l'industrie du pétrole, par exemple en Roumanie, pour avoir « leur propre » point d'appui. En 1907, la somme des capitaux étrangers investis dans l'industrie roumaine du pétrole se montait à 185 millions de francs, dont 74 millions de provenance allemande. [*Diouritch, ouvr. cité, pp. 245-246.*]

On vit alors débiter ce qu'on appelle, dans la littérature économique, une lutte pour le « partage du monde ». D'une part, la « Standard Oil » de Rockefeller, voulant *tout* avoir, fonda en Hollande *même* une société filiale, accaparant les sources pétrolifères des Indes néerlandaises et cherchant ainsi à atteindre son ennemi principal, le trust hollando-britannique de la « Shell ». De leur côté, la « Deutsche Bank » et les autres banques berlinoises cherchèrent à « garder » la Roumanie et à l'associer à la Russie contre Rockefeller. Ce dernier disposait de capitaux infiniment supérieurs et d'une excellente organisation pour le transport du pétrole et sa livraison aux consommateurs. La lutte devait se terminer, et elle se termina effectivement en 1907, par la défaite totale de la « Deutsche Bank », qui se trouva placée devant l'alternative de liquider ses « intérêts pétroliers » en perdant des millions, ou de se soumettre. C'est cette dernière solution qui l'emporta ; il fut conclu avec la « Standard Oil » un contrat fort désavantageux pour la « Deutsche Bank » par lequel cette dernière s'engageait à « ne rien entreprendre qui pût nuire aux intérêts américains » ; toutefois, une clause prévoyait l'annulation du contrat au cas où l'Allemagne introduirait, par voie législative, le monopole d'Etat sur le pétrole.

Alors commence la « comédie du pétrole ». Un des rois de la finance allemande, von Gwinner, directeur de la « Deutsche Bank », déclenche, par l'intermédiaire de son secrétaire privé Stauss, une campagne *pour* le monopole des pétroles. L'appareil formidable de la grande banque berlinoise, avec ses vastes « relations », est mis en branle ; la presse, délirante, déborde de clameurs « patriotiques » contre le « joug » du trust américain et, le 15 mars 1911, le Reichstag adopte, presque à l'unanimité, une motion invitant le gouvernement à présenter un projet de monopole pour le pétrole. Le gouvernement se saisit de cette idée « populaire », et la « Deutsche Bank », qui voulait duper son associé américain et améliorer sa situation à l'aide du monopole d'Etat, paraissait gagner la partie. Déjà les magnats allemands du pétrole escomptaient des bénéfices fabuleux, qui devaient ne le céder en rien à ceux des sucriers russes... Mais, premièrement, les grandes banques allemandes se brouillèrent au sujet du partage du butin, et la « Disconto-Gesellschaft » dévoila les visées intéressées de la « Deutsche Bank » ; ensuite, le gouvernement eut peur à l'idée d'engager la lutte avec Rockefeller, car il était fort douteux que l'Allemagne pût réussir à se procurer du pétrole en dehors de ce dernier (la production roumaine étant peu importante). Enfin (1913), le crédit d'un milliard destiné aux préparatifs de guerre de l'Allemagne fut accordé et le projet de monopole se trouva reporté. La « Standard Oil » de Rockefeller sortait momentanément victorieuse de la lutte.

La revue berlinoise *Die Bank* disait à ce propos que l'Allemagne ne pourrait combattre la « Standard Oil » qu'en instituant le monopole du courant électrique et en transformant la force hydraulique en électricité à bon marché. Mais, ajoutait l'auteur de l'article, « le monopole de l'électricité viendra au moment où les producteurs en auront besoin, c'est-à-dire quand l'industrie électrique sera au seuil d'une nouvelle grande faillite ; quand les gigantesques centrales électriques si coûteuses, construites partout aujourd'hui par les « consortiums » privés de l'industrie électrique et pour lesquelles ces « consortiums » se voient dès maintenant attribuer certains monopoles par les villes, les Etats, etc., ne pourront plus travailler dans des conditions profitables. Dès lors il faudra avoir recours aux forces hydrauliques. Mais on ne pourra pas les transformer aux frais de l'Etat en électricité à bon marché : il faudra une fois de plus les remettre à un « monopole privé contrôlé par l'Etat », l'industrie privée ayant déjà conclu une série de marchés et s'étant réservé d'importants privilèges... Il en fut ainsi du monopole des potasses ; il en est ainsi de celui du pétrole ; il en sera de même du monopole de l'électricité. Nos socialistes d'Etat, qui se laissent aveugler par de beaux principes, devraient enfin comprendre qu'en Allemagne les monopoles n'ont jamais eu pour but ni pour résultat d'avantager les consommateurs, ou même de laisser à l'Etat une partie des bénéfices de l'entreprise, mais qu'ils ont toujours servi à assainir, aux frais de l'Etat, l'industrie privée dont la faillite est imminente. » [*Die Bank, 1912, n° 1, p. 1036 ; 1912, n° 2, p. 629 ; 1913, n° 1, p. 388.*]

Voilà les aveux précieux que sont obligés de faire les économistes bourgeois d'Allemagne. Ils montrent nettement que les monopoles privés et les monopoles d'Etat s'interpénètrent à l'époque du capital financier, les uns et les autres n'étant que des chaînons de la lutte impérialiste entre les plus grands monopoles pour le partage du monde.

Dans la marine marchande, le développement prodigieux de la concentration a également abouti au partage du monde. En Allemagne, on voit au premier plan deux puissantes sociétés, la « Hamburg-America » et la « Nord-Deutsche Lloyd », ayant chacune un capital de 200 millions de marks (actions et obligations) et possédant des bateaux à vapeur d'une valeur de 185 à 189 millions de marks. D'autre part, en Amérique, le 1<sup>er</sup> janvier 1903, s'est formé le trust dit de Morgan, la « Compagnie Internationale du commerce maritime », qui réunit neuf compagnies de navigation américaines et anglaises et dispose d'un capital de 120 millions de dollars (480 millions de marks). Dès 1903, les colosses allemands et ce trust anglo-américain concluaient un accord pour le partage du monde, en relation avec le partage des bénéfices. Les sociétés allemandes renonçaient à concurrencer leur rival dans les transports entre l'Angleterre et l'Amérique. On avait précisé à qui serait « attribué » tel ou tel port, on avait créé un comité mixte de contrôle, etc. Le contrat était conclu pour vingt ans, avec cette prudente réserve qu'il serait frappé de nullité en cas de guerre. [Riesser, *ouvr. cité*, p. 125.]

Extrêmement édifiante aussi est l'histoire de la création du cartel international du rail. C'est en 1884, au moment d'une grave dépression industrielle, que les usines de rails anglaises, belges et allemandes firent une première tentative pour constituer ce cartel. Elles s'entendirent pour ne pas concurrencer sur le marché intérieur les pays touchés par l'accord, et se partagèrent le marché extérieur comme suit : Angleterre, 66 % ; Allemagne, 27 % ; Belgique, 7 %. L'Inde fut attribuée entièrement à l'Angleterre. Une firme anglaise étant restée en dehors du cartel, il y eut contre elle une lutte commune, dont les frais furent couverts par un pourcentage prélevé sur le total des ventes effectuées. Mais, en 1886, lorsque deux firmes anglaises sortirent du cartel, celui-ci s'effondra. Fait caractéristique : l'entente ne put se réaliser dans les périodes ultérieures d'essor industriel. Au début de 1904, un syndicat de l'acier est fondé en Allemagne. En novembre 1904, le cartel international du rail est reconstitué comme suit : Angleterre, 53,5 % ; Allemagne, 28,83 % ; Belgique, 17,67 %. La France y adhéra par la suite avec respectivement 4,8 %, 5,8 % et 6,4 % pour la première, la deuxième et la troisième année, au-delà de 100 %, soit pour un total de 104,8 %, etc. En 1905, la « Steel Corporation » américaine y adhéra à son tour, puis l'Autriche et l'Espagne. « A l'heure actuelle, écrivait Vogelstein en 1910, le partage du monde est achevé, et les grands consommateurs, les chemins de fer d'Etat en premier lieu, peuvent, puisque le monde est déjà partagé et qu'on n'a pas tenu compte de leurs intérêts, habiter comme le poète dans les cieus de Jupiter. » [Vogelstein : *Organisationstormen*, p. 100.]

Mentionnons encore le syndicat international du zinc, fondé en 1909, qui partagea exactement le volume de la production entre cinq groupes d'usines : allemandes, belges, françaises, espagnoles, anglaises ; puis le trust international des poudres, dont Liefmann dit que c'est « une étroite alliance, parfaitement moderne, entre toutes les fabriques allemandes d'explosifs, qui se sont en quelque sorte partagé le monde entier avec les fabriques françaises et américaines de dynamite, organisées de la même manière ». [Liefmann : *Kartelle und Trusts*, 2<sup>e</sup> édition, p. 161.] Au total, Liefmann dénombrait en 1897 près de quarante cartels internationaux auxquels participait l'Allemagne, et, vers 1910, environ une centaine.

Certains auteurs bourgeois (auxquels vient de se joindre K. Kautsky, qui a complètement renié sa position marxiste, celle de 1909 par exemple) ont exprimé l'opinion que les cartels internationaux, une des expressions les plus accusées de l'internationalisation du capital, permettaient d'espérer que la paix régnerait entre les peuples en régime capitaliste. Du point de vue de la théorie, cette opinion est tout à fait absurde ; et du point de vue pratique, c'est un sophisme et un mode de défense malhonnête du pire opportunisme. Les cartels internationaux montrent à quel point se sont développés aujourd'hui les monopoles capitalistes, et *quel est l'objet* de la lutte entre les groupements capitalistes. Ce dernier point est essentiel ; lui seul nous révèle le sens historique et économique des événements, car les *formes* de la lutte peuvent changer et changent constamment pour des raisons diverses, relativement temporaires et particulières, alors que *l'essence* de la lutte, son *contenu* de classe, ne *saurait* vraiment changer tant que les classes existent. On comprend qu'il soit de l'intérêt de la bourgeoisie allemande, par exemple, à laquelle s'est en somme rallié Kautsky dans ses développements théoriques (nous y reviendrons plus loin), de camoufler le *contenu* de la lutte économique actuelle (le partage du monde) et de souligner tantôt une, tantôt une autre *forme* de cette lutte. Kautsky commet la même erreur. Et il ne s'agit évidemment pas de la bourgeoisie allemande, mais de la bourgeoisie universelle. Si les capitalistes se partagent le monde, ce n'est pas en raison de leur scélératesse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices ; et ils le partagent « proportionnellement aux capitaux », « selon les forces de chacun », car il ne saurait y avoir d'autre mode de partage en régime de production marchande et de capitalisme. Or, les forces changent avec le développement économique et politique ; pour l'intelligence des événements, il faut savoir quels problèmes sont résolus par le changement du rapport des forces ; quant à savoir si ces changements sont « purement » économiques ou extra-économiques (par exemple, militaires), c'est là une question secondaire qui ne peut modifier en rien le point de vue fondamental sur l'époque moderne du capitalisme. Substituer à la question du *contenu* des luttes et des transactions entre les groupements capitalistes la question de la forme de ces luttes et de ces transactions

(aujourd'hui pacifique, demain non pacifique, après-demain de nouveau non pacifique), c'est s'abaisser au rôle de sophiste.

L'époque du capitalisme moderne nous montre qu'il s'établit entre les groupements capitalistes certains rapports basés sur le partage économique du monde et que, parallèlement et conséquemment, il s'établit entre les groupements politiques, entre les Etats, des rapports basés sur le partage territorial du monde, sur la lutte pour les colonies, la « lutte pour les territoires économiques ».

## VI. LE PARTAGE DU MONDE ENTRE LES GRANDES PUISSANCES

Dans son livre : *L'extension territoriale des colonies européennes*, le géographe A. Supan [*A. Supan : Die territoriale Entwicklung der europäischen Kolonien, 1906, p. 254.*] donne un rapide résumé de cette extension pour la fin du XIX<sup>e</sup> siècle :

<i>Pourcentage des territoires appartenant aux puissances colonisatrices européennes (plus les Etats-Unis)</i>			
	1876	1900	Différence
Afrique	10,8 %	90,4 %	+ 79,6 %
Polynésie	56,8 %	98,9 %	+ 42,1 %
Asie	51,5 %	56,6 %	+ 5,1 %
Australie	100,0 %	100,0 %	—
Amérique	27,5 %	27,2 %	- 0,3%

« Le trait caractéristique de cette période, conclut-il, c'est donc le partage de l'Afrique et de la Polynésie. » Comme il n'y a plus, en Asie et en Amérique, de territoires inoccupés, c'est-à-dire n'appartenant à aucun Etat, il faut amplifier la conclusion de Supan et dire que le trait caractéristique de la période envisagée, c'est le partage définitif du globe, définitif non en ce sens qu'un *nouveau partage* est impossible, — de nouveaux partages étant au contraire possibles et inévitables, — mais en ce sens que la politique coloniale des pays capitalistes en a *terminé* avec la conquête des territoires inoccupés de notre planète. Pour la première fois, le monde se trouve entièrement partagé, si bien qu'à l'avenir il pourra *uniquement* être question de nouveaux partages, c'est-à-dire du passage d'un « possesseur » à un autre, et non de la « prise de possession » de territoires sans maître.

Nous traversons donc une époque originale de la politique coloniale mondiale, étroitement liée à l'« étape la plus récente du développement capitaliste », celle du capital financier. Aussi importe-t-il avant tout de se livrer à une étude approfondie des données de fait, pour bien comprendre la situation actuelle et ce qui distingue cette époque des précédentes. Tout d'abord, deux questions pratiques : y a-t-il accentuation de la politique coloniale, aggravation de la lutte pour les colonies, précisément à l'époque du capital financier ? et de quelle façon exacte le monde est-il actuellement partagé sous ce rapport ? Dans son *Histoire de la colonisation* [Henry C. Morris : *The History of colonization, New York 1900, vol. II, p. 88 ; vol. I, p. 419 ; vol. II, p. 304.*], l'auteur américain Morris tente de comparer les chiffres relatifs à l'étendue de possessions coloniales de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne aux diverses périodes du XIX<sup>e</sup> siècle. Voici, en abrégé, les résultats qu'il obtient :

Années	<i>Possessions coloniales</i>					
	Angleterre		France		Allemagne	
	Superficie (en millions de milles carrés)	Population (en millions)	Superficie (en millions de milles carrés)	Population (en millions)	Superficie (en millions de milles carrés)	Population (en millions)
1815-1830	?	126,4	0,02	0,5	-	-
1860	2,5	145,1	0,2	3,4	-	-
1880	7,7	267,9	0,7	7,5	-	-
1899	9,3	309,0	3,7	56,4	1,0	14,7

Pour l'Angleterre, la période d'accentuation prodigieuse des conquêtes coloniales se situe entre 1860 et 1890, et elle est très intense encore dans les vingt dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle. Pour la France et l'Allemagne, c'est surtout ces vingt années qui comptent. On a vu plus haut que le capitalisme prémonopoliste, le capitalisme où prédomine la libre concurrence, atteint la limite de son développement entre 1860 et 1880 ; or, l'on voit maintenant que *c'est précisément au lendemain de cette période* que commence l'« essor » prodigieux des conquêtes coloniales, que la lutte pour le partage territorial du monde devient infiniment âpre. Il est donc hors de doute que le passage du capitalisme à son stade monopoliste, au capital financier, est *lié* à l'aggravation de la lutte pour le partage du monde.

Dans son ouvrage sur l'impérialisme, Hobson distingue la période 1884-1900 comme celle d'une intense « expansion » des principaux Etats européens. D'après ses calculs, l'Angleterre a acquis, pendant cette période, un territoire de 3,7 millions de miles carrés, avec une population de 51 millions d'habitants ; la France, 3,6 millions de miles carrés avec 36,5 millions d'habitants ; l'Allemagne, un million de miles carrés avec 14,7 millions d'habitants ; la Belgique, 900 000 miles carrés avec 30 millions d'habitants ; le Portugal, 800 000 miles carrés avec 9 millions d'habitants. La chasse aux colonies menée par tous les Etats capitalistes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et surtout après 1880, est un fait universellement connu dans l'histoire de la diplomatie et de la politique extérieure.

A l'apogée de la libre concurrence en Angleterre, entre 1840 et 1870, les dirigeants politiques bourgeois du pays étaient *contre* la politique coloniale, considérant l'émancipation des colonies, leur détachement complet de l'Angleterre, comme une chose utile et inévitable. Dans un article sur « l'Impérialisme britannique contemporain », [*Die Neue Zeit, XVIe année, n° 1, 1898, p. 302.*] publié en 1898, M. Berr indique qu'un homme d'Etat anglais aussi enclin, pour ne pas dire plus, à pratiquer une politique impérialiste, que Disraeli, déclarait en 1852 : « Les colonies sont des meules pendues à notre cou. » Mais à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les hommes du jour en Grande-Bretagne étaient Cecil Rhodes et Joseph Chamberlain, qui prêchaient ouvertement l'impérialisme et en appliquaient la politique avec le plus grand cynisme !

Il n'est pas sans intérêt de constater que, dès cette époque, ces dirigeants politiques de la bourgeoisie anglaise voyaient nettement le rapport entre les racines pour ainsi dire purement économiques et les racines sociales et politiques de l'impérialisme contemporain. Chamberlain prêchait l'impérialisme comme une « politique authentique, sage et économe », insistant surtout sur la concurrence que font à l'Angleterre sur le marché mondial l'Allemagne, l'Amérique et la Belgique. Le salut est dans les monopoles, disaient les capitalistes en fondant des cartels, des syndicats et des trusts. Le salut est dans les monopoles, reprenaient les chefs politiques de la bourgeoisie en se hâtant d'accaparer les parties du monde non encore partagées. Le journaliste Stead, ami intime de Cecil Rhodes, raconte que celui-ci lui disait en 1895, à propos de ses conceptions impérialistes : « J'étais hier dans l'East-End (quartier ouvrier de Londres), et j'ai assisté à une réunion de sans-travail. J'y ai entendu des discours forcenés. Ce n'était qu'un cri : Du pain ! Du pain ! Revivant toute la scène en rentrant chez moi, je me sentis encore plus convaincu qu'avant de l'importance de l'impérialisme... L'idée qui me tient le plus à cœur, c'est la solution du problème social, à savoir : pour sauver les quarante millions d'habitants du Royaume-Uni d'une guerre civile meurtrière, nous, les colonisateurs, devons conquérir des terres nouvelles afin d'y installer l'excédent de notre population, d'y trouver de nouveaux débouchés pour les produits de nos fabriques et de nos mines. L'Empire, ai-je toujours dit, est une question de ventre. Si vous voulez éviter la guerre civile, il vous faut devenir impérialistes. » [*Ibid., p. 304.*]

Ainsi parlait en 1895 Cecil Rhodes, millionnaire, roi de la finance, le principal fauteur de la guerre anglo-boer. Mais si sa défense de l'impérialisme est un peu grossière, cynique, elle ne se distingue pas, quant au fond, de la « théorie » de MM. Maslov, Südekum, Potressov, David, du fondateur du marxisme russe, etc., etc. Cecil Rhodes était tout simplement un social-chauvin un peu plus honnête...

Pour donner un tableau aussi précis que possible du partage territorial du monde et des changements survenus à cet égard pendant ces dernières dizaines d'années, nous profiterons des données fournies par Supan, dans l'ouvrage déjà cité, sur les possessions coloniales de toutes les puissances du monde. Supan considère les années 1876 et 1900. Nous prendrons comme termes de comparaison l'année 1876, fort heureusement choisie, car c'est vers cette époque que l'on peut, somme toute, considérer comme achevé le développement du capitalisme prémonopoliste en Europe occidentale, et l'année 1914, en remplaçant les chiffres de Supan par ceux, plus récents, des *Tableaux de géographie et de statistique* de Hübner. Supan n'étudie que les colonies ; nous croyons utile, pour que le tableau du partage du monde soit complet, d'y ajouter aussi des renseignements sommaires sur les pays non coloniaux et sur les pays semi-coloniaux, parmi lesquels nous rangeons la Perse, la Chine et la Turquie. A l'heure présente, la Perse est presque entièrement une colonie ; la Chine et la Turquie sont en voie de le devenir. Voici les résultats que nous obtenons :



<i>Possessions coloniales des grandes puissances (en millions de kilomètres carrés et en millions d'habitants)</i>	Colonies				Métropoles		Total :	
	1876		1914		1914		1914	
	km <sup>2</sup>	hab.	km <sup>2</sup>	hab.	km <sup>2</sup>	hab.	km <sup>2</sup>	hab.
<i>Angleterre</i>	22,5	251,9	33,5	393,5	0,3	46,5	33,8	440,0
<i>Russie</i>	17,0	15,9	17,4	33,2	5,4	136,2	22,8	169,4
<i>France</i>	0,9	6,0	10,6	55,5	0,5	39,6	11,1	95,1
<i>Allemagne</i>	—	—	2,9	12,3	0,5	64,9	3,4	77,2
<i>Etats-Unis</i>	—	—	0,3	9,7	9,4	97,0	9,7	106,7
<i>Japon</i>	—	—	0,3	19,2	0,4	53,0	0,7	72,2
<i>Total pour les 6 grandes puissances :</i>	40,4	273,8	65,0	523,4	16,5	437,2	81,5	960,6
<i>Colonies des autres puissances (Belgique, Hollande, etc.)</i>							9,9	45,3
<i>Semi-colonies (Perse, Chine, Turquie)</i>							14,5	361,2
<i>Autres pays</i>							28,0	289,9
<i>Ensemble du globe :</i>							133,9	1657,0

Ce tableau nous montre clairement qu'au seuil du XX<sup>e</sup> siècle, le partage du monde était « terminé ». Depuis 1876 les possessions coloniales se sont étendues dans des proportions gigantesques : elles sont passées de 40 à 65 millions de kilomètres carrés, c'est-à-dire qu'elles sont devenues une fois et demie plus importantes pour les six plus grandes puissances. L'augmentation est de 25 millions de kilomètres carrés, c'est-à-dire qu'elle dépasse de moitié la superficie des métropoles (16,5 millions). Trois puissances n'avaient en 1876 aucune colonie, et une quatrième, la France, n'en possédait presque pas. Vers 1914, ces quatre puissances ont acquis 14,1 millions de kilomètres carrés de colonies, soit une superficie près d'une fois et demie plus grande que celle de l'Europe, avec une population d'environ 100 millions d'habitants. L'inégalité de l'expansion coloniale est très grande. Si l'on compare, par exemple, la France, l'Allemagne et le Japon, pays dont la superficie et la population ne diffèrent pas très sensiblement, on constate que le premier de ces pays a acquis presque trois fois plus de colonies (quant à la superficie) que les deux autres pris ensemble. Mais, par son capital financier, la France était peut-être aussi, au début de la période envisagée, plusieurs fois plus riche que l'Allemagne et le Japon réunis. Les conditions strictement économiques ne sont pas seules à influencer le développement des possessions coloniales ; les conditions géographiques et autres jouent aussi leur rôle. Si importants qu'aient été, au cours des dernières dizaines d'années, le nivellement du monde, l'égalisation des conditions économiques et du niveau de vie qui se sont produits dans les différents pays sous la pression de la grande industrie, des échanges et du capital financier, il n'en subsiste pas moins des différences notables, et parmi les six pays nommés plus haut, l'on voit, d'une part, de jeunes Etats capitalistes (Amérique, Allemagne, Japon), qui progressent avec une extrême rapidité, et, d'autre part, de vieux pays capitalistes (France, Angleterre), qui se développent, ces derniers temps, avec beaucoup plus de lenteur que les précédents ; enfin, un pays qui est au point de vue économique le plus arriéré (Russie), et où l'impérialisme capitaliste moderne est enveloppé, pour ainsi dire, d'un réseau particulièrement serré de rapports précapitalistes.

A côté des possessions coloniales des grandes puissances, nous avons placé les colonies de faible étendue des petits Etats, lesquelles sont, pourrait-on dire, le prochain objectif d'un « nouveau partage » possible et probable des colonies. La plupart de ces petits Etats ne conservent leurs colonies que grâce aux oppositions d'intérêts, aux frictions, etc., entre les grandes puissances, qui empêchent celles-ci de ce mettre d'accord sur le partage du butin. Pour ce qui est des Etats « semi-coloniaux », ils nous offrent un exemple des formes transitoires que l'on trouve dans tous les domaines de la nature et de la société. Le capital financier est un facteur si puissant, si décisif, pourrait-on dire, dans toutes les relations économiques et internationales, qu'il est capable de se subordonner et se subordonne effectivement même des Etats jouissant d'une complète indépendance politique. Nous en verrons des exemples tout à l'heure. Mais il va de soi que ce qui donne au capital financier les plus grandes « commodités » et les plus grands avantages, c'est une soumission *telle* qu'elle entraîne, pour les pays et les peuples en cause, la perte de leur indépendance politique. Les pays semi-coloniaux sont typiques, à cet égard, en tant que solution « moyenne ». On conçoit que la lutte autour de ces pays à demi assujettis devait s'envenimer particulièrement à l'époque du capital financier, alors que le reste du monde était déjà partagé.

La politique coloniale et l'impérialisme existaient déjà avant la phase contemporaine du capitalisme, et même avant le capitalisme. Rome, fondée sur l'esclavage, faisait une politique coloniale et pratiquait l'impérialisme. Mais les raisonnements « d'ordre général » sur l'impérialisme, qui négligent ou relèguent à l'arrière-plan la différence essentielle des formations économiques et sociales, dégénèrent infailliblement en banalités creuses ou

en rodomontades, comme la comparaison entre « la Grande Rome et la Grande-Bretagne ». [C. P. Lucas : *Greater Rome and Greater Britain, Oxford 1912, ou Earl of Cromer : Ancient and modern imperialism, Londres 1910.*] Même la politique coloniale du capitalisme dans les phases *antérieures* de celui-ci se distingue foncièrement de la politique coloniale du capital financier.

Ce qui caractérise notamment le capitalisme actuel, c'est la domination des groupements monopolistes constitués par les plus gros entrepreneurs. Ces monopoles sont surtout solides lorsqu'ils accaparent dans leurs seules mains *toutes* les sources de matières brutes, et nous avons vu avec quelle ardeur les groupements capitalistes internationaux tendent leurs efforts pour arracher à l'adversaire toute possibilité de concurrence, pour accaparer, par exemple, les gisements de fer ou de pétrole, etc. Seule la possession des colonies donne au monopole de complètes garanties de succès contre tous les aléas de la lutte avec ses rivaux, même au cas où ces derniers s'aviseraient de se défendre par une loi établissant le monopole d'Etat. Plus le capitalisme est développé, plus le manque de matières premières se fait sentir, plus la concurrence et la recherche des sources de matières premières dans le monde entier sont acharnées, et plus est brutale la lutte pour la possession des colonies.

« On peut même avancer, écrit Schilder, cette affirmation qui, à d'aucuns, paraîtra peut-être paradoxale, à savoir que l'accroissement de la population urbaine et industrielle pourrait être entravé, dans un avenir plus ou moins rapproché, beaucoup plus par le manque de matières premières industrielles que par le manque de produits alimentaires. » C'est ainsi que le manque de bois, dont le prix monte sans cesse, se fait de plus en plus sentir, comme celui du cuir, comme celui des matières premières nécessaires à l'industrie textile. « Les groupements d'industriels s'efforcent d'équilibrer l'agriculture et l'industrie dans le cadre de l'économie mondiale ; on peut signaler, à titre d'exemple, l'Union internationale des associations de filateurs de coton, qui existe depuis 1904 dans plusieurs grands pays industriels, et l'Union européenne des associations de filateurs de lin, fondée sur le même modèle en 1910. » [Schilder, *ouvr. cité*, pp. 38 à 42.]

Naturellement, les réformistes bourgeois, et surtout, parmi eux, les kautskistes d'aujourd'hui, essaient d'atténuer l'importance de ces faits en disant qu'« on pourrait » se procurer des matières premières sur le marché libre sans politique coloniale « coûteuse et dangereuse », et qu'« on pourrait » augmenter formidablement l'offre de matières premières par une « simple » amélioration des conditions de l'agriculture en général. Mais ces déclarations tournent à l'apologie de l'impérialisme, à son idéalisation, car elles passent sous silence la particularité essentielle du capitalisme contemporain : les monopoles. Le marché libre recule de plus en plus dans le passé ; les syndicats et les trusts monopolistes le restreignent de jour en jour. Et la « simple » amélioration des conditions de l'agriculture se réduit à l'amélioration de la situation des masses, à la hausse des salaires et à la diminution des profits. Mais existe-t-il, ailleurs que dans l'imagination des suaves réformistes, des trusts capables de se préoccuper de la situation des masses, au lieu de penser à conquérir des colonies ?

Le capital financier ne s'intéresse pas uniquement aux sources de matières premières déjà connues. Il se préoccupe aussi des sources possibles ; car, de nos jours, la technique se développe avec une rapidité incroyable, et des territoires aujourd'hui inutilisables peuvent être rendus utilisables demain par de nouveaux procédés (à cet effet, une grande banque peut organiser une expédition spéciale d'ingénieurs, d'agronomes, etc.), par l'investissement de capitaux importants. Il en est de même pour la prospection de richesses minérales, les nouveaux procédés de traitement et d'utilisation de telles ou telles matières premières, etc., etc. D'où la tendance inévitable du capital financier à élargir son territoire économique et même son territoire d'une façon générale. De même que les trusts capitalisent leur avoir en l'estimant deux ou trois fois sa valeur, en escomptant leurs bénéfices « possibles » dans l'avenir (et non leurs bénéfices actuels), en tenant compte des résultats ultérieurs du monopole, de même le capital financier a généralement tendance à mettre la main sur le plus de terres possible, quelles qu'elles soient, où qu'elles soient, et par quelques moyens que ce soit, dans l'espoir d'y découvrir des sources de matières premières et par crainte de rester en arrière dans la lutte forcenée pour le partage des derniers morceaux du monde non encore partagés, ou le repartage des morceaux déjà partagés.

Les capitalistes anglais mettent tout en œuvre pour développer dans *leur* colonie d'Egypte la culture du coton qui, en 1904, sur 2,3 millions d'hectares de terre cultivée, en occupait déjà 0,6 million, soit plus d'un quart. Les Russes font de même dans *leur* colonie du Turkestan. En effet, les uns et les autres peuvent ainsi battre plus facilement leurs concurrents étrangers, arriver plus aisément à la monopolisation des sources de matières premières, à la formation d'un trust textile plus économique et plus avantageux, à production « combinée », qui contrôlerait à lui seul *toutes* les phases de la production et du traitement du coton.

L'exportation des capitaux trouve également son intérêt dans la conquête des colonies, car il est plus facile sur le marché colonial (c'est parfois même le seul terrain où la chose soit possible) d'éliminer un concurrent par les moyens du monopole, de s'assurer une commande, d'affermir les « relations » nécessaires, etc.

La superstructure extra-économique qui s'érige sur les bases du capital financier, ainsi que la politique et l'idéologie de ce dernier, renforcent la tendance aux conquêtes coloniales. « Le capital financier veut non pas la liberté, mais la domination », dit fort justement Hilferding. Et un auteur bourgeois français, développant et complétant en quelque sorte les idées de Cecil Rhodes [*Voir le présent recueil, p. 122. (N.R.)*], desquelles il a été question plus haut, écrit qu'il convient d'ajouter aux causes économiques de la politique coloniale d'aujourd'hui des causes sociales : « Les difficultés croissantes de la vie qui pèsent non seulement sur les multitudes ouvrières, mais aussi sur les classes moyennes, font s'accumuler dans tous les pays de vieille civilisation des « impatiences », des rancunes, des haines menaçantes pour la paix publique ; des énergies détournées de leur milieu social et qu'il importe de capter pour les employer dehors à quelque grande oeuvre, si l'on ne veut pas qu'elles fassent explosion au dedans. » [*Wahl : La France aux colonies, cité par Henri Russier : Le Partage de l'Océanie, Paris 1905, p. 165.*]

Dès l'instant qu'il est question de politique coloniale à l'époque de l'impérialisme capitaliste, il faut noter que le capital financier et la politique internationale qui lui est conforme, et qui se réduit à la lutte des grandes puissances pour le partage économique et politique du monde, créent pour les Etats diverses formes *transitoires* de dépendance. Cette époque n'est pas seulement caractérisée par les deux groupes principaux de pays : possesseurs de colonies et pays coloniaux, mais encore par des formes variées de pays dépendants qui, nominalement, jouissent de l'indépendance politique, mais qui, en réalité, sont pris dans les filets d'une dépendance financière et diplomatique. Nous avons déjà indiqué une de ces formes : les semi-colonies. En voici une autre, dont l'Argentine, par exemple, nous offre le modèle.

« L'Amérique du Sud et, notamment, l'Argentine, écrit Schulze-Gaevernitz dans son ouvrage sur l'impérialisme britannique, est dans une telle dépendance financière vis-à-vis de Londres qu'on pourrait presque l'appeler une colonie commerciale de l'Angleterre. » [*Schulze-Gaevernitz : Britischer Imperialismus und englischer Freihandel zu Beginn des 20-ten Jahrhunderts, Leipzig 1906, p. 318. Sartorius von Walterschau-sen tient le même langage dans son livre : Das volkswirtschaftliche System der Kapitalanlage im Auslande, Berlin 1907, p. 46.*] Les capitaux placés par la Grande-Bretagne en Argentine étaient évalués par Schilder, d'après les informations du consul austro-hongrois à Buenos-Aires pour 1909, à 8 milliards 750 millions de francs. On se représente sans peine quelles solides relations cela assure au capital financier — et à sa fidèle « amie », la diplomatie — de l'Angleterre avec la bourgeoisie d'Argentine, avec les milieux dirigeants de toute la vie économique et politique de ce pays.

Le Portugal nous offre l'exemple d'une forme quelque peu différente, associée à l'indépendance politique, de la dépendance financière et diplomatique. Le Portugal est un Etat souverain, indépendant, mais il est en fait depuis plus de deux cents ans, depuis la guerre de la Succession d'Espagne (1701-1714), sous protectorat britannique. L'Angleterre a défendu le Portugal et ses possessions coloniales pour fortifier ses propres positions dans la lutte contre ses adversaires, l'Espagne et la France. Elle a reçu, en échange, des avantages commerciaux, des privilèges pour ses exportations de marchandises et surtout de capitaux vers le Portugal et ses colonies, le droit d'user des ports et des îles du Portugal, de ses câbles télégraphiques, etc., etc. [*Schilder, ouvr. cité, t. I, pp. 160-161.*] De tels rapports ont toujours existé entre petits et grands Etats, mais à l'époque de l'impérialisme capitaliste, ils deviennent un système général, ils font partie intégrante de l'ensemble des rapports régissant le « partage du monde », ils forment les maillons de la chaîne des opérations du capital financier mondial. Pour en finir avec la question du partage du monde, il nous faut encore noter ceci. La littérature américaine, au lendemain de la guerre hispano-américaine, et la littérature anglaise, après la guerre anglo-boer, n'ont pas été seules à poser très nettement et ouvertement la question du partage du monde, juste à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>. Et la littérature allemande, qui a le plus « jalousement » observé de près l'« impérialisme britannique », n'a pas été seule non plus à porter sur ce fait un jugement systématique. Dans la littérature bourgeoise française également, la question est posée d'une façon suffisamment nette et large, pour autant que cela puisse se faire d'un point de vue bourgeois. Référons-nous à l'historien Driault, qui, dans son livre *Problèmes politiques et sociaux de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, au chapitre sur les grandes puissances et le partage du monde, s'est exprimé en ces termes : « Dans ces dernières années, sauf en Chine, toutes les places vacantes sur le globe ont été prises par les puissances de l'Europe ou de l'Amérique du Nord : quelques conflits se sont produits et quelques déplacements d'influence, précurseurs de plus redoutables et prochains bouleversements. Car il faut se hâter : les nations qui ne sont pas pourvues risquent de ne l'être jamais et de ne pas prendre part à la gigantesque exploitation du globe qui sera l'un des faits essentiels du siècle prochain (le XX<sup>e</sup>). C'est pourquoi toute l'Europe et l'Amérique furent agitées récemment de la fièvre de l'expansion coloniale, de « l'impérialisme », qui est le caractère le plus remarquable de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. » Et l'auteur ajoutait : « Dans ce partage du monde, dans cette course ardente aux trésors et aux grands marchés de la terre, l'importance relative des Empires fondés en ce siècle, le XIX<sup>e</sup>, n'est absolument pas en proportion avec la place qu'occupent en Europe les nations qui les ont fondés. Les puissances prépondérantes en Europe, qui président à ses destinées, *ne sont pas* également prépondérantes dans

le monde. Et comme la grandeur coloniale, promesse de richesses encore non évaluées, se répercutera évidemment sur l'importance relative des Etats européens, la question coloniale, « l'impérialisme », si l'on veut, a modifié déjà, modifiera de plus en plus les conditions politiques de l'Europe elle-même. » [J.-E. Driault : *Problèmes politiques et sociaux, Paris 1900, p. 299.*]

## **VII. L'IMPÉRIALISME, STADE PARTICULIER DU CAPITALISME**

Il nous faut maintenant essayer de dresser un bilan, de faire la synthèse de ce qui a été dit plus haut de l'impérialisme. L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. Mais le capitalisme n'est devenu l'impérialisme capitaliste qu'à un degré défini, très élevé, de son développement, quand certaines des caractéristiques fondamentales du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs contraires, quand se sont formés et pleinement révélés les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur. Ce qu'il y a d'essentiel au point de vue économique dans ce processus, c'est la substitution des monopoles capitalistes à la libre concurrence capitaliste. La libre concurrence est le trait essentiel du capitalisme et de la production marchande en général ; le monopole est exactement le contraire de la libre concurrence ; mais nous avons vu cette dernière se convertir sous nos yeux en monopole, en créant la grande production, en éliminant la petite, en remplaçant la grande par une plus grande encore, en poussant la concentration de la production et du capital à un point tel qu'elle a fait et qu'elle fait surgir le monopole : les cartels, les syndicats patronaux, les trusts et, fusionnant avec eux, les capitaux d'une dizaine de banques brassant des milliards. En même temps, les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus ; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus et violents. Le monopole est le passage du capitalisme à un régime supérieur. Si l'on devait définir l'impérialisme aussi brièvement que possible, il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste du capitalisme. Cette définition embrasserait l'essentiel, car, d'une part, le capital financier est le résultat de la fusion du capital de quelques grandes banques monopolistes avec le capital de groupements monopolistes d'industriels ; et, d'autre part, le partage du monde est la transition de la politique coloniale, s'étendant sans obstacle aux régions que ne s'est encore appropriée aucune puissance capitaliste, à la politique coloniale de la possession monopolisée de territoires d'un globe entièrement partagé.

Mais les définitions trop courtes, bien que commodes parce que résumant l'essentiel, sont cependant insuffisantes, si l'on veut en dégager des traits fort importants de ce phénomène que nous voulons définir. Aussi, sans oublier ce qu'il y a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général, qui ne peuvent jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène dans l'intégralité de son développement, devons-nous donner de l'impérialisme une définition englobant les cinq caractères fondamentaux suivants : 1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique ; 2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce « capital financier », d'une oligarchie financière ; 3) exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière ; 4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes.

Nous verrons plus loin l'autre définition que l'on peut et doit donner de l'impérialisme si l'on envisage, non seulement les notions fondamentales d'ordre purement économique (auxquelles se borne la définition citée), mais aussi la place historique que tient la phase actuelle du capitalisme par rapport au capitalisme en général, ou bien encore le rapport qui existe entre l'impérialisme et les deux tendances essentielles du mouvement ouvrier. Ce qu'il faut noter tout de suite, c'est que l'impérialisme compris dans le sens indiqué représente indéniablement une phase particulière du développement du capitalisme. Pour permettre au lecteur de se faire de l'impérialisme une idée suffisamment fondée, nous nous sommes appliqués à citer le plus souvent possible l'opinion d'économistes bourgeois, obligés de reconnaître les faits établis, absolument indiscutables, de l'économie capitaliste moderne. C'est dans le même but que nous avons produit des statistiques détaillées permettant de voir jusqu'à quel point précis s'est développé le capital bancaire, etc., en quoi s'est exprimé exactement la transformation de la quantité en qualité, le passage du capitalisme évolué à l'impérialisme. Inutile de dire, évidemment, que toutes les limites sont, dans la nature et dans la société, conventionnelles et mobiles ; qu'il serait absurde de discuter, par exemple, sur la question de savoir en quelle année ou en quelle décennie se situe l'instauration « définitive » de l'impérialisme.

Mais là où il faut discuter sur la définition de l'impérialisme, c'est surtout avec K. Kautsky, le principal théoricien marxiste de l'époque dite de la II<sup>e</sup> Internationale, c'est-à-dire des vingt-cinq années comprises entre 1889 et 1914. Kautsky s'est résolument élevé, en 1915 et même dès novembre 1914, contre les idées fondamentales exprimées dans notre définition de l'impérialisme, en déclarant qu'il faut entendre par impérialisme non pas une « phase » ou un degré de l'économie, mais une politique, plus précisément une politique déterminée, celle que « préfère » le capital financier, et en spécifiant qu'on ne saurait « identifier » l'impérialisme avec le « capitalisme contemporain », que s'il faut entendre par impérialisme « tous les phénomènes du capitalisme contemporain » — cartels, protectionnisme, domination des financiers, politique coloniale —, alors la question de la nécessité de l'impérialisme pour le capitalisme se réduira à « la plus plate tautologie », car alors « il va de soi que l'impérialisme est une nécessité vitale pour le capitalisme », etc. Nous ne saurions mieux exprimer la pensée de Kautsky qu'en citant sa définition de l'impérialisme, dirigée en droite ligne contre l'essence des idées que nous exposons (attendu que les objections venant du camp des marxistes allemands, qui ont professé ce genre d'idées pendant toute une suite d'années, sont depuis longtemps connues de Kautsky comme les objections d'un courant déterminé du marxisme).

La définition de Kautsky est celle-ci :

« L'impérialisme est un produit du capitalisme industriel hautement évolué. Il consiste dans la tendance qu'a chaque nation capitaliste industrielle à s'annexer ou à s'assujettir des régions *agraires* toujours plus grandes (l'italique est de Kautsky), quelles que soient les nations qui les peuplent. » [*Die Neue Zeit*, 1914, II (32<sup>e</sup> année), p. 909, 11 septembre 1914. Voir également 1915, II, pp. 107 et suivantes.]

Cette définition ne vaut absolument rien, car elle fait ressortir unilatéralement, c'est-à-dire arbitrairement, la seule question nationale (d'ailleurs importante au plus haut point en elle-même et dans ses rapports avec l'impérialisme), en la rattachant, de façon arbitraire et *inexacte*, au *seul* capital industriel des pays annexionnistes, et en mettant en avant, d'une façon non moins arbitraire et *inexacte*, l'annexion des régions *agraires*.

L'impérialisme est une tendance aux annexions : voilà à quoi se réduit la partie *politique* de la définition de Kautsky. Elle est juste, mais très incomplète, car, politiquement, l'impérialisme tend, d'une façon générale, à la violence et à la réaction. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est l'aspect *économique* de la question, cet aspect que Kautsky introduit *lui-même* dans sa définition. Les inexactitudes de la définition de Kautsky sautent aux yeux. Ce qui est caractéristique de l'impérialisme, ce *n'est point* le capital industriel, justement, *mais* le capital financier. Ce n'est pas par hasard qu'en France, le développement particulièrement rapide du capital *financier*, coïncidant avec l'affaiblissement du capital industriel, a considérablement accentué, dès les années 1880-1890, la politique annexionniste (coloniale). L'impérialisme se caractérise justement par une tendance à annexer *non seulement* les régions *agraires*, mais même les régions les plus industrielles (la Belgique est convoitée par l'Allemagne, la Lorraine par la France), car, premièrement, le partage du monde étant achevé, un *nouveau partage* oblige à tendre la main vers *n'importe* quels territoires ; deuxièmement, ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie, c'est-à-dire à la conquête de territoires — non pas tant pour elles-mêmes que pour affaiblir l'adversaire et saper *son* hégémonie (la Belgique est surtout nécessaire à l'Allemagne comme point d'appui contre l'Angleterre ; l'Angleterre a surtout besoin de Bagdad comme point d'appui contre l'Allemagne, etc.). Kautsky se réfère plus spécialement, et à maintes reprises, aux Anglais qui ont, paraît-il, établi l'acception purement politique du mot « impérialisme » au sens où l'emploie Kautsky. Prenons l'ouvrage de l'Anglais Hobson, *L'impérialisme*, paru en 1902 :

« Le nouvel impérialisme se distingue de l'ancien, premièrement, en ce qu'il substitue aux tendances d'un seul Empire en expansion la théorie et la pratique d'Empires rivaux, guidés chacun par les mêmes aspirations à l'expansion politique et au profit commercial ; deuxièmement, en ce qu'il marque la prépondérance sur les intérêts commerciaux des intérêts financiers ou relatifs aux investissements de capitaux. » [*Hobson : Imperialism, Londres 1902, p. 324.*]

Nous voyons que, sur le plan des faits, Kautsky a absolument tort d'alléguer l'opinion des Anglais en général (à moins de se référer aux impérialistes vulgaires ou aux apologistes directs de l'impérialisme). Nous voyons que Kautsky, qui prétend continuer à défendre le marxisme, fait en réalité un pas en arrière comparativement au *social-libéral* Hobson, qui, lui, tient *plus exactement* compte de deux particularités « historiques concrètes » (Kautsky, dans sa définition, se moque précisément du caractère historique concret !) de l'impérialisme moderne : 1) la concurrence de *plusieurs* impérialismes et 2) la suprématie du financier sur le commerçant. Or, en attribuant un rôle essentiel à l'annexion des pays *agraires* par les pays industriels, on accorde le rôle prédominant au commerçant.

La définition de Kautsky n'est pas seulement fautive et non marxiste. Comme on le verra plus loin, elle sert de base à un système général de vues rompant sur toute la ligne avec la théorie marxiste et avec la pratique marxiste. Kautsky soulève une question de mots tout à fait futile : doit-on qualifier la nouvelle phase du capitalisme d'impérialisme ou de phase du capital financier ? Qu'on l'appelle comme on voudra : cela n'a pas d'importance. L'essentiel, c'est que Kautsky détache la politique de l'impérialisme de son économie en prétendant que les annexions sont la politique « préférée » du capital financier, et en opposant à cette politique une autre politique bourgeoise prétendument possible, toujours sur la base du capital financier. Il en résulte que les monopoles dans l'économie sont compatibles avec un comportement politique qui exclurait le monopole, la violence et la conquête. Il en résulte que le partage territorial du monde, achevé précisément à l'époque du capital financier et qui est à la base des formes originales actuelles de la rivalité entre les plus grands Etats capitalistes, est compatible avec une politique non impérialiste. Cela revient à estomper, à émousser les contradictions les plus fondamentales de la phase actuelle du capitalisme, au lieu d'en dévoiler la profondeur. Au lieu du marxisme, on aboutit ainsi au réformisme bourgeois. Kautsky discute avec Cunow, apologiste allemand de l'impérialisme et des annexions, dont le raisonnement, cynique autant que vulgaire, est celui-ci : l'impérialisme, c'est le capitalisme contemporain ; le développement du capitalisme est inévitable et progressif ; donc, l'impérialisme est progressif ; donc, il faut se prosterner devant lui et chanter ses louanges ! C'est quelque chose dans le genre de la caricature que les populistes faisaient des marxistes russes dans les années 1894-1895 : si les marxistes, disaient-ils, considèrent le capitalisme en Russie comme un phénomène inévitable et un facteur de progrès, il leur faut ouvrir un débit de boisson et s'occuper d'implanter le capitalisme. Kautsky objecte à Cunow : non, l'impérialisme n'est pas le capitalisme contemporain, il n'est qu'une des formes de sa politique ; et nous pouvons et devons combattre cette politique, combattre l'impérialisme, les annexions, etc.

La réplique semble parfaitement plausible. Or, en fait, elle équivaut à une propagande plus subtile, mieux masquée (et, partant, plus dangereuse), en faveur de la conciliation avec l'impérialisme ; car la « lutte » contre la politique des trusts et des banques, si elle ne touche pas aux bases de leur économie, se réduit à un réformisme et à un pacifisme bourgeois, à des souhaits pieux et inoffensifs. Eluder les contradictions existantes, oublier les plus essentielles, au lieu d'en dévoiler toute la profondeur, voilà à quoi revient la théorie de Kautsky, qui n'a rien de commun avec le marxisme. On conçoit qu'une telle « théorie » ne serve qu'à défendre l'idée de l'unité avec les Cunow ! « Du point de vue purement économique, écrit Kautsky, il n'est pas impossible que le capitalisme traverse encore une nouvelle phase où la politique des cartels serait étendue à la politique extérieure, une phase d'ultra-impérialisme » [*Die Neue Zeit*. 1914, II (32<sup>e</sup> année), p. 921, du 11 septembre 1914. Voir également 1915, II, pp. 107 et suivantes.], c'est-à-dire de super-impérialisme, d'union et non de lutte des impérialismes du monde entier, une phase de la cessation des guerres en régime capitaliste, une phase « d'exploitation en commun de l'univers par le capital financier uni à l'échelle internationale. » [*Ibid.*, 30 avril 1915, I, p. 144.] Nous aurons à nous arrêter plus loin sur cette « théorie de l'ultra-impérialisme », pour montrer en détail à quel point elle brise résolument et sans retour avec le marxisme. Pour l'instant, conformément au plan général de cet exposé, il nous faut jeter un coup d'œil sur les données économiques précises relatives à cette question. « Du point de vue purement économique », l'« ultra-impérialisme » est-il possible ou bien est-ce là une ultra-niaiserie ?

Si, par point de vue purement économique, on entend une « pure » abstraction, tout ce qu'on peut dire se ramène à la thèse que voici : le développement se fait dans le sens des monopoles et, par conséquent, dans celui d'un monopole universel, d'un trust mondial unique. C'est là un fait incontestable, mais aussi une affirmation absolument vide de contenu, comme celle qui consisterait à dire que « le développement se fait dans le sens » de la production de denrées alimentaires en laboratoire. En ce sens, la « théorie » de l'ultra-impérialisme est une absurdité pareille à ce que pourrait être une « théorie de l'ultra-agriculture ». Mais si l'on parle des conditions « purement économiques de l'époque du capital financier, comme d'une époque historique concrète se situant au début du XX<sup>e</sup> siècle, la meilleure réponse aux abstractions mortes de l'« ultra-impérialisme » (qui servent uniquement à une fin réactionnaire, consistant à détourner l'attention des profondes contradictions *existantes*), c'est de leur opposer la réalité économique concrète de l'économie mondiale contemporaine. Les propos absolument vides de Kautsky sur l'ultra-impérialisme encouragent, notamment, cette idée profondément erronée et qui porte de l'eau au moulin des apologistes de l'impérialisme, suivant laquelle la domination du capital financier *atténuerait* les inégalités et les contradictions de l'économie mondiale, alors qu'en réalité elle les *renforce*. R. Calwer a tenté, dans son opuscule intitulé *Introduction à l'économie mondiale* [R. Calwer : *Einführung in die Weltwirtschaft*. Berlin 1906.], de résumer l'essentiel des données purement économiques qui permettent de se faire une idée précise des apports internes de l'économie mondiale à la limite des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Il divise le monde en cinq « principales régions économiques » : 1) l'Europe centrale (l'Europe, moins la Russie et l'Angleterre) ; 2) la Grande-Bretagne ; 3) la Russie ; 4) l'Asie Orientale ; 5) l'Amérique. Ce faisant, il inclut les colonies dans les « régions » des Etats auxquels elles appartiennent, et « laisse de côté » un petit nombre de pays non répartis par régions, par exemple la Perse, l'Afghanistan et l'Arabie en Asie, le Maroc et l'Abysinie en Afrique, etc. Voici, en abrégé, les données économiques qu'il fournit sur ces régions :

<i>Principales régions économiques du monde</i>	Superficie (en millions de km <sup>2</sup> )	Population (en millions d'habitants)	Voies de communication		Commerce	Industrie		
			Voies ferrées (en milliers de km)	Marine marchande (en millions de tonnes)	Importations et exportations (en milliards de marks)	Houille (en millions de tonnes)	Fonte (en millions de tonnes)	Broches dans l'industrie cotonnière (en millions)
Europe centrale	27,6 (23,6*)	388 (146)	204	8	41	251	15	26
Grande Bretagne	28,9 (28,6*)	398 (355)	140	11	25	249	9	51
Russie	22	131	63	1	3	16	3	7
Asie Orientale	12	389	8	1	2	8	0,02	2
Amérique	30	148	379	6	14	245	14	19

\* Les chiffres entre parenthèses se rapportent respectivement à la superficie et à la population des colonies.

On voit qu'il existe trois régions à capitalisme hautement évolué (puissant développement des voies de communication, du commerce et de l'industrie) : l'Europe centrale, la Grande-Bretagne et l'Amérique. Parmi elles, trois Etats dominant le monde : l'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis. Leur rivalité impérialiste et la lutte qu'ils se livrent revêtent une acuité extrême, du fait que l'Allemagne dispose d'une région insignifiante et de peu de colonies ; la création d'une « Europe centrale » est encore une question d'avenir, et s'élabore au travers d'une lutte à outrance. Pour le moment, le signe distinctif de l'Europe entière, c'est le morcellement politique. Dans les régions britannique et américaine, au contraire, la concentration politique est très forte, mais la disproportion est énorme entre les immenses colonies de la première et les colonies insignifiantes de la seconde. Or, dans les colonies, le capitalisme commence seulement à se développer. La lutte pour l'Amérique du Sud devient de plus en plus âpre.

Dans les deux autres régions : la Russie et l'Asie Orientale, le capitalisme est peu développé. La densité de la population est extrêmement faible dans la première, extrêmement forte dans la seconde ; dans la première, la concentration politique est grande ; dans la seconde, elle n'existe pas. Le partage de la Chine commence à peine, et la lutte pour ce pays entre le Japon, les Etats-Unis, etc., va s'intensifiant.

Comparez à cette réalité, à la variété prodigieuse des conditions économiques et politiques, à la disproportion extrême dans la rapidité du développement des différents pays, etc., à la lutte acharnée que se livrent les Etats impérialistes, la petite fable bête de Kautsky sur l'ultra-impérialisme « pacifique ». N'est-ce point là une tentative réactionnaire d'un petit bourgeois effrayé cherchant à se dérober à la réalité menaçante ? Les cartels internationaux, dans lesquels Kautsky voit l'embryon de l'« ultra-impérialisme » (de même que la fabrication de tablettes en laboratoire « peut » être proclamée l'embryon de l'ultra-agriculture), ne nous fournissent-ils pas l'exemple d'un partage *et d'un repartage* du monde, du passage du partage pacifique au partage non pacifique, et inversement ? Le capital financier d'Amérique et des autres pays, qui partageait paisiblement le monde entier avec la participation de l'Allemagne, par exemple dans le syndicat international du rail ou le trust international de la marine marchande, ne procède-t-il pas maintenant à un *repartage* sur la base des nouveaux rapports de forces, qui changent d'une façon absolument *non* pacifique ?

Le capital financier et les trusts n'affaiblissent pas, mais renforcent les différences entre le rythme de développement des divers éléments de l'économie mondiale. Or, le rapport des forces s'étant modifié, où peut résider, *en régime capitaliste*, la solution des contradictions, si ce n'est dans la *force* ? Les statistiques des chemins de fer [*Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich, 1915, Archiv für Eisenbahnwesen, 1892, Pour l'année 1890, nous avons dû nous contenter d'approximations en ce qui concerne la répartition des chemins de fer entre les colonies des différents pays.*] offrent des données d'une précision remarquable sur les différents rythmes de développement du capitalisme et du capital financier dans l'ensemble de l'économie mondiale. Voici les changements intervenus, au cours des dernières dizaines d'années du développement impérialiste, dans le réseau ferroviaire :

<i>Chemins de fer (en milliers de km)</i>	1890		1913		+	
Europe	224		316		+ 122	
Etats-Unis d'Amérique	268		411		+ 143	
Ensemble des colonies	82	125	210	347	+ 128	+ 222
Etats indépendants ou semi-indépendants d'Asie et d'Amérique	43		137		+ 94	
Total :	617		1104			

Le développement des voies ferrées a donc été le plus rapide dans les colonies et les Etats indépendants (ou semi-indépendants) d'Asie et d'Amérique. On sait qu'ici le capital financier de quatre ou cinq grands Etats capitalistes règne et commande en maître. 200 000 kilomètres de nouvelles voies ferrées dans les colonies et les autres pays d'Asie et d'Amérique représentent plus de 40 milliards de marks de capitaux nouvellement investis à des conditions particulièrement avantageuses avec des garanties spéciales de revenus, des commandes lucratives aux aciéries, etc., etc. C'est dans les colonies et les pays transocéaniques que le capitalisme croît avec le plus de rapidité. De *nouvelles* puissances impérialistes (Japon) y apparaissent. La lutte des impérialismes mondiaux s'aggrave. Le tribut prélevé par le capital financier sur les entreprises coloniales et transocéaniques, particulièrement avantageuses, augmente. Lors du partage de ce « butin », une part exceptionnellement élevée tombe aux mains de pays qui ne tiennent pas toujours la première place pour le rythme du développement des forces productives. La longueur totale des voies ferrées dans les pays les plus importants (considérés avec leurs colonies) était :

	<i>(en milliers de kilomètres)</i>		+
	1890	1913	
Etats-Unis	268	413	+ 145
Empire britannique	107	208	+ 101
Russie	32	78	+ 46
Allemagne	43	68	+ 25
France	41	63	+ 22
<b><i>Total pour les 5 puissances :</i></b>	491	830	+ 339

Environ 80 % des chemins de fer existants sont donc concentrés sur le territoire des cinq plus grandes puissances. Mais la concentration de la *propriété* de ces chemins de fer, celle du capital financier, est infiniment plus grande encore, les millionnaires anglais et français, par exemple, étant possesseurs d'une quantité énorme d'actions et d'obligations de chemins de fer américains, russes et autres.

Grâce à ses colonies, l'Angleterre a augmenté « son » réseau ferré de 100 000 kilomètres, soit quatre fois plus que l'Allemagne. Or, il est de notoriété publique que le développement des forces productives, et notamment de la production de la houille et du fer, a été pendant cette période incomparablement plus rapide en Allemagne qu'en Angleterre et, à plus forte raison, qu'en France et en Russie. En 1892, l'Allemagne produisait 4,9 millions de tonnes de fonte contre 6,8 en Angleterre ; en 1912, elle en produisait déjà 17,6 contre 9 millions, c'est-à-dire qu'elle avait une formidable supériorité sur l'Angleterre ! [Voir également Edgar Crammond : « *The Economic Relations of the British and German Empires* », dans le *Journal of the Royal Statistical Society*, juillet 1914, pp. 777 et suivantes.] Faut-il se demander s'il y avait, *sur le terrain du capitalisme*, un moyen autre que la guerre de remédier à la disproportion entre, d'une part, le développement des forces productives et l'accumulation des capitaux, et, d'autre part, le partage des colonies et des « zones d'influence » pour le capital financier ?

### **VIII. LE PARASITISME ET LA PUTRÉFACTION DU CAPITALISME**

Il nous reste encore à examiner un autre aspect essentiel de l'impérialisme, auquel on accorde généralement trop peu d'importance dans la plupart des jugements portés sur ce sujet. Un des défauts du marxiste Hilferding est qu'il a fait ici un pas en arrière par rapport au non-marxiste Hobson. Nous voulons parler du parasitisme propre à l'impérialisme.



Nous l'avons vu, la principale base économique de l'impérialisme est le monopole. Ce monopole est capitaliste, c'est-à-dire né du capitalisme ; et, dans les conditions générales du capitalisme, de la production marchande, de la concurrence, il est en contradiction permanente et sans issue avec ces conditions générales. Néanmoins, comme tout monopole, il engendre inéluctablement une tendance à la stagnation et à la putréfaction. Dans la mesure où l'on établit, fût-ce momentanément, des prix de monopole, cela fait disparaître jusqu'à un certain point les stimulants du progrès technique et, par suite, de tout autre progrès ; et il devient alors possible *sur le plan économique*, de freiner artificiellement le progrès technique. Un exemple : en Amérique, un certain Owens invente une machine qui doit révolutionner la fabrication des bouteilles. Le cartel allemand des fabricants de bouteilles rafle les brevets d'Owens et les garde dans ses tiroirs, retardant leur utilisation. Certes, un monopole, en régime capitaliste, ne peut jamais supprimer complètement et pour très longtemps la concurrence sur le marché mondial (c'est là, entre autres choses, une des raisons qui fait apparaître l'absurdité de la théorie de l'ultra-impérialisme). Il est évident que la possibilité de réduire les frais de production et d'augmenter les bénéfices en introduisant des améliorations techniques pousse aux transformations. Mais la *tendance* à la stagnation et à la putréfaction, propre au monopole, continue à agir de son côté et, dans certaines branches d'industrie, dans certains pays, il lui arrive de prendre pour un temps le dessus.

Le monopole de la possession de colonies particulièrement vastes, riches ou avantageusement situées, agit dans le même sens.

Poursuivons. L'impérialisme est une immense accumulation de capital-argent dans un petit nombre de pays, accumulation qui atteint, comme on l'a vu, 100 à 150 milliards de francs en titres. D'où le développement extraordinaire de la classe ou, plus exactement, de la couche des rentiers, c'est-à-dire des gens qui vivent de la « tonte des coupons », qui sont tout à fait à l'écart de la participation à une entreprise quelconque et dont la profession est l'oisiveté. L'exportation des capitaux, une des bases économiques essentielles de l'impérialisme, accroît encore l'isolement complet de la couche des rentiers par rapport à la production, et donne un cachet de parasitisme à l'ensemble du pays vivant de l'exploitation du travail de quelques pays et colonies d'outre-mer.

« En 1893, écrit Hobson, le capital britannique placé à l'étranger s'élevait à 15 % environ de la richesse totale du Royaume-Uni. » [*Hobson, ouvr. cité, pp. 59, 62.*] Rappelons que, vers 1915, ce capital était déjà environ deux fois et demie plus élevé. « L'impérialisme agressif, poursuit Hobson, qui coûte si cher aux contribuables et qui représente si peu de chose pour l'industriel et le négociant... est une source de grands profits pour le capitaliste qui cherche à placer son capital »... (en anglais, cette notion est exprimée par un seul mot : investor = « placeur », rentier)... « Le revenu annuel total que la Grande-Bretagne retire de son commerce extérieur et colonial, importations et exportations, est estimé par le statisticien Giffen à 18 millions de livres sterling (environ 170 millions de roubles) pour 1899, calculés à raison de 2,5 % sur un chiffre d'affaires total de 800 millions de livres sterling. » Si grande que soit cette somme, elle ne suffit pas à expliquer l'agressivité de l'impérialisme britannique. Ce qui l'explique, c'est la somme de 90 à 100 millions de livres sterling représentant le revenu du capital « placé », le revenu de la couche des rentiers.

Le revenu des rentiers est *cinq fois* plus élevé que celui qui provient du commerce extérieur, et cela dans le pays le plus « commerçant » du monde ! Telle est l'essence de l'impérialisme et du parasitisme impérialiste.

Aussi la notion d'« Etat-rentier » (Rentnerstaat) ou Etat-usurier devient-elle d'un emploi courant dans la littérature économique traitant de l'impérialisme. L'univers est divisé en une poignée d'Etats-usuriers et une immense majorité d'Etats-débiteurs. « Parmi les placements de capitaux à l'étranger, écrit Schulze-Gasvernitz, viennent au premier rang les investissements dans les pays politiquement dépendants ou alliés : l'Angleterre prête à l'Egypte, au Japon, à la Chine, à l'Amérique du Sud. En cas de besoin, sa marine de guerre joue le rôle d'huissier. La puissance politique de l'Angleterre la préserve de la révolte de ses débiteurs. » [*Schulze-Gasvernitz : Britischer Imperialismus, pp. 329 et autres.*] Dans son ouvrage *Le système économique de placement des capitaux à l'étranger*, Sartorius von Waltershausen prend comme modèle d'« Etat-rentier » la Hollande et montre que l'Angleterre et la France, elles aussi, sont en train de le devenir. [*Sart. von Waltershausen : Das Volkswirtschaftliche System, etc., Berlin 1907, vol. IV.*] Schilder considère que cinq Etats industriels sont des « pays-créditeurs nettement prononcés » : l'Angleterre, la France, l'Allemagne, la Belgique et la Suisse. Il ne fait pas figurer la Hollande dans cette liste, uniquement parce qu'elle est « peu industrielle ». [*Schilder, p. 393.*] Les Etats-Unis ne sont créditeurs qu'envers l'Amérique.

« L'Angleterre, écrit Schulze-Gasvernitz, se transforme peu à peu d'Etat industriel en Etat-créditeur. Malgré l'accroissement absolu de la production et de l'exportation industrielles, on voit augmenter l'importance relative qu'ont pour l'ensemble de l'économie nationale les revenus provenant des intérêts et des dividendes, des

émissions, commissions et spéculations. A mon avis, c'est précisément ce fait qui constitue la base économique de l'essor impérialiste. Le créancier est plus solidement lié au débiteur que le vendeur à l'acheteur. » [*Schulze-Gaevernitz : Britischer Imperialismus, p. 122.*] En ce qui concerne l'Allemagne, l'éditeur de la revue berlinoise *Die Bank*, A. Lansburgh, écrivait en 1911 dans un article intitulé : « L'Allemagne, Etat-rentier » : « On se moque volontiers, en Allemagne, de la tendance qu'ont les Français à se faire rentiers. Mais on oublie qu'en ce qui concerne la bourgeoisie, la situation en Allemagne devient de plus en plus analogue à celle de la France. » [*Die Bank, 1911, I, pp. 10-11.*]

L'Etat-rentier est un Etat du capitalisme parasitaire, pourrissant ; et ce fait ne peut manquer d'influer sur les conditions sociales et politiques du pays en général, et sur les deux tendances essentielles du mouvement ouvrier en particulier. Pour mieux le montrer, laissons la parole à Hobson, le témoin le plus « sûr », car on ne saurait le soupçonner de parti pris envers l'« orthodoxie marxiste » ; d'autre part, étant Anglais, il connaît bien la situation des affaires dans le pays le plus riche en colonies, en capital financier et en expérience impérialiste.

Décrivant, sous l'impression encore toute fraîche de la guerre anglo-boer, la collusion de l'impérialisme et des intérêts des « financiers », les bénéfices croissants que ceux-ci retirent des adjudications, des fournitures de guerre, etc., Hobson écrivait : « Ceux qui orientent cette politique nettement parasitaire, ce sont les capitalistes ; mais les mêmes causes agissent également sur des catégories spéciales d'ouvriers. Dans nombre de villes, les industries les plus importantes dépendent des commandes du gouvernement ; l'impérialisme des centres de la métallurgie et des constructions navales est, dans une mesure appréciable, la conséquence de ce fait. » Des circonstances de deux ordres affaiblissaient, selon l'auteur, la puissance des anciens Empires : 1) le « parasitisme économique » et 2) le recrutement d'une armée parmi les peuples dépendants. « La première est la coutume du parasitisme économique en vertu de laquelle l'Etat dominant exploite ses provinces, ses colonies et les pays dépendants pour enrichir sa classe gouvernante et corrompre ses classes inférieures, afin qu'elles se tiennent tranquilles. » Pour qu'une semblable corruption, quelle qu'en soit la forme, soit économiquement possible, il faut, ajouterons-nous pour notre part, des profits de monopole élevés.

Quant à la seconde circonstance, Hobson écrit : « Un des symptômes les plus singuliers de la cécité de l'impérialisme, c'est l'insouciance avec laquelle la Grande-Bretagne, la France et les autres nations impérialistes s'engagent dans cette voie. La Grande-Bretagne est allée plus loin que toutes les autres. La plupart des batailles par lesquelles nous avons conquis notre Empire des Indes ont été livrées par nos troupes formées d'indigènes. Dans l'Inde, comme plus récemment aussi en Egypte, de nombreuses armées permanentes sont placées sous le commandement des Britanniques ; presque toutes nos guerres de conquête en Afrique, l'Afrique du Sud exceptée, ont été faites pour notre compte par les indigènes. »

La perspective du partage de la Chine provoque chez Hobson l'appréciation économique que voici : « Une grande partie de l'Europe occidentale pourrait alors prendre l'apparence et le caractère qu'ont maintenant certaines parties des pays qui la composent : le sud de l'Angleterre, la Riviera, les régions d'Italie et de Suisse les plus fréquentées des touristes et peuplées de gens riches — à savoir : de petits groupes de riches aristocrates recevant des dividendes et des pensions du lointain Orient, avec un groupe un peu plus nombreux d'employés professionnels et de commerçants et un nombre plus important de domestiques et d'ouvriers occupés dans les transports et dans l'industrie travaillant à la finition des produits manufacturés. Quant aux principales branches d'industrie, elles disparaîtraient, et la grande masse des produits alimentaires et semi-ouvrés affluerait d'Asie et d'Afrique comme un tribut. » « Telles sont les possibilités que nous offre une plus large alliance des Etats d'Occident, une fédération européenne des grandes puissances : loin de faire avancer la civilisation universelle, elle pourrait signifier un immense danger de parasitisme occidental aboutissant à constituer un groupe à part de nations industrielles avancées, dont les classes supérieures recevraient un énorme tribut de l'Asie et de l'Afrique et entretiendraient, à l'aide de ce tribut, de grandes masses domestiquées d'employés et de serviteurs, non plus occupées à produire en grandes quantités des produits agricoles et industriels, mais rendant des services privés ou accomplissant, sous le contrôle de la nouvelle aristocratie financière, des travaux industriels de second ordre. Que ceux qui sont prêts à tourner le dos à cette théorie » (il aurait fallu dire : à cette perspective), « comme ne méritant pas d'être examinée, méditent sur les conditions économiques et sociales des régions de l'Angleterre méridionale actuelle, qui en sont déjà arrivées à cette situation. Qu'ils réfléchissent à l'extension considérable que pourrait prendre ce système si la Chine était soumise au contrôle économique de semblables groupes de financiers, de « placeurs de capitaux » (les rentiers), de leurs fonctionnaires politiques et de leurs employés de commerce et d'industrie, qui drainent les profits du plus grand réservoir potentiel que le monde ait jamais connu, afin de les consommer en Europe. Certes, la situation est trop complexe et le jeu des forces mondiales trop difficile à escompter pour que ladite ou quelque autre prévision de l'avenir dans une seule direction puisse être considérée comme la plus probable. Mais les influences qui régissent à l'heure actuelle l'impérialisme de l'Europe

occidentale s'orientent dans cette direction, et si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, c'est dans ce sens qu'elles joueront. » [Hobson, pp. 103, 205, 144, 335, 386.]

L'auteur a parfaitement raison : si les forces de l'impérialisme ne rencontraient pas de résistance, elles aboutiraient précisément à ce résultat. La signification des « Etats-Unis d'Europe » dans la situation actuelle, impérialiste, a été ici très justement caractérisée. Il eût fallu seulement ajouter que, à l'intérieur du mouvement ouvrier également, les opportunistes momentanément vainqueurs dans la plupart des pays, « jouent », avec système et continuité, précisément dans ce sens. L'impérialisme, qui signifie le partage du monde et une exploitation ne s'étendant pas uniquement à la Chine, et qui procure des profits de monopole élevés à une poignée de pays très riches, crée la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat ; par là même, il alimente l'opportunisme, lui donne corps et le consolide. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, ce sont les forces dressées contre l'impérialisme en général et l'opportunisme en particulier, forces que le social-libéral Hobson n'est évidemment pas en mesure de discerner.

L'opportuniste allemand Gerhard Hildebrand, qui fut en son temps exclu du parti pour avoir défendu l'impérialisme et qui pourrait être aujourd'hui le chef du parti dit « social-démocrate » d'Allemagne, complète fort bien Hobson en préconisant la formation des « Etats-Unis d'Europe occidentale » (sans la Russie) en vue d'actions « communes »... contre les Noirs d'Afrique, contre le « grand mouvement islamique », pour l'entretien « d'une armée et d'une flotte puissantes » contre la « coalition sino-japonaise », etc. [Gerhard Hildebrand : *Die Erschütterung der Industriebherrschaft und des Industriesozialismus*, 1910, pp. 229 et suivantes.]

La description par Schulze-Gaevernitz de l'« impérialisme britannique » nous révèle les mêmes traits de parasitisme. Le revenu national de l'Angleterre a presque doublé de 1865 à 1898, tandis que le revenu « provenant de l'étranger » a, dans le même temps, augmenté de neuf fois. Si le « mérite » de l'impérialisme est d'« habituer le Noir au travail » (on ne saurait se passer de la contrainte...), le « danger » de l'impérialisme consiste en ceci que « l'Europe se déchargera du travail manuel — d'abord du travail de la terre et des mines, et puis du travail industriel le plus grossier — sur les hommes de couleur, et s'en tiendra, en ce qui la concerne, au rôle de rentier, préparant peut-être ainsi l'émancipation économique, puis politique, des races de couleur ».

En Angleterre, une quantité de terre sans cesse croissante est enlevée à l'agriculture pour être affectée au sport, à l'amusement des riches. Pour ce qui est de l'Ecosse, pays le plus aristocratique pour la chasse et autres sports, on dit qu'« elle vit de son passé et de M. Carnegie » (un milliardaire américain). Rien que pour les courses et la chasse au renard, l'Angleterre dépense annuellement 14 millions de livres sterling (environ 130 millions de roubles). Le nombre des rentiers de ce pays s'élève à un million environ. La proportion des producteurs y est en baisse :

	Population de l'Angleterre (en millions d'habitants)	Ouvriers des principales industries (en millions)	Pourcentage par rapport à la population
1851	17,9	4,1	23 %
1901	32,5	4,9	15 %

Et, parlant de la classe ouvrière anglaise, l'investigateur bourgeois de « l'impérialisme britannique du début du XX<sup>e</sup> siècle » est obligé d'établir systématiquement une différence entre la « couche supérieure » des ouvriers et la « couche intérieure prolétarienne proprement dite ». La première fournit la masse des coopérateurs et des syndiqués, des membres des sociétés sportives et des nombreuses sectes religieuses. C'est à son niveau qu'est adapté le droit de vote qui, en Angleterre, « est encore suffisamment limité pour qu'en soit exclue la couche inférieure prolétarienne proprement dite » !! Pour présenter sous un jour plus favorable la condition de la classe ouvrière anglaise, on ne parle généralement que de cette couche supérieure, qui ne forme qu'une minorité du prolétariat : par exemple, « la question du chômage intéresse surtout Londres et la couche inférieure prolétarienne, dont les hommes politiques font peu de cas »... [Schulze-Gaevernitz : *Britischer Imperialismus*, p. 301.] Il aurait fallu dire : dont les politiciens bourgeois et les opportunistes « socialistes » font peu de cas.

Parmi les caractéristiques de l'impérialisme qui se rattachent au groupe de phénomènes dont nous parlons, il faut mentionner la diminution de l'émigration en provenance des pays impérialistes et l'accroissement de l'immigration, vers ces pays, d'ouvriers venus des pays plus arriérés, où les salaires sont plus bas. L'émigration anglaise, remarque Hobson, tombe à partir de 1884 : elle atteignait cette année-là 242 000 personnes, et 169 000 en 1900. L'émigration allemande atteint son maximum entre 1881 et 1890 : 1 453 000 émigrants ; au cours des

deux dizaines d'années suivantes, elle tomba respectivement à 544 000 et 341 000 pendant qu'augmentait le nombre des ouvriers venus en Allemagne d'Autriche, d'Italie, de Russie, etc. D'après le recensement de 1907, il y avait en Allemagne 1 342 294 étrangers, dont 440 800 ouvriers industriels et 257 329 travailleurs agricoles. [*Statistik des Deutschen Reichs, t. 211.*] En France, les travailleurs de l'industrie minière sont « en grande partie » des étrangers : Polonais, Italiens, Espagnols. [*Henger : Die Kapitalsanlage der Franzosen, Stuttgart 1913.*]

Aux Etats-Unis, les immigrants de l'Europe orientale et méridionale occupent les emplois les plus mal payés, tandis que les ouvriers américains fournissent la proportion la plus forte de contremaîtres et d'ouvriers exécutant les travaux les mieux rétribués. [*Hourwich : Immigration and Labour, New York 1913.*] L'impérialisme tend à créer, également parmi les ouvriers, des catégories privilégiées et à les détacher de la grande masse du prolétariat.

A noter qu'en Angleterre, la tendance de l'impérialisme à diviser les ouvriers, à renforcer parmi eux l'opportunisme, à provoquer la décomposition momentanée du mouvement ouvrier, est apparue bien avant la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup>. Car deux traits distinctifs essentiels de l'impérialisme, la possession de vastes colonies et le monopole du marché mondial, s'y sont manifestés dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Marx et Engels ont méthodiquement, pendant des dizaines d'années, observé de près cette liaison de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier avec les particularités impérialistes du capitalisme anglais. Ainsi, Engels écrivait à Marx le 7 octobre 1858 : « En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation, bourgeoise entre toutes, veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Evidemment, de la part d'une nation qui exploite l'univers entier c'est, jusqu'à un certain point, logique. » Près d'un quart de siècle plus tard, dans une lettre du 11 août 1881, il parle des « pires trade-unions anglaises qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient ». Dans une lettre à Kautsky (12 septembre 1882), Engels écrivait : « Vous me demandez ce que pensent les ouvriers anglais de la politique coloniale. La même chose que ce qu'ils pensent de la politique en général. Ici, point de parti ouvrier ; il n'y a que des radicaux conservateurs et libéraux ; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial. » (Engels a exposé la même thèse dans sa préface à la deuxième édition de *La situation des classes laborieuses en Angleterre*, 1892.) [*Briefwechsel von Marx und Engels, tome II, p. 290 ; tome IV, p. 453. - K. Kautsky : Sozialismus und Kolonialpolitik, p. 79, Berlin 1907 ; brochure écrite aux temps infiniment lointains où Kautsky était encore marxiste.*]

Voilà donc, nettement indiquées, les causes et les conséquences. Les causes : 1) l'exploitation du monde par l'Angleterre ; 2) son monopole sur le marché mondial ; 3) son monopole colonial. Les conséquences : 1) l'embourgeoisement d'une partie du prolétariat anglais ; 2) une partie de ce prolétariat se laisse diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient. L'impérialisme du début du XX<sup>e</sup> siècle a achevé le partage du globe entre une poignée d'Etats, dont chacun exploite aujourd'hui (en ce sens qu'il en retire du surprofit) une partie du « monde entier » à peine moindre que celle qu'exploitait l'Angleterre en 1858 ; dont chacun, grâce aux trusts, aux cartels, au capital financier, à ses rapports de créancier à débiteur, occupe une situation de monopole sur le marché mondial ; dont chacun jouit, dans une certaine mesure, d'un monopole colonial (nous avons vu que, sur 75 millions de kilomètres carrés, superficie de toutes les colonies du monde, 65 millions, c'est-à-dire 86 %, sont concentrés aux mains de six grandes puissances ; 61 millions de kilomètres carrés, soit 81 %, sont détenus par trois puissances).

Ce qui distingue la situation actuelle, c'est l'existence de conditions économiques et politiques qui ne pouvaient manquer de rendre l'opportunisme encore plus incompatible avec les intérêts généraux et vitaux du mouvement ouvrier : d'embryon, l'impérialisme est devenu le système prédominant ; les monopoles capitalistes ont pris la première place dans l'économie et la politique ; le partage du monde a été mené à son terme ; d'autre part, au lieu du monopole sans partage de l'Angleterre, nous assistons maintenant à la lutte d'un petit nombre de puissances impérialistes pour la participation au monopole, lutte qui caractérise tout le début du XX<sup>e</sup> siècle.

L'opportunisme ne peut plus triompher aujourd'hui complètement au sein du mouvement ouvrier d'un seul pays pour des dizaines et des dizaines d'années, comme il l'a fait en Angleterre dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais, dans toute une série de pays, il a atteint sa pleine maturité, il l'a dépassée et s'est décomposé en fusionnant complètement, sous la forme du social-chauvinisme, avec la politique bourgeoise. [*Le social-chauvinisme russe des Potressov, des Tchkhénkéli, des Maslov, etc., sous sa forme ouverte aussi bien que sous sa forme voilée (MM. Tchkhéidzé, Skobélev, Axelrod, Martov, etc.) est également issu d'une variété russe de l'opportunisme, notamment du courant liquidateur.*]

## IX. LA CRITIQUE DE L'IMPÉRIALISME

Nous entendons la critique de l'impérialisme au sens large du mot, comme l'attitude des différentes classes de la société envers la politique de l'impérialisme, à partir de l'idéologie générale de chacune d'elles.

La proportion gigantesque du capital financier concentré dans quelques mains et créant un réseau extraordinairement vaste et serré de rapports et de relations, par l'entremise duquel il soumet à son pouvoir la masse non seulement des moyens et petits, mais même des très petits capitalistes et patrons, ceci d'une part, et la lutte aiguë contre les autres groupements nationaux de financiers pour le partage du monde et la domination sur les autres pays, d'autre part, — tout cela fait que les classes possédantes passent en bloc dans le camp de l'impérialisme. Engouement « général » pour les perspectives de l'impérialisme, défense acharnée de celui-ci, tendance à le farder de toutes les manières, — n'est-ce pas un signe des temps. L'idéologie impérialiste pénètre également dans la classe ouvrière, qui n'est pas séparée des autres classes par une muraille de Chine. Si les chefs de l'actuel parti dit « social-démocrate » d'Allemagne sont traités à juste titre de « social-impérialistes », c'est-à-dire de socialistes en paroles et d'impérialistes en fait, il convient de dire que, déjà en 1902, Hobson signalait l'existence en Angleterre des « impérialistes fabiens », appartenant à l'opportuniste « Société des fabiens ».

Les savants et les publicistes bourgeois défendent généralement l'impérialisme sous une forme quelque peu voilée ; ils en dissimulent l'entière domination et les racines profondes ; ils s'efforcent de faire passer au premier plan des particularités, des détails secondaires, s'attachant à détourner l'attention de l'essentiel par de futiles projets de « réformes » tels que la surveillance policière des trusts et des banques, etc. Plus rares sont les impérialistes avérés, cyniques, qui ont le courage d'avouer combien il est absurde de vouloir réformer les traits essentiels de l'impérialisme.

Un exemple. Dans les *Archives de l'économie mondiale*, les impérialistes allemands s'appliquent à suivre les mouvements de libération nationale dans les colonies, surtout non allemandes, comme bien l'on pense. Ils signalent l'effervescence et les protestations qui se manifestent dans l'Inde, les mouvements du Natal (Afrique du Sud), des Indes néerlandaises, etc. L'un d'eux, dans une note à propos d'une publication anglaise rendant compte de la conférence des nations et races assujetties, qui s'est tenue du 28 au 30 juin 1910 et a réuni les représentants des divers peuples d'Asie, d'Afrique et d'Europe subissant une domination étrangère, porte le jugement suivant sur les discours prononcés à cette conférence : « On nous dit qu'il faut combattre l'impérialisme ; que les Etats dominants doivent reconnaître aux peuples assujettis le droit à l'indépendance ; qu'un tribunal international doit surveiller l'exécution des traités conclus entre les grandes puissances et les peuples faibles. La conférence ne va pas plus loin que ces vœux innocents. Nous n'y voyons pas trace de la compréhension de cette vérité que l'impérialisme est indissolublement lié au capitalisme dans sa forme actuelle et que, par conséquent (!), la lutte directe contre l'impérialisme est sans espoir, à moins que l'on ne se borne à combattre certains excès particulièrement révoltants. » [*Weltwirtschaftliches Archiv*, vol. II, p. 193.] Etant donné que le redressement réformiste des bases de l'impérialisme est une duperie, un « vœu innocent », et que les représentants bourgeois des nations opprimées ne vont pas « plus loin » en avant, le représentant bourgeois de la nation oppressive va « plus loin » en arrière vers une adulation servile de l'impérialisme, qu'il masque sous des prétentions « scientifiques ». Belle « logique », en vérité !

Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou en arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes. La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle.

Aux Etats-Unis, la guerre impérialiste de 1898 contre l'Espagne suscita l'opposition des « anti-impérialistes », ces derniers mohicans de la démocratie bourgeoise, qui qualifiaient cette guerre de « criminelle », considéraient l'annexion de territoires étrangers comme une violation de la Constitution, dénonçaient la « déloyauté des chauvins » à l'égard du chef des indigènes des Philippines, Aguinaldo (auquel les Américains avaient d'abord promis l'indépendance de son pays pour, ensuite, y débarquer des troupes américaines et annexer les Philippines), et citaient les paroles de Lincoln : « Quand un Blanc se gouverne lui-même, il y a self-government ; quand il se gouverne lui-même et, en même temps, gouverne les autres, ce n'est plus du self-government, c'est du

despotisme. » [J. Patouillet : *L'impérialisme américain, Dijon 1904, p. 272.*] Mais, en attendant, toute cette critique craignait de reconnaître la liaison indissoluble qui rattache l'impérialisme aux trusts et, par conséquent, aux fondements du capitalisme ; elle craignait de s'unir aux forces engendrées par le grand capitalisme et son développement, elle demeurait un « vœu innocent ».

Telle est aussi la position fondamentale de Hobson dans sa critique de l'impérialisme. Hobson a anticipé sur les thèses de Kautsky, en s'insurgeant contre l'« inéluctabilité de l'impérialisme » et en invoquant la nécessité « d'élever la capacité de consommation » de la population (en régime capitaliste !). C'est aussi le point de vue petit-bourgeois qu'adoptent dans leur critique de l'impérialisme, de l'omnipotence des banques, de l'oligarchie financière, etc., des auteurs maintes fois cités par nous, tels que Agahd, A. Lans-burgh et L. Eschwege et, parmi les Français, Victor Bérard, auteur d'un livre superficiel : *L'Angleterre et l'impérialisme*, paru en 1900. Sans prétendre le moins du monde faire œuvre de marxistes, ils opposent tous à l'impérialisme la libre concurrence et la démocratie, condamnent le projet du chemin de fer de Bagdad, qui mène à des conflits et à la guerre, et formulent des « vœux innocents » de paix, etc. Il n'est pas jusqu'au statisticien des émissions internationales, A. Neymarck, qui, totalisant les centaines de milliards de francs représentés par les valeurs « internationales », s'exclamait en 1912 : « Est-il possible d'admettre que la paix puisse être rompue ?... que l'on risque, en présence de ces chiffres énormes, de provoquer une guerre ? » [*Bulletin de l'Institut International de Statistique, t. XIX, livre II, p. 225.*]

Une telle naïveté, et de la part des économistes bourgeois, n'est pas étonnante ; au surplus, il leur est *avantageux* de feindre la naïveté et de parler « sérieusement » de paix à l'époque de l'impérialisme. Mais que reste-t-il du marxisme de Kautsky lorsque, en 1914, 1915, 1916, il adopte le même point de vue que les réformistes bourgeois et affirme que « tout le monde est d'accord » (impérialistes, pseudo-socialistes et social-pacifistes) en ce qui concerne la paix ? Au lieu d'analyser et de mettre en lumière les profondes contradictions impérialistes, il forme le « vœu pieux », réformiste, de les esquiver et de les éluder.

Voici un spécimen de la critique économique de l'impérialisme par Kautsky. Il examine les statistiques de 1872 et 1912 sur les exportations et les importations anglaises à destination et en provenance de l'Égypte ; il s'avère qu'elles se sont développées plus faiblement que l'ensemble des exportations et importations de l'Angleterre. Et Kautsky de conclure : « Nous n'avons aucune raison de supposer que, sans l'occupation militaire de l'Égypte, le commerce de l'Angleterre avec l'Égypte ce fût moins accru par le simple poids des facteurs économiques. » « C'est par la démocratie pacifique, et non par les méthodes violentes de l'impérialisme, que les tendances du capital à l'expansion peuvent être le mieux favorisées. » [*Kautsky : Nationalstaat, imperialistischer Staat und Staatenbund, Nuremberg 1915, pp. 72 et 70.*] Ce raisonnement de Kautsky, repris sur tous les tons par son héraut d'armes en Russie (et défenseur russe des social-chauvins), M. Spectator, constitue le fond de la critique kautskiste de l'impérialisme et mérite, de ce fait, un examen plus détaillé. Commençons par une citation de Hilferding, dont Kautsky a dit maintes fois, notamment en avril 1915, que ses conclusions étaient « unanimement adoptées par tous les théoriciens socialistes ».

« Ce n'est pas l'affaire du prolétariat, écrit Hilferding, d'opposer à la politique capitaliste plus progressive la politique dépassée de l'époque du libre-échange et de l'hostilité envers l'État. La réponse du prolétariat à la politique économique du capital financier, à l'impérialisme, ne peut être le libre-échange, mais seulement le socialisme. Ce n'est pas le rétablissement de la libre concurrence, devenu maintenant un idéal réactionnaire, qui peut être aujourd'hui le but de la politique prolétarienne, mais uniquement l'abolition complète de la concurrence par la suppression du capitalisme. » [*Le capital financier, p. 567.*]

Kautsky a rompu avec le marxisme en défendant, pour l'époque du capital financier, un « idéal réactionnaire », la « démocratie pacifique », le « simple poids des facteurs économiques », car cet idéal rétrograde *objectivement* du capitalisme monopoliste au capitalisme non monopoliste, il est une duperie réformiste. Le commerce avec l'Égypte (ou avec toute autre colonie ou semi-colonie) « se fût accru » davantage sans occupation militaire, sans impérialisme, sans capital financier. Qu'est-ce à dire ? Que le capitalisme se développerait plus rapidement si la libre concurrence n'était limitée ni par les monopoles en général, ni par les « relations » ou le joug (c'est-à-dire encore le monopole) du capital financier, ni par la possession monopoliste des colonies par certains pays ? Les raisonnements de Kautsky ne sauraient avoir un autre sens : or, ce « sens » est un non-sens. Admettons que, en effet, la libre concurrence, sans monopoles d'aucune sorte, *puisse* développer plus rapidement le capitalisme et le commerce. Mais plus le développement du commerce et du capitalisme est rapide, et plus est forte la concentration de la production et du capital, laquelle *engendre* le monopole. Et les monopoles *sont déjà nés*, — *issus* précisément de la libre concurrence ! Si même les monopoles se sont mis de nos jours à freiner le

développement, ce n'est cependant pas un argument en faveur de la libre concurrence, qui n'est plus possible depuis qu'elle a engendré les monopoles.

Tournez et retournez les raisonnements de Kautsky, vous n'y trouverez rien d'autre qu'esprit réactionnaire et réformisme bourgeois.

Si l'on corrige ce raisonnement et que l'on dise, avec Spectator : le commerce des colonies anglaises se développe aujourd'hui moins vite avec la métropole qu'avec les autres pays, Kautsky n'en sera pas quitte pour autant. Car ce qui crée des difficultés à l'Angleterre, c'est *aussi* le monopole, c'est *aussi* l'impérialisme, mais ceux d'autres pays (Amérique, Allemagne). On sait que les cartels ont entraîné la création de tarifs protectionnistes d'un type nouveau et original : comme l'avait déjà noté Engels dans le livre III du *Capital*<sup>187</sup>, on protège précisément les produits susceptibles d'être exportés. On sait également que les cartels et le capital financier ont un système qui leur est propre, celui de l'« exportation à vil prix », du « dumping », comme disent les Anglais : à l'intérieur du pays, le cartel vend ses produits au prix fort, fixé par le monopole ; à l'étranger, il les vend à un prix dérisoire pour ruiner un concurrent, étendre au maximum sa propre production, etc.

Si l'Allemagne développe son commerce avec les colonies anglaises plus rapidement que l'Angleterre elle-même, cela ne prouve qu'une chose, c'est que l'impérialisme allemand est plus jeune, plus fort, mieux organisé que l'impérialisme anglais, qu'il lui est supérieur ; mais cela ne prouve nullement la « suprématie » du commerce libre. Car cette lutte ne dresse pas le commerce libre contre le protectionnisme, contre la dépendance coloniale, mais oppose l'un à l'autre deux impérialismes rivaux, deux monopoles, deux groupements du capital financier.

La suprématie de l'impérialisme allemand sur l'impérialisme anglais est plus forte que la muraille des frontières coloniales ou des tarifs douaniers protecteurs ; en tirer « argument » *en faveur* de la liberté du commerce et de la « démocratie pacifique », c'est débiter des platitudes, c'est oublier les traits et les caractères essentiels de l'impérialisme, c'est substituer au marxisme le réformisme petit-bourgeois.

Il est intéressant de noter que même l'économiste bourgeois A. Lansburgh, dont la critique de l'impérialisme est aussi petite-bourgeoise que celle de Kautsky, a pourtant étudié plus scientifiquement que ce dernier les données de la statistique commerciale. Il n'a pas fait porter sa comparaison sur un pays pris au hasard et uniquement une colonie, d'une part, avec les autres pays, d'autre part, mais sur les exportations d'un pays impérialiste 1) dans les pays qui lui empruntent de l'argent et sont financièrement dépendants à son égard et 2) dans les pays qui en sont financièrement indépendants. Et voici le tableau qu'il a obtenu :

<i>Exportations de l'Allemagne (en millions de marks)</i>		1889	1908	Augmentation en %
Dans les pays financièrement dépendants de l'Allemagne	Roumanie	48,2	70,8	+ 47 %
	Portugal	19,0	32,8	+ 73 %
	Argentine	60,7	147,0	+ 143 %
	Brésil	48,7	84,5	+ 73 %
	Chili	28,3	52,4	+ 85 %
	Turquie	29,9	64,0	+ 114 %
	<b>Total :</b>	<b>234,8</b>	<b>451,5</b>	+ 92 %
Dans les pays financièrement indépendants de l'Allemagne	Grande-Bretagne	651,8	997,4	+ 53 %
	France	210,2	437,9	+ 108 %
	Belgique	137,2	322,8	+ 135 %
	Suisse	177,4	401,1	+ 127 %
	Australie	21,2	64,5	+ 205 %
	Indes néerlandaises	8,8	40,7	+ 363 %
	<b>Total :</b>	<b>1206,6</b>	<b>2264,4</b>	+ 87 %

Lansburgh n'a pas tiré de *conclusions* et, de ce fait, par une singulière inadvertance, il n'a pas remarqué que *si* ces chiffres prouvent quelque chose, ce n'est que *contre* lui, car les exportations vers des pays financièrement dépendants se sont *tout de même* développées un peu *plus vite* qu'en direction des pays financièrement indépendants (nous soulignons notre « si », car la statistique de Lansburgh est loin d'être complète).

Etablissant le lien qui existe entre les exportations et les emprunts, Lansburgh écrit :

« En 1890-91, un emprunt roumain fut contracté par l'entremise des banques allemandes, qui, les années précédentes, avaient déjà consenti des avances sur cet emprunt. Il servit principalement à des achats en Allemagne de matériel ferroviaire. En 1891, les exportations allemandes vers la Roumanie s'élevaient à 55 millions de marks. L'année d'après, elles tombaient à 39,4 millions, pour descendre par paliers jusqu'à 25,4 millions en 1900. Elles n'ont rejoint le niveau de 1891 que ces toutes dernières années, grâce à deux nouveaux emprunts. Les exportations allemandes au Portugal s'élevèrent, par suite des emprunts de 1888-89, à 21,1 millions de marks (1890), pour retomber dans les deux années qui suivirent à 16,2 et 7,4 millions ; elles ne remontèrent à leur ancien niveau qu'en 1903. Les chiffres concernant le commerce de l'Allemagne avec l'Argentine sont encore plus significatifs. A la suite des emprunts de 1888 et de 1890, les exportations vers l'Argentine atteignirent en 1889 60,7 millions de marks. Deux ans plus tard, elles n'étaient plus que de 18,6 millions, soit à peine le tiers du chiffre précédent. Ce n'est qu'en 1901 qu'elles atteignirent et dépassèrent leur niveau de 1889, grâce à de nouveaux emprunts contractés en Allemagne par l'Etat et les villes, ainsi qu'à des avances de fonds pour la construction d'usines électriques et à d'autres opérations de crédit. A la suite de l'emprunt de 1889, les exportations vers le Chili s'élevèrent à 45,2 millions (1892) ; elles retombèrent un an plus tard à 22,5 millions. Après un nouvel emprunt contracté par l'intermédiaire des banques allemandes en 1906, les exportations montèrent à 84,7 millions en 1907 pour retomber, en 1908, à 52,4 millions. » [*Die Bank, 1909, II, pp. 819 et suivantes.*]

De ces faits, Lansburgh tire cette plaisante moralité petite-bourgeoise que les exportations liées aux emprunts sont instables et irrégulières, qu'il est fâcheux d'exporter des capitaux à l'étranger au lieu de développer « naturellement » et « harmonieusement » l'industrie nationale, que les pots-de-vin se chiffrant par millions distribués à l'occasion des emprunts étrangers reviennent « cher » à la firme Krupp, etc. Mais les faits attestent clairement : la montée des exportations est *justement* liée aux tripotages du capital financier, qui ne se soucie guère de morale bourgeoise et écorche deux fois le même boeuf : d'abord, les bénéfices de l'emprunt ; ensuite, les bénéfices que rapporte *ce même* emprunt quand il est employé à l'achat des produits de Krupp ou du matériel ferroviaire du Syndicat de l'acier, etc.

Répétons que nous ne considérons pas du tout la statistique de Lansburgh comme une perfection. Mais il fallait absolument la reproduire, parce qu'elle est plus scientifique que celle de Kautsky et de Spectator, parce que Lansburgh donne la bonne manière de poser la question. Pour traiter du rôle du capital financier en matière d'exportation, etc., il faut savoir distinguer le lien qui existe spécialement et exclusivement entre l'exportation et les tripotages des financiers, spécialement et exclusivement entre l'exportation et l'écoulement des produits des cartels, etc. Tandis que comparer simplement les colonies en général aux non-colonies, un impérialisme à un autre, une semi-colonie ou une colonie (l'Egypte) à tous les autres pays, c'est tourner la question et masquer ce qui en fait justement le *fond*.

Si la critique théorique de l'impérialisme par Kautsky n'a rien de commun avec le marxisme, si elle ne peut que servir de marchepied à la propagande de la paix et de l'unité avec les opportunistes et les social-chauvins, c'est parce qu'elle élude et estompe justement les contradictions les plus profondes, les plus fondamentales de l'impérialisme : contradiction entre les monopoles et la libre concurrence qui s'exerce à côté d'eux, celle entre les formidables « opérations » (et les formidables profits) du capital financier et le commerce « honnête » sur le marché libre, celle entre les cartels et les trusts, d'une part, et l'industrie non cartellisée, d'autre part, etc.

La fameuse théorie de l'« ultra-impérialisme » inventée par Kautsky revêt un caractère tout aussi réactionnaire. Comparez le raisonnement qu'il a fait en 1915 à ce sujet à celui développé par Hobson en 1902 :

Kautsky : «... La politique impérialiste actuelle ne peut-elle pas être supplantée par une politique nouvelle, ultra-impérialiste, qui substituerait à la lutte entre les capitaux financiers nationaux l'exploitation de l'univers en commun par le capital financier uni à l'échelle internationale ? Cette nouvelle phase du capitalisme est en tout cas concevable. Est-elle réalisable ? Il n'existe pas encore de prémisses indispensables pour nous permettre de trancher la question. » [*Neue Zeit. 30 avril 1915, p. 144.*]



Hobson : « Le christianisme, qui a pris solidement pied dans un petit nombre de grands empires fédéraux dont chacun possède une série de colonies non civilisées et de pays dépendants, apparaît à beaucoup comme le développement le plus logique des tendances modernes, développement qui donnerait le plus d'espoir en une paix durable sur la base solide d'un inter-impérialisme. »

Kautsky appelle ultra-impérialisme ce que Hobson a appelé, treize ans avant lui, inter-impérialisme. Outre l'invention d'un nouveau vocable savantissime au moyen du remplacement d'une particule latine par une autre, le progrès de la pensée « scientifique » de Kautsky se résume à vouloir faire passer pour du marxisme ce qu'Hobson présente en substance comme l'hypocrisie de la prêtraille anglaise. Après la guerre anglo-boer, il était tout naturel que cette caste hautement respectable orientât le gros de ses efforts vers la *consolation* des petits bourgeois et des ouvriers anglais, qui avaient perdu beaucoup des leurs dans les batailles sud-africaines et qui se voyaient infliger un supplément d'impôts pour assurer des profits plus élevés aux financiers anglais. Pouvait-on mieux les consoler qu'en leur faisant croire que l'impérialisme n'était pas si mauvais, qu'il était proche de l'inter- (ou de l'ultra-) impérialisme, susceptible d'assurer une paix permanente ? Quelles que soient les bonnes intentions de la prêtraille anglaise, ou du doux Kautsky, la signification sociale objective, c'est-à-dire réelle, de sa « théorie » est et ne peut être que de consoler les masses, dans un esprit éminemment réactionnaire, par l'espoir d'une paix permanente en régime capitaliste, en détournant leur attention des antagonismes aigus et des problèmes aigus de l'actualité, et en l'orientant vers les perspectives mensongères d'on ne sait quel futur « ultra-impérialisme » prétendument nouveau. Mystification des masses, il n'y a absolument rien d'autre dans la théorie « marxiste » de Kautsky.

En effet, il suffit de confronter clairement des faits notoires, indiscutables, pour se convaincre de la fausseté des perspectives que Kautsky s'efforce de faire entrevoir aux ouvriers d'Allemagne (et aux ouvriers de tous les pays). Considérons l'Inde, l'Indochine et la Chine. On sait que ces trois pays coloniaux et semi-coloniaux, d'une population totale de 600 à 700 millions d'habitants, sont exploités par le capital financier de plusieurs puissances impérialistes : Angleterre, France, Japon, Etats-Unis, etc. Admettons que ces pays impérialistes forment des alliances les uns contre les autres, afin de sauvegarder ou d'étendre leurs possessions, leurs intérêts et leurs « zones d'influence » dans les pays asiatiques mentionnés. Ce seraient là des alliances « inter-impérialistes » ou « ultra-impérialistes ». Admettons que *toutes* les puissances impérialistes concluent une alliance pour un partage « pacifique » de ces pays d'Asie : on pourra parler du « capital financier uni à l'échelle internationale ». Il existe des exemples de ce genre d'alliances au cours du XX<sup>e</sup> siècle, disons dans les rapports des puissances à l'égard de la Chine. Est-il « concevable » de supposer, le régime capitaliste subsistant (condition que suppose justement Kautsky), que ces alliances ne soient pas de courte durée, qu'elles excluent les frictions, les conflits et la lutte sous toutes les formes possibles et imaginables ?

Il suffit de poser clairement la question pour voir que la réponse ne peut être que négative. Car il est inconcevable en régime capitaliste que le partage des zones d'influence, des intérêts, des colonies, etc., repose sur autre chose que la *force* de ceux qui prennent part au partage, la force économique, financière, militaire, etc. Or, les forces respectives de ces participants au partage varient d'une façon inégale, car il ne peut y avoir en régime capitaliste de développement *uniforme* des entreprises, des trusts, des industries, des pays. L'Allemagne était, il y a un demi-siècle, une quantité négligeable, par sa force capitaliste comparée à celle de l'Angleterre d'alors ; il en était de même du Japon comparativement à la Russie. Est-il « concevable » de supposer que, d'ici une dizaine ou une vingtaine d'années, le rapport des forces entre les puissances impérialistes demeurera inchangé ? C'est absolument inconcevable.

Aussi, les alliances « inter-impérialistes » ou « ultra-impérialistes » dans la réalité capitaliste, et non dans la mesquine fantaisie petite-bourgeoise des prêtres anglais ou du « marxiste » allemand Kautsky, ne sont inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre, ou d'une union générale embrassant *toutes* les puissances impérialistes, que des « trêves » entre les guerres. Les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre ; elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur *une seule et même* base, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale. Or, l'extra-lucide Kautsky, pour rassurer les ouvriers et les réconcilier avec les social-chauvins passés aux côtés de la bourgeoisie, *sépare* les deux anneaux de cette seule et même chaîne ; il sépare l'union pacifique (et ultra-impérialiste, voire ultra-ultra-impérialiste) actuelle de *toutes* les puissances pour « pacifier » la Chine (rappelez-vous la répression de la révolte des Boxers) du conflit non pacifique de demain, lequel préparera pour après-demain une nouvelle alliance universelle « pacifique » en vu du partage, par exemple, de la Turquie, etc., etc. Au lieu de la liaison vivante entre les périodes de paix impérialiste et les périodes de guerres impérialistes, Kautsky offre aux ouvriers une abstraction sophistiquée, afin de les réconcilier avec leurs chefs dégénérés.

Dans la préface à son *Histoire de la diplomatie dans le développement international de l'Europe*, l'Américain Hill divise l'histoire diplomatique contemporaine en trois périodes : 1) l'ère de la révolution ; 2) le mouvement constitutionnel ; 3) l'ère de l'« impérialisme commercial » contemporain. [David Jayne Hill : *A History of the Diplomacy in the international development of Europe*, vol. I, p. X.] Un autre auteur divise l'histoire de la « politique mondiale » de la Grande-Bretagne depuis 1870 en quatre périodes : 1) la première période asiatique (lutte contre la progression de la Russie en Asie centrale vers l'Inde) ; 2) la période africaine (approximativement de 1885 à 1902) — lutte contre la France pour le partage de l'Afrique (« Fachoda » 1898, on est à un cheveu de la guerre avec la France) ; 3) la deuxième période asiatique (traité avec le Japon contre la Russie) et 4) la période « européenne », caractérisée surtout par la lutte contre l'Allemagne. [Schilder, *ouvr. cité*, p. 178.]

« Les escarmouches politiques d'avant-postes se produisent sur le terrain financier », écrivait dès 1905 Riesser, « personnalité » du monde de la banque, qui montrait comment le capital financier français opérant en Italie préparait l'alliance politique des deux pays ; comment se développaient la lutte entre l'Allemagne et l'Angleterre pour la Perse, ainsi que la lutte de tous les capitaux européens pour les emprunts à consentir à la Chine, etc. La voilà, la réalité vivante des alliances pacifiques « ultra-impérialistes » dans leur liaison indissoluble avec les conflits simplement impérialistes.

L'atténuation par Kautsky des contradictions les plus profondes de l'impérialisme, atténuation qui conduit inévitablement à farder l'impérialisme, n'est pas sans influencer également sur la critique que fait cet auteur des caractères politiques de ce dernier. L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté. Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique, aggravation extrême des antagonismes dans ce domaine également : tel est le résultat de ces tendances. De même se renforcent particulièrement l'oppression nationale et la tendance aux annexions, c'est-à-dire à la violation de l'indépendance nationale (car l'annexion n'est rien d'autre qu'une violation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes).

Hilferding note très justement la liaison entre l'impérialisme et le renforcement de l'oppression nationale. « Pour ce qui est des pays nouvellement découverts, écrit-il, le capital importé y intensifie les antagonismes et suscite contre les intrus la résistance croissante des peuples qui s'éveillent à la conscience nationale ; cette résistance peut facilement aboutir à des mesures dangereuses dirigées contre le capital étranger. Les anciens rapports sociaux sont foncièrement révolutionnés ; le particularisme agraire millénaire des « nations placées en marge de l'histoire » est rompu ; elles sont entraînées dans le tourbillon capitaliste. C'est le capitalisme lui-même qui procure peu à peu aux asservis les voies et moyens de s'émanciper. Et la création d'un Etat national unifié, en tant qu'instrument de la liberté économique et culturelle, autrefois but suprême des nations européennes, devient aussi le leur. Ce mouvement d'indépendance menace le capital européen dans ses domaines d'exploitation les plus précieux, ceux qui lui offrent les plus riches perspectives ; et il ne peut maintenir sa domination qu'en multipliant sans cesse ses forces militaires. » [Le capital financier, p. 487.]

A quoi il faut ajouter que ce n'est pas seulement dans les pays nouvellement découverts, mais aussi dans les anciens, que l'impérialisme conduit aux annexions, au renforcement du joug national et, partant, à l'exaspération de la résistance. Tout en s'élevant contre le renforcement de la réaction politique par l'impérialisme, Kautsky laisse dans l'ombre une question particulièrement brûlante, celle de l'impossibilité de réaliser l'unité avec les opportunistes à l'époque de l'impérialisme. Tout en s'élevant contre les annexions, il donne à ses protestations la forme la plus inoffensive et la plus aisément acceptable pour les opportunistes. Il s'adresse directement à un auditoire allemand et n'en estompe pas moins ce qui est justement le plus important et le plus actuel, par exemple le fait que l'Alsace-Lorraine est une annexion de l'Allemagne.

Pour bien mesurer le sens de cette « déviation intellectuelle » de Kautsky, prenons un exemple. Supposons qu'un Japonais condamne l'annexion des Philippines par les Américains. Se trouvera-t-il beaucoup de gens pour croire qu'il est mû par l'hostilité aux annexions en général, et non par le désir d'annexer lui-même les Philippines ? Et ne devra-t-on pas reconnaître que l'on ne peut considérer comme sincère et politiquement loyale la « lutte » du Japonais contre les annexions que s'il se dresse contre l'annexion de la Corée par le Japon et réclame pour elle la liberté de séparation d'avec le Japon ?

L'analyse théorique ainsi que la critique économique et politique de l'impérialisme par Kautsky sont *entièrement* pénétrées d'une tendance absolument incompatible avec le marxisme, qui consiste à estomper et atténuer les contradictions les plus essentielles et à maintenir à tout prix au sein du mouvement ouvrier européen une unité chancelante avec l'opportunisme.

## ***X. LA PLACE DE L'IMPÉRIALISME DANS L'HISTOIRE***

Nous avons vu que, par son essence économique, l'impérialisme est le capitalisme monopoliste. Cela seul suffit à définir la place de l'impérialisme dans l'histoire, car le monopole, qui naît sur le terrain et à partir de la libre concurrence, marque la transition du régime capitaliste à un ordre économique et social supérieur. Il faut noter plus spécialement quatre espèces principales de monopoles ou manifestations essentielles du capitalisme monopoliste, caractéristiques de l'époque que nous étudions.

Premièrement, le monopole est né de la concentration de la production, parvenue à un très haut degré de développement. Ce sont les groupements monopolistes de capitalistes, les cartels, les syndicats patronaux, les trusts. Nous avons vu le rôle immense qu'ils jouent dans la vie économique de nos jours. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, ils ont acquis une suprématie totale dans les pays avancés, et si les premiers pas dans la voie de la cartellisation ont d'abord été franchis par les pays ayant des tarifs protectionnistes très élevés (Allemagne, Amérique), ceux-ci n'ont devancé que de peu l'Angleterre qui, avec son système de liberté du commerce, a démontré le même fait fondamental, à savoir que les monopoles sont engendrés par la concentration de la production.

Deuxièmement, les monopoles ont entraîné une mainmise accrue sur les principales sources de matières premières, surtout dans l'industrie fondamentale, et la plus cartellisée, de la société capitaliste : celle de la houille et du fer. Le monopole des principales sources de matières premières a énormément accru le pouvoir du grand capital et aggravé la contradiction entre l'industrie cartellisée et l'industrie non cartellisée.

Troisièmement, le monopole est issu des banques. Autrefois modestes intermédiaires, elles détiennent aujourd'hui le monopole du capital financier. Trois à cinq grosses banques, dans n'importe lequel des pays capitalistes les plus avancés, ont réalisé l'« union personnelle » du capital industriel et du capital bancaire, et concentré entre leurs mains des milliards et des milliards représentant la plus grande partie des capitaux et des revenus en argent de tout le pays. Une oligarchie financière qui enveloppe d'un réseau serré de rapports de dépendance toutes les institutions économiques et politiques sans exception de la société bourgeoise d'aujourd'hui : telle est la manifestation la plus éclatante de ce monopole.

Quatrièmement, le monopole est issu de la politique coloniale. Aux nombreux « anciens » mobiles de la politique coloniale le capital financier a ajouté la lutte pour les sources de matières premières, pour l'exportation des capitaux, pour les « zones d'influence », — c'est-à-dire pour les zones de transactions avantageuses, de concessions, de profits de monopole, etc., — et, enfin, pour le territoire économique en général. Quand, par exemple, les colonies des puissances européennes ne représentaient que la dixième partie de l'Afrique, comme c'était encore le cas en 1876, la politique coloniale pouvait se développer d'une façon non monopoliste, les territoires étant occupés suivant le principe, pourrait-on dire, de la « libre conquête ». Mais quand les 9/10 de l'Afrique furent accaparés (vers 1900) et que le monde entier se trouva partagé, alors commença forcément l'ère de la possession monopoliste des colonies et, partant, d'une lutte particulièrement acharnée pour le partage et le repartage du globe.

Tout le monde sait combien le capitalisme monopoliste a aggravé toutes les contradictions du capitalisme. Il suffit de rappeler la vie chère et le despotisme des cartels. Cette aggravation des contradictions est la plus puissante force motrice de la période historique de transition qui fut inaugurée par la victoire définitive du capital financier mondial.

Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes : tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant. C'est avec un relief sans cesse accru que se manifeste l'une des tendances de l'impérialisme : la création d'un « Etat-rentier », d'un Etat-usurier, dont la bourgeoisie vit de plus en plus de l'exportation de ses capitaux et de la « tonte des coupons ». Mais ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme ; non, telles branches d'industrie, telles couches de la bourgeoisie, tels pays manifestent à l'époque de l'impérialisme, avec une force plus ou moins grande, tantôt l'une, tantôt l'autre de ces tendances. Dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant, mais ce développement devient généralement plus inégal, l'inégalité de développement se manifestant en particulier par la putréfaction des pays les plus riches en capital (Angleterre).

Au sujet du rapide développement économique de l'Allemagne, Riesser, auteur d'une étude sur les grandes banques allemandes, écrit : « La progression pas tellement lente de l'époque antérieure (1848-1870) est à la

rapidité du développement de toute l'économie allemande, et notamment de ses banques, à cette époque (1870-1905), à peu près ce qu'est une chaise de poste du bon vieux temps à l'automobile moderne, dont la course devient parfois un danger aussi bien pour le piéton insouciant que pour les occupants de la voiture. » A son tour, ce capital financier qui a grandi extraordinairement vite ne demanderait pas mieux, précisément pour cette raison, que de pouvoir entrer plus « paisiblement » en possession des colonies dont il doit s'emparer, par des moyens qui ne sont pas exclusivement pacifiques, aux dépens de nations plus riches. Quant aux Etats-Unis, le développement économique y a été, en ces dernières dizaines d'années, encore plus rapide qu'en Allemagne. Et c'est justement grâce à cela que les traits parasitaires du capitalisme américain moderne sont apparus de façon particulièrement saillante. D'autre part, la comparaison entre la bourgeoisie républicaine des Etats-Unis, par exemple, et la bourgeoisie monarchiste du Japon ou de l'Allemagne montre qu'à l'époque de l'impérialisme, les plus grandes différences politiques sont extrêmement atténuées, non point qu'elles soient insignifiantes en général, mais parce que, dans tous ces cas, il s'agit d'une bourgeoisie ayant des traits parasitaires nettement affirmés.

Les profits élevés que tirent du monopole les capitalistes d'une branche d'industrie parmi beaucoup d'autres, d'un pays parmi beaucoup d'autres, etc., leur donnent la possibilité économique de corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche d'industrie ou de la nation considérées et en les dressant contre toutes les autres. Et l'antagonisme accru des nations impérialistes aux prises pour le partage du monde renforce cette tendance. Ainsi se crée la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme, liaison qui s'est manifestée en Angleterre plus tôt et avec plus de relief que partout ailleurs du fait que certains traits impérialistes de développement y sont apparus beaucoup plus tôt que dans les autres pays. Il est des auteurs, L. Martov par exemple, qui se plaisent à escamoter la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme existant au sein du mouvement ouvrier, — chose qui, aujourd'hui, saute aux yeux — par des raisonnements d'un « optimisme de commande » (dans la manière de Kautsky et de Huysmans) à l'exemple de ceux-ci : la cause des adversaires du capitalisme serait sans espoir si le capitalisme avancé, précisément, conduisait au renforcement de l'opportunisme ou si les ouvriers, précisément les mieux payés, se montraient enclins à l'opportunisme, etc. Il ne faut pas se leurrer sur la valeur de cet « optimisme » ; c'est un optimisme à l'égard de l'opportunisme, un optimisme qui sert à masquer l'opportunisme. En réalité, la rapidité particulière et le caractère particulièrement odieux du développement de l'opportunisme ne sont nullement une garantie de sa victoire durable, de même que le prompt développement d'une tumeur maligne dans un organisme sain ne peut qu'accélérer la maturation et l'élimination de l'abcès et la guérison de l'organisme. Les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère.

De tout ce qui a été dit plus haut sur la nature économique de l'impérialisme, il ressort qu'on doit le caractériser comme un capitalisme de transition ou, plus exactement, comme un capitalisme agonisant. Il est extrêmement instructif, à cet égard, de constater que les économistes bourgeois, en décrivant le capitalisme moderne, emploient fréquemment des termes tels que : « entrelacement », « absence d'isolement », etc. ; les banques sont « des entreprises qui, par leurs tâches et leur développement, n'ont pas un caractère économique strictement privé et échappent de plus en plus à la sphère de la réglementation économique strictement privée ». Et ce même Riesser, de qui sont ces derniers mots, proclame avec le plus grand sérieux que la « prédiction » des marxistes concernant la « socialisation » « ne s'est pas réalisée » !

Que veut donc dire ce mot d'« entrelacement » ? Il traduit simplement le trait le plus saillant du processus qui se déroule sous nos yeux. Il montre que l'observateur parle des arbres, mais ne voit pas la forêt. Il copie servilement ce qui est extérieur, fortuit, chaotique. Il dénonce dans l'observateur un homme écrasé par le fait brut, et totalement incapable d'en dégager le sens et la valeur. Possession d'actions et rapports entre propriétaires privés « s'entrelacent accidentellement ». Mais ce qu'il y a derrière cet entrelacement, ce qui en constitue la base, ce sont les rapports sociaux de production et leur perpétuel changement. Quand une grosse entreprise devient une entreprise géante et qu'elle organise méthodiquement, en tenant un compte exact d'une foule de renseignements, l'acheminement des deux tiers ou des trois quarts des matières premières de base nécessaires à des dizaines de millions d'hommes ; quand elle organise systématiquement le transport de ces matières premières jusqu'aux lieux de production les mieux appropriés, qui se trouvent parfois à des centaines et des milliers de verstes ; quand un centre unique a la haute main sur toutes les phases successives du traitement des matières premières, jusques et y compris la fabrication de toute une série de variétés de produits finis ; quand la répartition de ces produits se fait d'après un plan unique parmi des dizaines et des centaines de millions de consommateurs (vente du pétrole en Amérique et en Allemagne par la « Standard Oil » américaine), alors il devient évident que nous sommes en présence d'une socialisation de la production et non point d'un simple « entrelacement », et que les rapports relevant de l'économie privée et de la propriété privée forment une enveloppe qui est sans commune mesure avec

son contenu, qui doit nécessairement entrer en putréfaction si l'on cherche à en retarder artificiellement l'élimination, qui peut continuer à pourrir pendant un laps de temps relativement long (dans le pire des cas, si l'abcès opportuniste tarde à percer), mais qui n'en sera pas moins inéluctablement éliminée.

Schulze-Gaevernitz, admirateur enthousiaste de l'impérialisme allemand, s'exclame :

« Si, en définitive, la direction des banques allemandes incombe à une douzaine de personnes, l'activité de ces dernières est désormais plus importante pour le bien public que celle de la majorité des ministres » (il vaut mieux oublier ici l'« entrelacement » des hommes des banques, des ministres, des industriels, des rentiers...) ...« Imaginons que les tendances que nous avons relevées soient allées jusqu'au bout de leur évolution : le capital-argent de la nation est concentré dans les banques ; celles-ci sont liées entre elles au sein d'un cartel ; le capital d'investissement de la nation a pris la forme de titres. Alors se réalisent les paroles géniales de Saint-Simon : « L'anarchie actuelle de la production, qui provient du fait que les relations économiques se développent sans régularisation uniforme, doit céder la place à l'organisation de la production. La production ne sera plus dirigée par des chefs d'entreprise isolés indépendants les uns des autres et ignorant les besoins économiques des hommes, mais par une institution sociale. L'autorité administrative centrale, capable de considérer d'un point de vue plus élevé le vaste domaine de l'économie sociale, la régularisera d'une manière qui soit utile à l'ensemble de la société, remettra les moyens de production en des mains qualifiées, et veillera notamment à une constante harmonie entre la production et la consommation. Il y a des établissements qui, au nombre de leurs tâches, se sont assigné une certaine organisation de l'œuvre économique : ce sont les banques. » Nous sommes encore loin de la réalisation de ces paroles de Saint-Simon, mais nous y allons ; c'est du marxisme, autre que ne se le représentait Marx, mais uniquement par la forme. » [*Grundriss der Sozialökonomik*, p. 146.]

Excellente « réfutation » de Marx, qui fait un pas en arrière de l'analyse scientifique exacte de Marx vers la divination de Saint-Simon, géniale sans doute, mais qui n'est cependant qu'une divination.

*Publié en volume à Pétrograd en avril 1917*